

N° 45
JUIN 1987

ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**Documents sur la scission de 1952 du PCI
(section française de la IV^e Internationale)
(2^e partie)**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires internationaux*

S O M M A I R E

*

* Présentation	2
* Répertoire des bulletins intérieurs et textes divers du PCI (1952).....	3
* Répertoire des notes politiques et d'organisation du PCI (1952).....	9
* Lettre du Secrétariat International au Bureau politique du PCI (7/12/51)....	11
* Texte du SI du 6/12/51 sur la réorientation du travail syndical en France..	12
* Lettre du BP du PCI au SI adoptée le 28/12/51.....	15
* Lettre du secrétariat du PCI au SI du 24/1/52.....	16
* Réponse du SI aux dirigeants du PCI suspendus.....	17
* Texte de Renard du 2/2/52 adressé au BP du PCI.....	19
* Note du secrétariat du PCI à tous les membres du parti (5/3/52).....	29
* Déclaration de la majorité du BP du PCI sur les accords intervenus au CEI...	30
* Résolution du nouveau BP sur le cadre de la discussion préparatoire au 8° congrès.....	32
* Lettre de Renard à Cannon, dirigeant du SWP (16/2/52).....	35
* Réponse de Cannon à Renard (29/5/52).....	39
* Résolution de juin 1952 du 11° plenum du CEI, sur le PCI français.....	42
* Résolution adoptée le 3 juin 1952 par la conférence de la majorité du PCI...	43
* Résolution du BP du PCI du 3 juin 1952.....	45
* Texte de Garrive adressé à la conférence majoritaire du 22/6/52.....	47
* Déclaration du CC du PCI à tous les militants et dirigeants de la IV° Internationale.....	51
* Complément à la résolution politique du 8° congrès (majorité du PCI).....	55
* Résolution du CC du PCI (majorité) présentée au CC des 27 et 28/9/52.....	59
* Résolution sur la situation du PCF adoptée par le CC du PCI (minorité) d'octobre 1952.....	61
* Lettre de Pierre Lambert à Pierre Frank du 21/10/52.....	66
* Lettre de Pierre Frank à Pierre Lambert du 26/10/52.....	67
* Lettre du BP du PCI (majorité) aux membres du CEI (6/11/52).....	71

PRESENTATION

*

Dans le n° 44 des Cahiers, nous avons présenté des documents montrant l'offensive politique de Pablo, secrétaire de la 4° Internationale, contre la majorité de la section française, pour lui imposer son cours révisionniste de capitulation devant la bureaucratie stalinienne, d'après lui, "contrainte et forcée" par l'imminence de la guerre, d'adopter un cours révolutionnaire et de mobiliser les masses contre l'impérialisme. Le Secrétariat international, par la voix de Pablo, exige l'entrée des militants dans le PCF, entrée baptisée "sui generis", dans laquelle "les ruses et les capitulations sont non seulement admises mais nécessaires".

Par discipline et pour ne pas se couper de l'Internationale, la majorité du CC du PCI accepte de commencer l'application de l'entrisme dans le PCF, mais demande qu'un Congrès extraordinaire soit convoqué pour discuter dans le parti d'un "tournant" d'une telle envergure. Par contre, la majorité du PCI refuse d'accepter que la direction du parti français soit assurée par les membres de la minorité comme le demande Pablo. Celui-ci prononce alors, illégalement, la suspension de la majorité des membres du PCI, tout cela au nom du SI et sans que celui-ci se soit réuni.

La majorité du CC du PCI publie tous les documents de la discussion et prépare le 8° congrès du parti français. La discussion se poursuit dans le parti dévoilant le vrai visage du pablisme : celui de la capitulation devant le stalinisme. Pablo a beau brandir la menace de l'exclusion ou l'argument de la fidélité à l'Internationale, sa ligne politique ne peut convaincre les membres du PCI attachés aux principes du programme des trotskystes.

Au 10° plenum du CEI, la majorité du PCI accepte les accords proposés par Pablo : le congrès extraordinaire aura lieu mais la direction du PCI sera modifiée et dominée par Germain, membre du SI et muni d'une voix prépondérante. Si la majorité du PCI accepte cette formule qui est à l'extrême limite des concessions qu'elle pouvait faire, c'est parce que'elle espère que la discussion dans l'Internationale va pouvoir permettre de dévoiler le caractère du révisionnisme prostalinien de la ligne pablisme et de briser l'isolement du parti français dans l'Internationale dont les sections n'ont pas connaissance des documents édités par le PCI.

Pablo poursuit son offensive contre le PCI. Le SI refuse à la majorité du CC élue par le 7° congrès du PCI le droit de présenter son rapport au 8° congrès qui se prépare. A la veille du 11° plenum du CEI, Germain présente un nouvel ultimatum : la majorité du PCI ne devra pas défendre sa position au 8° congrès, celui-ci devra se transformer en "conférence d'application de l'entrisme sui generis". C'est une demande de capitulation complète, approuvée ensuite par le 11° plenum de la 4° Internationale. La majorité du PCI décide alors de convoquer un CC le 29 juin 1952. Pablo sait très bien que le CC repoussera l'ultimatum. Provoquant la scission, il s'empare, avec quelques membres minoritaires, de l'appareil technique du parti. Au CC du 29 juin, les dirigeants minoritaires refusant de désavouer leur acte scissionniste sont suspendus par la majorité du CC et décident d'organiser un congrès minoritaire. Pablo a réussi son opération scissionniste contre le PCI. Il pense avoir les mains libres pour pouvoir imposer aux autres sections de l'Internationale, à commencer par le SWP, son cours révisionniste.

Bien que le PCI soit sorti très affaibli par cette scission, la majorité, en réaffirmant son attachement indéfectible à la 4° Internationale, entame la lutte pour la réintégration dans l'Internationale, lutte liée au combat contre le révisionnisme liquidateur de Pablo.

Cette lutte s'avèrera rapidement payante et contribuera à la prise de conscience de plusieurs sections de l'Internationale, dont le SWP, qui engageront quelques mois plus tard la lutte contre le cours liquidateur du pablisme. On peut affirmer que les principes du programme du trotskysme et la continuité de la 4° Internationale ont été préservés par le combat du PCI français à cette époque.

Pseudonymes cités dans ce Cahier (non compris dans le Cahier n°44)

Alain : Pablo ou Michel RAPTIS

Albert : Germain ou Ernest MANDEL

BULLETINS INTERIEURS ET TEXTES DIVERS

*

- RESOLUTION SUR LA SECTION FRANCAISE ET LES TACHES DU PARTI - 7 JANVIER 1952
(présentée par le BP pour le Comité central des 19-20 janvier)

- A) La situation économique
- B) Situation politique de la bourgeoisie française
- C) Le mouvement national aux colonies
- D) La situation du mouvement ouvrier français
- E) Les tâches du parti

Texte adopté au Bureau politique par 7 voix contre 2
22 pages ronéo R.V. BE

- RESOLUTION SUR LA SITUATION ET LES TACHES DECOULANT DE LA LIGNE DU 3^e CONGRES MONDIAL - JANVIER 1952
(présentée par la minorité du Bureau politique)

- Déclaration de vote
- 1. L'évolution de la situation internationale depuis le 3^e congrès mondial
- 2. L'évolution de la situation en France
- 3. Tâches et programme d'action du parti
- 4. Réorientation et réarmement du parti .

12 pages ronéo R.V. BE

- COMITE CENTRAL DES 19 & 20 JANVIER 1952 - CAMPAGNE DE "LA VERITE"

- "La Vérité" est en danger
- Nécessité des campagnes
- Modalités de l'organisation de la campagne

3 pages ronéo, 1 R.V., 1 recto BE

- COMITE CENTRAL DES 19 & 20 JANVIER 1952 - BULLETIN SUR LA RESOLUTION SYNDICALE

- . Préambule
- . Projet de résolution syndicale de la commission du BP
- . Lettres du secrétariat international au BP sur la question syndicale, datées du 30/11/51 et du 7/12/51
- . Résolution du SI sur la question du journal "L'Unité"
- . Projet de résolution Dumont-Lambert sur le journal "L'Unité"
- . Pour la réorientation de notre travail syndical en France (lettre du SI du 6 décembre 1951)
- . Lettre du BP du PCI au SI du 28 décembre 1951 (adoptée par le BP par 6 voix contre 3)

40 pages ronéo, R.V. BE

- PROJET DE RESOLUTION SYNDICALE PRESENTE PAR MICHELE MESTRE - JANVIER 52

11 pages dactylographiées papier pelure Recto BE

- BULLETIN N° 1 DE PREPARATION DU CONGRES EXTRAORDINAIRE - LA VERITE SUPPLEMENT N° 288 - 25 janvier 1952

- . Avertissement
- . Lettre du secrétariat international au Comité central du PCI datée du 14 janvier 1952 (Cette lettre a été publiée intégralement dans les "Cahiers du CERMTRI" n°44 de mars 1987)

11 pages ronéo, 5 RV, 1 recto, BE

- TEXTE DE DANIEL RENARD SUR LA RESOLUTION SYNDICALE DU SI, DATE DU 2 FEVRIER 1952

10 pages dactylographiées papier pelure , recto, BE

- BULLETIN DU SECRETARIAT INTERNATIONAL - COMMUNIQUE A TOUS LES MEMBRES DU PCI

- . Sur un congrès extraordinaire du parti (Lettre du SI du 2 février 1952)
- . A tous les camarades de la section française (lettre du SI du 5 février 1952)
- . Information sur le déroulement de la discussion dans la région parisienne
- . Résolutions et lettres de province
- . Note sur la grève générale du 12 février (note du 8 février 1952), signée pour le SI, Pierre Frank

8 pages ronéo, RV, BE

- BULLETIN N°2 DE PREPARATION DU CONGRES EXTRAORDINAIRE - LA VERITE N° 289, supplément - 8 FEVRIER 1952

1 Premières réflexions sur un zig-zag par Favre-Bleibtreu

- Conditions générales de l'entrisme
- Les problèmes spécifiques d'un entrisme dans le PCF
- Le stalinisme a-t-il changé ?
- Entrisme tactique, entrisme sui generis ou intégration ?
- Résumons-nous

2 Projet de résolution sur le travail en direction des organisations parastaliniennes (présenté par la majorité du Bureau politique)

- Pourquoi la majorité du BP a repoussé le texte de la minorité
- Stalinisme et PC
- Le tournant stalinien et ses limites
Le problème de l'entrisme
- Manoeuvres et principes
- Direction autonome - Direction révolutionnaire - Masses, cadres ouvriers et appareils
- Perspective de construction du parti
- Union des femmes françaises
- Combattants de la paix
- MLT
- Comités Henri Martin

3 Projet de résolution sur le travail en direction des organisations parastaliniennes (présenté par la minorité du BP)

- La nouvelle orientation dans la construction du parti en France
- La politique présente du PCF
le parti vis-à-vis des ouvriers du PCF
- Le travail des militants individuels

37 pages ronéo, 18 RV, 1 recto BE

- BULLETIN N°3 DE PREPARATION DU CONGRES EXTRAORDINAIRE - LA VERITE N° 290, Supplément 19 février 1952

- 1) Lettre du secrétariat international du 21 janvier 1952 à tous les membres du PCI
 - 2) "Les hautes oeuvres du camarade Pablo" par Renard et Garrive
- (Ce bulletin a été reproduit intégralement dans le N°44 des "Cahiers du CERMTRI")

20 pages ronéo, RV, BE

- BULLETIN N° 4 DE PREPARATION DU CONGRES EXTRAORDINAIRE - LA VERITE N° 291, supplément 25 février 1952

- 1) Résolutions de cellules et régions
- 2) Correspondance avec le secrétariat international :
 - Lettre du secrétariat du PCI au SI du 24 janvier 1952, signée Lambert
 - Lettre du SI aux camarades du PCI suspendus, signée pour le SI : Alain (9 février 1952)
 - Lettre de Bleibtreu au SI, du 7 février 1952
 - Lettre du SI au camarade Bleibtreu, du 20 février 1952
 - Lettre de Bleibtreu au SI du 22 février 1952
 - Lettre du BP du PCI au SI, à propos d'un article paru dans "L'Observateur", non datée
 - Lettre du SI au camarade Lambert du 19 février 1952, signée pour le SI : Pierre Frank
 - Lettre du BP du PCI au SI du 14 février 1952, signée pour le BP : Bleibtreu

16 pages ronéo RV BE

BULLETIN N° 5 DE PREPARATION AU CONGRES EXTRAORDINAIRE - La Vérité N°290, supplément, 26 février 1952

- 1) Compte-rendu du Comité central du 10 février
- 2) Note sur la préparation du congrès extraordinaire
- 3) Résolution sur la place de l'entrisme dans la construction du parti révolutionnaire

12 pages ronéo, RV, BE

- Note du secrétariat du PCI à tous les membres du parti - 5 mars 1952

Cette note informe les membres du PCI de la levée des sanctions de suspension par le SI des membres du CC de la majorité. Le Comité exécutif international impose un Bureau politique du PCI composé de 4 majoritaires, 3 minoritaires, plus le camarade ALBERT, membre du SI, avec voix prépondérante en cas de vote égal. Le secrétariat du PCI est composé de deux majoritaires, un minoritaire, plus le camarade Albert avec voix prépondérante en cas de vote égal .

2 pages ronéo, RV, BE

- DECLARATION DE LA MAJORITE DU BUREAU POLITIQUE DU PCI sur les accords intervenus au Comité exécutif international

Le nouveau Bureau politique arrêta la diffusion de cette déclaration.

2 pages ronéo, RV, BE

- BI N° 187 - 22 MARS 1952

- Rapport sur les applications tactiques de la ligne du 3° congrès mondial (adopté par le 10° plenum du CEI)

- Les trois secteurs de notre activité :

- a) Le travail essentiellement indépendant
- b) Le travail en direction des ouvriers et organisations réformistes
- c) Le travail en direction des ouvriers et des organisations staliniennes

22 pages ronéo, RV, BE

- BI N° 188 - 31 MARS 1952 - LA VERITE N° 292, supplément

- Résolution du BP sur le cadre de la discussion préparatoire au congrès

- Déclaration de vote des membres majoritaires du BP sur la résolution cadre

5 pages ronéo, 2 RV, 1 recto, ABE

- TEXTE DE LA MAJORITE SUR LA SITUATION DE LA BOURGEOISIE FRANCAISE - MARS 1952

- Pourquoi ce texte ?

- La situation de la bourgeoisie française

- La décomposition du système colonial de l'impérialisme français

- Le mouvement ouvrier

- La politique du PCF

- Le faux problème du resserrement

- Une stratégie de classe

- L'orientation du travail et la construction du parti

- Travail indépendant et travail fractionnel

- Les problèmes pratiques de l'entrisme

- Le travail des militants en fraction

23 pages ronéo, 11 RV, 1 recto, BE

- BULLETIN N° 5(vraisemblablement n°6) DE PREPARATION DU CONGRES EXTRAORDINAIRE - LA VERITE N°293, supplément - 20 avril 1952

Qu'est-ce que la ligne du 10° plenum ? par Albert

. Le rapport du 10° plenum et le programme de transition

. Construire nos organisations dans l'esprit du programme de transition

. La conquête directe des masses

. Le travail dans les organisations réformistes

. Le travail dans les organisations staliniennes et para-staliniennes

. Apprendre à parler un nouveau langage

. Exploiter des situations particulières

12 pages ronéo, RV, BE

- BULLETIN N° 189- LA VERITE N° 295, supplément - 20 mai 1952

Ce bulletin publie les résolutions des cellules concernant la publication dans la revue "Quatrième Internationale" du rapport du 10° plenum du CEI et la résolution Garnier repoussée par le Bureau politique (résolution Garnier : 3 pour, 4 contre - Résolution cheminots : 6 pour, 1 contre - résolution métro : 5 pour, 1 contre, une abstention - Résolution Renault : 6 pour, 4 abstentions - Résolution 15° : unanimité moins une abstention.

3 pages ronéo, 1 RV, 1 recto, BE

- BI N° 190 - PREPARATION DU 8° CONGRES (N°1) - Prémsumé fin mai 1952

Résolution politique du BP pour le 8° congrès du PCI adoptée par 5 voix (4 + 1) contre 4 - Albert (2 voix)

1) Appliquer à la France l'orientation définie par l'Internationale

2) Les conditions objectives dans lesquelles le parti doit se réorganiser

3) Notre orientation générale

- . Rapport de la commission d'organisation : résolution Lambert adoptée à l'unanimité
9 pages manuscrites, recto, ABE, nombreuses ratures
- . Décompte des voix des délégués sur le vote des résolutions
2 pages manuscrites - RV, ABE
- . Lettre du SI de la 4° Internationale à la section française, du 13 juillet 1952
2 pages dactylographiées, 1/2 format, recto, BE
- . Résolution du 8° congrès du PCI en réponse à la lettre du SI du 13 juillet 1952
1 page dactylographiée, recto, BE
- . Election du Comité central par le 8° congrès du PCI (majorité)
- . Election du Bureau politique ; élus : Bleibtreu, Lambert, Garnier, Marin, Maurin, Garrive, Lefevre
1 page manuscrite, recto, ABE

- BI N° 194 - COMPTE-RENDU DU 8° CONGRES DU PCI (majorité) - LA VERITE N° 298, août 1952
Tous les documents précédents manuscrits ou dactylographiés sont repris dans ce bulletin intérieur intégralement .

12 pages ronéo, RV, BE

- COMPLEMENT A LA RESOLUTION POLITIQUE DU 8° CONGRES (majorité)

- 1) Pablisme et trotskysme à l'épreuve
- 2) Le point de la situation
- 3) Les tâches

5 pages ronéo , 2 RV, 1 recto, BE

- BI n°1 (nouvelle série) des résolutions et des décisions du 8° congrès du PCI (minorité)
Juillet 1952

- 1) Résolution sur les rapports avec la 4° Internationale
- 2) Résolutions politiques
- 3) Résolution syndicale
- 4 Résolution pour une campagne financière

9 pages ronéo, 4 RV, 1 recto, BE

- BULLETIN INTERNATIONAL N° 1 - LA VERITE N° 298 - JUILLET 1952

Perspectives révolutionnaires de l'Amérique par le camarade AP de Détroit (Michigan)

- 1) Les perspectives du parti en 47 et aujourd'hui
- 2) L'erreur fondamentale
- 3) La crise en Amérique

10 pages ronéo, RV, BE

- BI N° 196 - Compte-rendu du CC des 27 et 28 septembre 1952 - La Vérité n°301, supplément
15 octobre 1952

- . Les tâches internationales du PCI - rapporteur Bleibtreu
- . Redémarrage du travail du parti - Rapporteur Lambert
- . Rapport politique - Crise du PCF - Rapporteur Lambert
- . Rapport jeune : le travail jeune dans la construction du parti . Rapporteur : Garrive
- . Questions diverses
- . Création d'un fonds de solidarité international
- . résolution sur les tâches internationales du PCI adoptée par 9 voix pour, 1 abstention (Renard)
13 pages ronéo, 6 RV, 1 recto, BE

- RESOLUTION SUR LA SITUATION DANS LE PCF (texte de la minorité du PCI adopté au Comité central d'octobre 1952) - PCI Frank

9 pages ronéo, 4 RV, 1 recto, BE

- Lettre de Pierre Lambert pour le BP du PCI à Pierre Frank , du 21 octobre 1952
- Réponse de Pierre Frank à Pierre Lambert du 26 octobre 1952

Textes ronéo, 6 pages RV, BE

8.

- BULLETIN D'INFORMATIONS INTERNATIONALES N°2 - La Vérité n°302, Novembre 1952

A tous les membres de la 4° Internationale

I) La politique stalinienne de 1947 à 1952

- . Les thèses Jdanov
- . Et les thèses Staline

II) La position des deux tendances du PCI jusqu'en janvier 1952

- . Le "gauchissement" et le "resserrement", idées forces de Pablo
- . La majorité défend l'analyse trotskyste de la crise du stalinisme

III) Le zig-zag aventuriste (février-juin 1952)

- . Les illusions minoritaires portées à leur paroxysme par le cours gauchiste
- . La majorité du PCI combat les illusions révisionnistes
- . Culmination et fin du cours gauchiste

IV) Le tournant à droite

- . la minorité désorientée devant le tournant à droite
- . Le tournant à droite est compris dès le début par la majorité
- . La minorité et le SI manifestent un désarroi croissant
- . Devant le démenti des faits, la minorité développe son révisionnisme anti-trotskyste
- . Les sanctions contre Marty et Tillon
- . Le sens politique des sanctions
- . ce que représentent Marty et Tillon pour les ouvriers communistes
- . la signification des sanctions niée par la minorité
- . La presse trotskyste internationale désorientée
- . Pablo porte la confusion à son comble

V) Conclusion

48 pages ronéo, RV, BE

- LETTRE DU BP DU PCI AUX MEMBRES DU COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL DU 6 NOVEMBRE 1952

3 pages ronéo, 1 RV, 1 recto, BE

- BULLETIN D'INFORMATIONS INTERNATIONALES N° 3 - La Vérité n°305, décembre 1952

1) La scission en France et le 12° plenum du CEI

- rapport Germain
- Résolution Bleibtreu
- Contre-résolution Pablo
- Lettre du BP du PCI à Pierre Frank, du 21/10/52
- Résolution du BP du PCI

2) Les méthodes d'une politique : le procès et les poursuites policières de Pierre Frank contre le PCI

3) Les élections du 1° secteur de la Seine du 7 décembre

4) Lettre du Bureau politique du PCI au Comité national du SWP

15 pages ronéo, 7 RV, 1 recto, BE

- LETTRE DU SECRETARIAT DU PCI A TOUS LES MEMBRES DU PARTI - 3 DECEMBRE 1952

Lettre d'information sur les manoeuvres de Pierre Frank contre le PCI

4 pages ronéo, RV, BE

- TEXTE DU BUREAU POLITIQUE DU PCI DU 10 DECEMBRE 1952

Leçons des élections du 7 décembre. En annexes : un tract calomniateur du PCF contre la candidature de Daniel Renard et la reproduction du texte de 2 affiches du candidat Pierre Frank désavouant la candidature de Renard

5 pages ronéo, 2 RV, 1 recto, BE

- BI N° 197 - LA VERITE N° 307 - JANVIER 1953

Compte-rendu Comité central du PCI des 20 et 21 décembre 1952

- . Les moyens de notre politique
- . Rapport politique présenté par Bleibtreu. Le rapport non soumis au vote sera publié dans le parti après qu'une commission l'ait revu.

- . Rapport d'organisation présenté par Lequenne , voté à l'unanimité moins une abstention
- . Rapport syndical présenté par Lambert . Le rapport est adopté avec un amendement Bleibtreu par 8 voix pour , 2 contre
- . Rapport international présenté par Garrive
- 1° partie du rapport international, 6 voix pour, 2 contre, 1 abstention
- 2° partie du rapport international, 7 pour, 1 contre, 2 abstentions

26 pages ronéo, RV, BE

NOTES POLITIQUES ET D'ORGANISATION

*

- Note du Bureau politique du 16 février 1952

"Les trotskystes entrèrent-ils dans le PCF ?", réponse à un article de "L'Observateur"
2 pages ronéo, RV, BE

- Note régionale n°103 du 25 février 1952

- . Réunion du comité régional
 - . Situation après la grève du 12 et les licenciements chez Renault
 - . Campagne de "La Vérité"
 - . Conférence de "L'Unité"
 - . préparation du congrès extraordinaire des 15 et 16 mars
- 3 pages ronéo , 1 RV, 1 recto, BE

- NOTE N° 1 - Campagne des 5000 F pour "La Vérité"

2 pages ronéo, RV, VE

- SUPPLEMENT A LA NOTE REGIONALE N° 103

Note sur la campagne de "La Vérité"

2 pages ronéo, RV, BE

- NOTE REGIONALE N° 104 du 5 mars 1952

- 1) Le congrès extraordinaire du 15 et 16 mars est repoussé
- 2) Après la conférence de "L'Unité"
- 3) Renault

1 page dactylographiée, papier pelure BE

- CIRCULAIRE N° 2 SUR LA CAMPAGNE DE "LA VERITE" - La Vérité n°291, 6 mars 1952, supplément A tous les membres du parti

1 page ronéo, recto, BE

- CIRCULAIRE A TOUS LES MEMBRES DU PARTI - La Vérité N° 291, supplément , 11 mars 1952 Solidarité aux trotskystes licenciés chez Renault

1 page ronéo, recto, BE

- NOTE D'ORGANISATION - La Vérité n°291 - Supplément - 14 mars 1952

- 1) Campagne de "La Vérité"
- 2) Solidarité
- 3) Cotisations et phalanges
- 4) Travail syndical

3 pages ronéo, 1 RV, 1 recto, BE

- NOTE POLITIQUE ET D'ORGANISATION - La Vérité n°292, supplément, 25 mars 1952

- 1) La 2° conférence de "L'Unité"
- 2) Rapport d'activité
- 3) Correspondance avec le secrétariat

2 pages ronéo, RV, BE

- NOTE POLITIQUE ET D'ORGANISATION - La Vérité N°292, supplément, 1° avril 1952

2 pages ronéo, RV, BE

10.

- NOTE POLITIQUE ET D'ORGANISATION - La Vérité N°294, supplément, 8 mai 1952

- 1) Projet de fonds de solidarité adopté par le BP
- 2) Campagne de "La Vérité"
- 3) Résolution sur la situation de la section française adoptée par le CEI
- 4) Diffusion de la revue "Quatrième Internationale"
- 5) Motion du bureau politique
- 6) Résolution d'accord adoptée par le 10° plenum du CEI
3 pages ronéo, 1 RV, 1 recto, BE

- NOTE POLITIQUE ET D'ORGANISATION - La Vérité n°295, supplément, 20 mai 1952

- 1) La campagne de "La Vérité"
- 2) Résolution présentée par Albert et adoptée par le BP (4 pour, 3 contre)
- 3) Date du congrès national
- 4) Rectificatif
3 pages ronéo, 1 RV, 1 recto, BE

- 13 JUIN 1952 - Convocation de l'assemblée générale de la tendance majoritaire le 22 juin 1952

Ordre du jour :

- 1) Rapport sur les décisions du CEI concernant le PCI (Bleibtreu)
- 2) Rapport sur la situation et les tâches (Lambert)
1 page ronéo, recto, BE

- NOTE SUR LE MATERIEL VOLE PAR LA MINORITE DANS LE LOCAL DU PARTI - 27 JUIN

Cette note est signée par les membres du BP de la majorité : Bleibtreu, Garnier, Garrive, Lambert
1 page ronéo, recto, BE

- NOTE REGIONALE N° 103 - Région parisienne - 5 juillet 1952

- Résolution Renard
- Résolution de la cellule de Courbevoie reprise par Minguet
- Préparation du congrès
- Financement du congrès

2 pages ronéo, RV, BE

- NOTE POLITIQUE ET D'ORGANISATION - La Vérité N° 299, supplément, 18 septembre 1952

- . le virage international à droite du stalinisme
- . la ligne "gauchiste" du PCF de février à juin 1952 et ses limites
- . La signification de la liquidation de Marty dans le cadre de l'orientation droitière
- . Le virage droitier et son contenu
- . La crise interne du PCF à la lumière des déclarations des dirigeants du PCF
- . Les tâches du parti en direction du PCF
- . Comment nous adresser aux ouvriers communistes ?
- Trésorerie

13 pages ronéo, 6 RV, 1 recto, BE

- NOTE INTITULEE : " UN AN DE "VERITE" , novembre 1952

- . Note préliminaire
- . Le Comité de rédaction
- . Les problèmes de "La Vérité"
- . Deux problèmes politiques que "La Vérité" a oubliés
9 pages dactylographiées , papier pelure, recto, BE

**LE SECRETARIAT INTERNATIONAL
AU BUREAU POLITIQUE DU PCI**

Chers camarades,

Nous vous transmettons le texte qui définit la ligne que le SI considère nécessaire d'appliquer actuellement en France dans le domaine du travail syndical.

La résolution précédente du SI sur la question plus particulière de "l'Unité" s'inscrit dans le cadre du texte présent.

Nous vous demandons que les deux textes soient portés à la connaissance de tous les membres du CC et de la Commission syndicale, qu'ils soient inscrits d'autre part à l'ordre du jour du prochain CC du parti, afin que ce dernier prenne responsablement position sur la ligne définie par le SI concernant notre travail syndical en France .

Nous saisissons cette occasion pour vous exprimer clairement notre point de vue sur la marche suivie jusqu'ici par le parti depuis le 3° congrès mondial, et répondre en même temps à certains points soulevés par la résolution que vous avez votée à votre séance du 3 décembre .

Le but précis du SI ,en exécution du mandat qu'il a reçu à ce sujet de la part du congrès mondial, est d'oeuvrer pour que la direction de notre section en France applique effectivement et efficacement la ligne du 3° congrès mondial. Jusqu'à maintenant, nous avons fait pleinement confiance à votre direction pour accomplir cette tâche et nous lui avons laissé toute possibilité de démontrer en pratique sa volonté et sa capacité d'appliquer cette ligne .

Des progrès ont été enregistrés dans cette voie. Mais, en même temps, nous discernons une tentative de ne pas partir délibérément et une fois pour toutes de l'idée qu'un tournant du parti est nécessaire dans tous les domaines pour appliquer la ligne de l'Internationale, ligne qui n'est naturellement pas celle qui fut définie par le 7° congrès du parti.

D'autre part, donner constamment l'impression au parti, comme vous le faites encore dans votre résolution du 3 décembre, que toute l'exécution de la ligne de l'Internationale n'est faite par vous essentiellement que par discipline, mais qu'en réalité, cette ligne comporte, à votre avis, la liquidation du parti, est une manière qui ne pourra que maintenir et aggraver la méfiance d'une partie de l'organisation à l'égard de cette ligne. Ainsi, quand vous dites dans votre résolution que le BP "s'efforcera d'appliquer avec discipline (la résolution du SI sur "l'Unité") dans l'idée qu'elle n'implique pas une liquidation de "l'Unité" ", etc., vous créez d'emblée une atmosphère de méfiance et de confusion autour de la résolution du SI, résolution qui ne permet ni dans son esprit, ni dans sa lettre, d'entretenir les doutes que vous exprimez sur sa signification.

Le SI, d'autre part, ne veut aucunement au stade actuel remplacer ou se substituer à votre direction. Son but est de vous aider à comprendre et à appliquer aussi efficacement que possible la ligne du 3° congrès. Ce n'est que dans le cas où il constatera que vous passez systématiquement outre à cette ligne, et que vous maintenez à son égard une opposition larvée rendant impossible son application efficace, et paralysant l'activité du parti dans la méfiance et la confusion, que le SI reconsidérerait sa position et saisirait le CEI en vue d'une décision définitive sur le cas de la direction du parti français.

Une telle éventualité peut se présenter à l'occasion du prochain CEI qui se tiendra vers la fin de février 1952. Il y aura à ce moment plus de six mois d'activité de votre direction depuis le 3° congrès mondial et il sera alors possible d'arriver à une conclusion quant à votre volonté et votre capacité d'appliquer sa ligne .

Nous souhaitons très sincèrement que le CEI n'éprouve pas le besoin de discuter cette question.

Avec nos salutations fraternelles.

7 décembre 1951

*

1. Comme tous les autres secteurs de travail de notre organisation en France, le secteur syndical aussi doit être intégré dans le cadre de l'orientation et des perspectives affirmées par le 3^e congrès mondial.

Il ne peut y avoir un réel tournant de l'activité de notre organisation française dans le sens indiqué par le congrès de l'Internationale, et il ne peut y avoir une réelle volonté de la part de sa direction d'engager dans cette voie l'organisation tout entière, aussi longtemps que le principal domaine de travail du parti ne sera pas intégré dans cette orientation et ne la réalisera pas.

2. Le sens de cette orientation, telle qu'elle a été définie dans les documents du 3^e congrès mondial pour des pays comme la France, où la grande majorité militante de la classe ouvrière est influencée par les staliniens, consiste en ceci : qu'un réel travail de masse en France n'est concevable qu'en direction des ouvriers staliniens ; que ce travail est particulièrement nécessaire dans la période présente qui est celle de la préparation active de la guerre contre révolutionnaire de l'impérialisme, préparation entraînant des conséquences précises quant à la politique stalinienne, et à l'évolution et l'orientation des ouvriers staliniens .

Le congrès mondial a expliqué que dans une telle conjoncture la politique stalinienne sera obligée, forcée de s'axer pratiquement sur la mobilisation militante des masses ouvrières contre les préparatifs de guerre et que, par conséquent, tous les autres thèmes de sa politique (indépendance nationale, union nationale, lutte de signatures pour la paix ... etc.) seront réservés pour une mobilisation parallèle, complémentaire et pratiquement non essentielle des couches avant tout petites bourgeoises, ainsi qu'à l'adresse d'une partie de la bourgeoisie européenne "neutraliste".

Sous l'impulsion de cette politique pratique de la direction stalinienne et, surtout forcée par la logique de l'évolution de la situation vers la guerre contre révolutionnaire de l'impérialisme, la masse des militants staliniens s'orientera de plus en plus vers une mobilisation et une action de classe qui atteindra, au cas où éclate la guerre, nécessairement, inexorablement, le niveau de la lutte armée, de la lutte pour le pouvoir.

Ces considérations éclairent le sens que l'Internationale attribue au travail en direction des ouvriers staliniens à l'étape actuelle, et les perspectives révolutionnaires de ce travail .

3. Les événements qui se sont déroulés en France immédiatement après le 3^e congrès mondial ont donné, plus vite qu'on ne l'avait pensé , raison à l'appréciation de l'Internationale concernant la politique stalinienne et le cours de la masse des ouvriers staliniens. Le tournant réalisé par les dirigeants staliniens sur la question syndicale et l'unité d'action de la classe ouvrière, a créé d'emblée une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier français.

La politique stalinienne devient de fait, pratiquement, une politique de mobilisation militante des masses ouvrières contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme.

Elle n'est critiquable que sur un échelon supérieur à l'activité syndicale proprement dite, à l'échelon des buts et des perspectives politiques de cette mobilisation de la classe.

Elle constitue d'autre part un tournant non pas épisodique et éphémère mais plutôt l'expression de la marche forcée que l'évolution de l'impérialisme vers la guerre contre révolutionnaire impose aux dirigeants staliniens . Cette appréciation de la politique stalinienne à l'étape actuelle n'exclut pas des oscillations à droite ou à gauche de cette ligne, mais qui ne l'altéreront pas fondamentalement .

Si la perspective politique est juste, c'est à dire si la situation internationale évolue vers la guerre, guerre qui aura le caractère défini par l'Internationale, il ne peut y avoir d'autre politique que celle, grosso modo, suivie actuellement par les dirigeants staliniens se voyant obligés de s'appuyer, à leur façon, sur la classe ouvrière et de la mobiliser.

D'autre part, dans le cadre de cette même perspective, il est inévitable que les dirigeants réformistes et centristes, agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, malgré toutes les manoeuvres qu'ils emploieront -subissant la pression des masses - pour camoufler leur politique contre la mobilisation effective et l'unité d'action de la classe ouvrière, saboteront en définitive l'une et l'autre. Des courants progressifs possibles au sein des organisations réformistes inclueront des militants de base et des cadres subalternes, qui auront à lutter contre leurs directions .

Il ne pourra y avoir à la veille de la préparation de la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme contre l'URSS une autre mobilisation et unification de la classe ouvrière que celle

réalisée dans l'action, contre les dirigeants réformistes et centristes, et amenant à l'isolement pratique de ceux-ci.

4. Tout travail pratique dans la classe, mais particulièrement tout travail de masse, implique le danger de tomber dans le sectarisme et l'opportunisme s'il n'est pas conduit par des dirigeants bolcheviks, parfaitement conscients et clairvoyants de l'appréciation et de la perspective politique.

Particulièrement à l'étape actuelle, dans aucun domaine, le travail en France ne pourra être correctement conduit et acquérir son sens véritable s'il n'est pas conduit dans le cadre de l'orientation définie au congrès de l'Internationale et éclairé par les perspectives de cette orientation.

Il est nécessaire que la direction du parti et tous les militants syndicaux fassent un effort pour repenser politiquement le travail syndical dans le cadre de ces considérations .

5. Les conditions qui ont caractérisé la situation du mouvement syndical en France depuis la fin du conflit mondial, et particulièrement depuis le commencement de la "guerre froide" jusqu'à la guerre de Corée, nous ont pratiquement rejetés dans une activité syndicale en dehors des organisations influencées par les staliniens, et essentiellement centrée sur un travail de base dans les milieux extra-cégétistes .

D'autre part, durant toute la période où la politique stalinienne fut axée sur le thème de la collaboration et du compromis, et où l'échéance d'une nouvelle guerre n'était pas précisée, il était juste et possible de lutter, comme nous l'avons fait, sur la base d'une troisième tendance syndicale en dehors des staliniens et des réformistes, œuvrant à la mobilisation de classe et à l'unité d'action du prolétariat. C'est dans cette période que notre effort de servir avant tout d'exemple aux ouvriers staliniens, en entreprenant des actions autonomes de classe limitées, sabotées à l'époque aussi bien par les dirigeants staliniens que réformistes, avait un sens précis dans le cadre de notre orientation politique générale d'alors : attirer et détacher dans l'immédiat les ouvriers staliniens de leur direction, en construisant à l'extérieur des organisations stalinien-nes , à l'aide d'autres courants et éléments ouvriers, un pôle d'attraction suffisamment puissant et actif pour obtenir un tel résultat. Que par la force d'un tel travail nous nous soyons dans une certaine mesure pratiquement éloignés de notre but de toucher en définitive les ouvriers staliniens, que nous ayons négligé de tenir avec ténacité et de renforcer nos positions au sein des organisations stalinien-nes, ceci ne constitue en aucune façon une critique en bloc de la politique suivie à l'époque, politique juste dans son ensemble .

6. Les changements sont devenus nécessaires à partir de la nouvelle conjoncture internationale et de ses implications en France, dont le tournant stalinien dans le domaine syndical en est une manifestation . Actuellement, le but de notre activité syndicale ne peut plus être, dans ces nouvelles conditions, d'agir comme une tendance distincte, attirant par l'exemple indépendant et regroupant dans l'immédiat autour d'un autre pôle les ouvriers staliniens, mais de profiter du courant unitaire propulsé par la direction stalinienne elle-même, afin de s'intégrer dans la masse des ouvriers staliniens organisés . Une telle intégration sera à la fois une intégration de nos militants dans les syndicats et dans la masse des ouvriers staliniens, c'est à dire qu'elle réalisera à la fois notre but politique général ici en France, qu'elle nous permettra de nous intégrer dans le réel mouvement syndical en France - et ceci de la base au sommet.

7. Si la direction et les militants de notre organisation française comprennent la conjoncture unique actuellement ouverte dans le mouvement syndical français, et saisissent habilement et promptement cette occasion, ils réaliseront un pas décisif dans la voie de leur intégration réelle dans le mouvement des masses .

Le courant unitaire, propulsé actuellement par les dirigeants staliniens et qui grossit sous les conséquences de la politique de réarmement et de guerre de la bourgeoisie, permet à nos militants de jouer un rôle important dans la reconstruction des organismes syndicaux unitaires de caractère permanent, (sections syndicales uniques, syndicats uniques) de liquider les effets de l'exclusion de certains de nos militants des syndicats cégétistes et de se trouver avec les militants staliniens, non seulement à la base, mais même , par endroits, à certains échelons de la direction syndicale.

8. Pour réaliser ces objectifs actuellement possibles, il est nécessaire de ne pas chercher à s'opposer en tant que tendance distincte qui ne se justifie pas objectivement à l'étape actuelle, mais de s'y intégrer en devenant promptement les meilleurs artisans de la reconstruction unitaire du mouvement syndical, en prenant partout position claire, non équivoque, pour les propositions unitaires de la

14.

CGT, et en manœuvrant habilement par rapport aux dirigeants staliniens afin d'apaiser leurs suspicions à notre égard et de les laisser nous considérer comme des instruments valables de la politique unitaire. Ceci facilitera notre intégration ou réintégration dans la CGT et peut même ouvrir par endroits l'accès à certains paliers aux postes syndicaux .

9. Il n'est pas question, dans le cadre de cette réorientation du travail syndical, d'abandonner toute position acquise au sein des organisations syndicales autres que les cégétistes, ni de désertier ces organisations, ni de ne pas tenir compte de leurs conditions spécifiques pour présenter tactiquement notre politique .

Mais notre activité dans ces organisations doit tendre, à l'étape actuelle, d'une façon plus directe que jamais dans le passé, à faciliter notre liaison et notre fusion avec la masse des ouvriers staliniens. Ceci signifie que, sous aucun prétexte, nos militants dans ces organisations ne doivent éviter de se prononcer pour l'appui aux propositions unitaires de la CGT, de prendre la tête d'un tel courant au sein de ces organisations, et d'utiliser leurs contacts à la base pour réaliser des organismes communs d'unité d'action avec les militants staliniens et pousser ces organismes si possible jusqu'à des formes plus stables d'unité syndicale (sections syndicales uniques, syndicats uniques).

10. Le parti révolutionnaire, pour imposer sa suprématie sur les autres organismes politiques de la classe ouvrière et acquérir la confiance de celle-ci, doit sans sa lutte toujours avoir l'avantage de l'initiative dans la compréhension de la situation et de ses tournants, et dans l'action adéquate.

Il y a actuellement une situation internationale et nationale nouvelle, et si notre parti, par manque de compréhension politique, hésite, tergiverse, traîne derrière les événements et perd du temps, il perdra en réalité une grande chance politique. C'est en ce sens que la réorientation rapide du travail syndical du parti, résultat de sa réorientation politique, est une question vitale pour l'avenir du trotskysme en France et ne saurait trop tarder .

Le Secrétariat International

6 décembre 1951

LETTRE DU BUREAU POLITIQUE AU SECRETARIAT INTERNATIONAL

*

Chers camarades,

Nous vous accusons réception de la lettre du camarade Alain du 7/12/51.

Le Bureau politique avait déjà pris la décision de porter tous les documents concernant la question syndicale à la connaissance des membres du Comité central et de la commission syndicale.

Nous vous rappelons, à propos du document que vous avez adopté sur la question de "l'Unité", qu'aucun membre de notre Bureau politique n'avait demandé que ce point soit l'objet d'une discussion ou d'une prise de position du SI, l'accord s'était réalisé sur la résolution rédigée par une commission où siégeait le camarade Frank, membre du SI.

Le point en litige était constitué par les amendements Privas qui semblaient au BP en contradiction avec le texte d'application du congrès mondial et avec le maintien d'un parti indépendant en France.

Ce point n'a pas été discuté par le SI élargi qui a, au contraire, amorcé un débat sur le journal "l'Unité" abordant des questions qui n'avaient pu encore être abordées par notre Bureau politique dont l'ordre du jour est, comme vous le savez, surchargé par l'étude de textes d'application dans les différents domaines de travail.

Dans ces conditions, l'échange de vue qui suivit et dans lequel un des deux responsables syndicaux du parti ne put pas prendre la parole, ne pouvait exprimer un point de vue collectivement élaboré par le Bureau politique. Nous nous sommes donc étonnés que le SI adopte unilatéralement et après cette ébauche de discussion une résolution sur "L'Unité".

Malgré de sérieuses réserves, le Bureau politique a tenu à s'engager à appliquer avec discipline cette résolution, écartant toute l'interprétation liquidatrice de "l'Unité" dans ce document.

Nous nous sommes réjouis que votre lettre du 7 décembre confirme cette interprétation, à savoir : **"les accords qui ont servi de base à "l'Unité" (élément essentiel du travail dans la section française) se placent sous le signe de la libre expression des divers courants rassemblés sur ce journal. L'action générale du parti dans "l'Unité" se maintient sans modification."** (Texte d'application de la commission française issue du congrès mondial).

Mais, d'autre part, nous avons constaté que la deuxième résolution adoptée par le SI : **"pour la réorientation de notre travail syndical en France"** remet en question non seulement cette interprétation mais aussi d'autres idées essentielles du texte d'application précité.

Nous ne voyons en conséquence pas d'autre solution que l'ouverture d'une discussion approfondie au travers de bulletins internationaux sur les problèmes du travail syndical et de construction de partis nécessairement indépendants dans les conditions des pays de l'Europe occidentale où le stalinisme est la force dominante dans le mouvement ouvrier.

Recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

Adopté par le Bureau politique du PCI le 28 décembre 1951
par 6 voix contre 3

*
LETTRE DU SECRETARIAT DU PCI AU SECRETARIAT INTERNATIONAL

Jeudi 24 janvier 1952

Chers camarades,

Comme vous le savez, le Comité central de notre parti a décidé de ne pas s'incliner devant la décision annoncée par le camarade Pablo de suspendre la majorité de ses membres .

Le Comité central a en effet estimé que cette décision est non motivée (aucun acte d'indiscipline n'ayant été et ne pouvant être imputé à la direction du parti), arbitraire et antistatutaire, en opposition avec les règles élémentaires d'une organisation bolchevique. Venant après la menace d'exclusion que vos représentants ont fait continuellement peser sur les débats du Comité central, cette décision est apparue en outre comme une mesure de scission, c'est à dire pratiquement de destruction de notre parti.

C'est pourquoi notre CC a maintenu son refus d'accepter les mesures de suspension. De cette décision découle que :

1. Le seul Comité central que nous connaissons est le Comité central élu par le VII° congrès; le seul Bureau politique que nous connaissons est le Bureau politique élu par ce Comité central.
2. Le PCI continue, l'activité du parti dans la classe ne pouvant en aucune manière être "suspendue" par une quelconque mesure de suspension. Sans prendre en considération les mesures scissionnistes prises par la minorité du Comité central dès le 20 janvier 1952, y compris le tract de Pierre Frank le désignant comme direction du parti, la direction véritable du parti continuera d'observer la discipline politique de l'Internationale et d'agir en conformité avec la résolution de la commission française du 3° congrès mondial.
3. Se plaçant sur le terrain de la discipline au tournant préconisé par le SI dans sa lettre du 14 janvier, le CC a décidé d'ouvrir la discussion sur le problème de l'entrisme, avec comme document de base la lettre du SI et comme objectif un congrès extraordinaire du PCI. Le Comité central demande instamment au SI d'accorder au parti (sa section française) toute son aide et sa contribution politique pour préparer et organiser cette importante discussion .

Il est clair que, dans la logique de la prise de position du camarade Pablo et de la mesure illégale édictée contre le CC, chacune de ces considérations (en fait prérogatives élémentaires d'une direction de section) devient une "indiscipline" qui doit donner naissance à mille autres actes d'"indiscipline". Tous ces "actes d'indiscipline" découlent et découleront de notre ferme volonté de faire vivre le parti et de maintenir son unité au sein de l'Internationale .

Nous ne pensons pas que la mesure arbitraire de suspension ait eu pour but de contraindre notre CC à tomber dans ces cas d'indiscipline afin de fournir une base d'accusation . Car la base d'accusation susceptible de justifier de telles sanctions est totalement absente jusqu'à ce jour, et ce ne sont pas les amalgames ignobles entre notre parti et la "dégénérescence yougoslave" (lettre du SI aux membres du PCI, 21 janvier 1952) qui réussiront à la créer.

Toutefois, s'il en était ainsi, notre Comité central ferait juge l'Internationale du caractère non bolchevik de cette opération, sans se laisser détourner de sa ligne d'action : défense du parti, de l'unité du parti, de son unité dans l'Internationale - application disciplinée comme par le passé de la politique décidée par le congrès mondial.

Profondément convaincu que le SI ne voudra pas porter la responsabilité d'avoir scissionné et détruit la section française de la 4° Internationale et d'avoir ruiné par là-même la base de toute action (entrisme ou organisationnellement indépendante) de l'organisation trotskyste en France, le CC demande instamment au Secrétariat international de rapporter la décision de suspension formulée par le camarade Pablo .

Salutations communistes internationalistes .

pour le Secrétariat
Pierre Lambert

Lettre du secretariat international aux camarades

Bleibtreu, Dumont, Lambert, Renard, Maurin, Garrive, Cheramy,
Lefebvre, Baratier, Bloch, S. Just, Maertens, Gilles,
Raynal, Cartier, Hemce

*

Paris le 9 février 1952

Camarades,

Le SI a reçu une lettre du 24 janvier, signée "pour le secrétariat, Pierre Lambert", écrite en votre nom.

Cette lettre appelle les observations suivantes :

1. La suspension de vos fonctions dirigeantes dans le PCI n'a pas été décidée personnellement par le camarade Pablo. La prise en charge de la direction du PCI par le SI - le camarade Frank du SI étant plus particulièrement affecté à ce travail - n'a pas été prise par ce camarade personnellement. Ces décisions ont été prises responsablement par tout le Secrétariat international, dans l'éventualité d'une réponse négative à sa lettre du 14 janvier. Le CC avait été averti à plusieurs reprises au cours de sa session du 20 janvier qu'une réponse négative aux demandes du SI aurait des conséquences organisationnelles. Les représentants du SI à la session du CC du 20 janvier avaient été mandatés par nous pour annoncer ces mesures sur le champ.

Nous rappelons que notre sanction se borne à la suspension individuelle des fonctions dirigeantes et qu'elle est une sanction limitée, strictement intérieure à l'organisation.

2. Si vous estimez cette mesure arbitraire, illégale, antistatutaire, vous avez le droit statutaire d'en appeler au Comité exécutif international qui est le seul organisme qualifié pour juger les actes du SI (article 18 des statuts de l'Internationale) pour les approuver, les condamner ou les amender.

3. En attendant les décisions du Comité exécutif international, celles du SI sont exécutoires (article 18). Prétendre les ignorer, c'est s'engager ou continuer à s'engager dans l'indiscipline envers l'Internationale.

4. Affirmer, comme le fait votre lettre, une fidélité à l'Internationale, affirmer se placer, "sur le terrain de la discipline au tournant préconisé par le SI", tout en ignorant le SI, ses demandes et ses décisions sur le plan organisationnel, c'est se livrer à des phrases creuses, car l'Internationale n'est pas une abstraction, mais une organisation avec sa structure, ses règles de fonctionnement et ses organismes dirigeants régulièrement élus. Si vous pensez que nous avons agi arbitrairement, vous ne pouvez cependant pas, à moins de n'avoir plus confiance dans l'Internationale dans son ensemble, chercher à corriger cette situation en dehors des règles fondamentales de fonctionnement de notre organisation.

Il est particulièrement inadmissible de votre part de parler d'unité dans l'Internationale et de respect du 3^e congrès mondial quand, en même temps, vous ignorez le Secrétariat international. Celui-ci est, au même titre que Thèses et résolutions politiques - le produit d'une décision du congrès mondial.

5. Votre lettre parle de "mille autres actes d'indiscipline" qui résulteront de votre refus de reconnaître les décisions du SI. Nous le savons fort bien. Nous avons déjà noté depuis le 20 janvier de nombreux actes d'indiscipline de votre part, actes pour lesquels nous dégagerons la responsabilité de la direction internationale devant notre mouvement international. Nous n'avons toutefois pris aucune nouvelle sanction et n'en prendrons aucune, tant que ces actes ne porteront pas de façon flagrante le conflit actuel à l'extérieur, parce que nous voulons vous donner tout le temps nécessaire pour vous ressaisir et donner aussi à tous les membres du PCI le temps de voir politiquement clair. C'est au Comité exécutif international que l'affaire se trouve maintenant soumise et c'est lui qui prendra position sur tous ses aspects politiques et organisationnels.

Mais nous tenons à attirer votre attention (sur le fait) que le Comité exécutif international ne jugera pas seulement sur ce qui s'est passé jusqu'au CC du 20 janvier et à ce CC. Le Comité exécutif international ne pourra pas ne pas tenir compte de votre attitude depuis cette date, même s'il

18.

estimait note décision arbitraire. Il ne pourra pas ne pas tenir compte que vous avez à partir du 20 janvier ignoré le SI, prétendu agir comme CC, BP et secrétariat. Il ne pourra pas ne pas tenir compte que vous avez décidé de convoquer un congrès du parti hors du contrôle de l'Internationale, pour ne citer que les plus importants de ces actes.

Au moment où vous vous réunissez comme "CC", le SI estime impérieusement nécessaire de vous mettre en garde contre la poursuite d'une attitude qui tend à vous éloigner de l'ensemble du mouvement trotskyste international. Il vous invite à revenir à une correcte compréhension de vos rapports avec le mouvement trotskyste international, de vos droits comme de vos devoirs envers lui.

6. Afin de mettre le plus tôt possible un terme à la crise de la section française de la 4^e Internationale, le SI a décidé la convocation d'une session extraordinaire du Comité exécutif international avec comme seuls points à l'ordre du jour : l'application tactique des décisions du 3^e congrès mondial pour les principales sections et la crise de la section française.

Nous y convoquons tous les membres du Comité central du PCI, sanctionnés ou non. Nous demandons aux camarades sanctionnés de prévoir ceux d'entre eux qui interviendront au CEI. Nous vous informons que, pour ne pas prolonger la crise de la section française, le Comité exécutif international ne manquera pas de demander à tous les membres du CC du PCI, avant que se terminent les travaux de cette session extraordinaire du CEI, de définir clairement leur attitude organisationnelle à l'égard de ces décisions

Salutations communistes internationalistes

pour le SI, Alain

Texte de Renard adressé au BP du PCI le 2 février 1952

*

Le secrétariat de notre Internationale vient de soumettre un texte au BP intitulé "pour la réorganisation de notre travail syndical en France". Ce texte semblerait vouloir mettre un point final à la controverse déjà longue qui opposa la majorité du BP du parti français aux camarades Frank, Mestre et Privas. Vers la fin du mois d'octobre, sur la base d'un texte de la commission syndicale, l'unanimité d'une commission du BP dont Frank faisait partie, présentait au BP une résolution sur le travail syndical. Sans s'opposer à ce texte, le camarade Privas déposait des amendements qui remettaient en cause le sens et l'orientation de cette résolution. Arguant que ses amendements représentaient effectivement la ligne du 3° CM et qu'il dépendait de leur intégration dans la résolution du BP que celle-ci représente effectivement la ligne du CM, le BP se vit dans l'obligation de soumettre le différend existant au sein de la direction française à l'organisme international compétent : le Secrétariat international.

Après avoir convoqué le BP, le SI discute de cette question. Il semblerait que ce texte du 6.12.51 soit le produit de cette discussion et tente de conclure le débat de façon positive. Toutefois, faute de précision, on ne sait si ce texte est une contribution à la discussion au sein du parti français ou si c'est une résolution exécutoire disciplinairement à dater de sa parution.

Néanmoins les camarades de la majorité du parti français estimant suffisamment importantes et graves pour le parti les perspectives tracées dans ce texte, décide d'en engager immédiatement la discussion.

Les éléments de la discussion ne sont pas complets. Il manque des amendements que Renard, Mestre et Privas déposèrent au moment où, pour la 2° fois, cette discussion vint devant le BP. Les amendements de Privas ne furent jamaïs déposés devant le BP et furent transmis directement par son auteur à la direction internationale, témoignant par là même de sa part du mépris le plus total pour la direction française et faisant montre d'une curieuse façon de concevoir le fonctionnement d'une direction de parti.

Avant d'aborder de façon critique le texte du SI, il est bon de rappeler ce qui s'est passé depuis quelques mois. Au 7° congrès du parti français, les camarades qui se prétendaient d'accord avec les thèses du IX° plenum s'abstinrent sur la résolution syndicale présentée par la majorité d'alors et présentèrent un texte de cinq lignes, extrait de la résolution syndicale majoritaire. Leurs interventions sur la question syndicale auraient pu se résumer en deux points :

- a) plus près des ouvriers du PC
- b) reclassement des militants du parti

Le reclassement s'est perdu dans les brumes d'une pensée tourmentée et l'approche des ouvriers du PC a dû attendre le mois de décembre (six mois après) pour trouver dans le texte du SI une signification claire et précise. Au 3° congrès mondial, les camarades majoritaires du parti maintinrent intégralement leur position politique. Une commission française élue par le congrès élaborait un document : le seul du congrès mondial définissant le cadre général dans lequel la direction du parti aurait à appliquer la ligne du 3° congrès mondial.

Le CC adopta ce texte dans la clarté la plus absolue. (Voir à ce sujet le BI n°252 sept.51 "Déclaration de la majorité du CC"). Cette résolution disait dans son préambule : "Ultérieurement des résolutions précisant cette orientation d'une façon plus détaillée pour les différents domaines d'activité du parti seront élaborées par les organismes dirigeants de notre section."

Ainsi donc toute résolution précisant l'activité à venir du parti dans tel ou tel domaine ne devait pas, dans l'esprit et la lettre du 3° CM, partir de considérants politiques généraux sur lesquels il n'y a pas à revenir, mais de la résolution même du 3° CM. Il a fallu suffisamment de temps, de peine et d'efforts à élaborer cette résolution du 3° CM pour qu'on ne traite pas celle-ci comme dérisoire et, à travers elle, tout le congrès mondial.

Du texte du SI aujourd'hui soumis ou imposé, on ne sait pas, il se dégage plusieurs choses :

1. Le texte ne part pas de la résolution du 3° CM ni dans sa forme, ni dans son fond.
2. Ce texte contient des affirmations fausses et mensongères déjà dénoncées au sein de la commission française du CM lors de la présentation d'un premier texte. "La direction du parti avait refusé d'accepter un premier projet en raison non pas de son sens politique conforme aux décisions du congrès mondial, mais d'erreurs concernant le 7° congrès du parti et d'impressions rendant malaisée l'application" (déclaration de la majorité du CC).
3. Le texte est faux politiquement. Non parce qu'il représente les vues du 3° CM, mais parce qu'il donne une interprétation et une constatation erronée des événements politiques français.
4. Ce texte, pour toutes les raisons qui précèdent est, dans son fond et dans sa forme, volontairement

et délibérément, une tentative de mettre hors des rangs de notre Internationale toute une série de camarades refusant d'appliquer des décisions inacceptables. Inacceptables car unilatérales, inacceptables car bafouant les accords antérieurs d'organisation, inacceptables car fausses politiquement.

I - On se moque du congrès mondial et de ses résolutions

"Le régime des syndicats dirigés par les staliniens ne permet pas d'y travailler aisément. Il soulève des problèmes particuliers de tactique à l'intérieur des syndicats, mais en aucun cas il ne peut être question de faire le jeu des bureaucrates en sous-estimant l'action à mener dans les syndicats ... Les accords qui ont servi de base à "l'Unité" (élément essentiel du travail syndical de la section française) se placent sous le signe de la libre expression des divers courants rassemblés autour de ce journal. L'action générale du parti dans "l'Unité" se maintient sans modifications ... Le tournant nécessaire du parti français, en conséquence du tournant de la situation mondiale ne signifie en aucun cas l'abandon des activités engagées et des résultats acquis dans celles-ci... Au contraire ..." Telles sont dans la lettre et dans l'esprit la façon dont la résolution du congrès mondial essayait de résoudre, sur ses propres perspectives, la question syndicale française. Or, aujourd'hui le SI déclare : "Actuellement, le but de notre activité syndicale ne peut plus être, dans ces nouvelles conditions, d'agir comme une tendance distincte attirant par l'exemple indépendant et regroupant dans l'immédiat autour d'un autre pôle les ouvriers staliniens, mais de profiter du courant unitaire propulsé par la direction stalinienne elle-même; afin de s'intégrer dans la masse des ouvriers staliniens." Et plus loin cette idée est décrite de façon outrancière quand le SI dit : "Pour réaliser ces objectifs actuellement possibles, il est nécessaire de ne pas chercher à s'opposer en tant que tendance distincte qui ne se justifie pas objectivement à l'étape actuelle (???) mais de s'y intégrer en devenant promptement les meilleurs artisans de la reconstruction unitaire du mouvement syndical, en prenant partout position claire, non équivoque, pour les propositions unitaires de la CGT et en manœuvrant habilement par rapport aux dirigeants staliniens (il ne s'agit plus des ouvriers mais des dirigeants) afin d'apaiser leur suspicion à notre égard et de les laisser nous considérer comme des instruments valables de la politique unitaire. Ceci facilitera notre intégration dans la CGT et peut-être même par endroits ouvrir l'accès à certains paliers aux postes syndicaux." (ce n'est pas nous qui soulignons). Et si quelquefois nous avons quelque doute sur cette orientation, doute qui pourrait être produit par le caractère surprenant de ces propositions, le SI se charge de nous les enlever deux lignes plus bas en disant : "Il n'est pas question dans le cadre de cette réorientation du travail syndical, d'abandonner toute position acquise au sein des organisations autres que cégétistes ..." (cette fois, c'est nous qui soulignons). Nous passons sur la contradiction qui existe entre la demande de liquider tout travail de "tendance distincte" dans les organisations cégétistes et l'affirmation que depuis la Libération nous avons été "pratiquement rejetés dans une activité syndicale en dehors des organisations influencées par les staliniens" et nous laissons à la dialectique pabliste le soin de résoudre avec brio ces deux termes contraires.

Nous voulons seulement retenir que l'abandon du travail dans la CGT est exigé de façon impérative. Nous avons essayé de montrer à travers des extraits de la résolution française du CM combien cette demande y était contraire. Mais non seulement cette exigence est contraire à la résolution française, elle est contraire à tous les textes du CM. En effet, nulle part dans les textes du CM, il est dit de façon quelconque qu'il faille abandonner une activité indépendante (sauf dans les pays de "démocratie populaire") mais on affirme : " Dans les pays où la majorité de la classe ouvrière suit encore les PC, nos organisations nécessairement indépendantes doivent s'orienter vers un travail plus systématique en direction de la base de ces partis et des masses qu'ils influencent." (Résolution sur les perspectives internationales et l'orientation de la 4^e Internationale) . Mais il y a plus. Dans les considérants politiques généraux qui ont pour but de soutenir et d'argumenter les conclusions pratiques la confusion la plus grande est introduite entre classe ouvrière et "masses des militants staliniens", comme si cette dernière formait une catégorie à part, quasi étrangère aux intérêts généraux de la classe à laquelle elle appartient ; mais le congrès mondial précisait : "Les limites de ce cours gauchiste (du stalinisme) sont maintenant plus claires. Dans la mesure où un compromis étendu avec l'impérialisme est plutôt exclu et où les préparatifs de guerre de la bourgeoisie iront en s'accéléralant, ce cours persistera fondamentalement. Il connaîtra néanmoins des oscillations de gauche à droite et vice versa, toujours sur la base de cette ligne fondamentale, selon les possibilités de compromis limitées et éphémères, et à chaque offensive de "paix" que la bureaucratie ne cessera de lancer jusqu'au conflit, comme c'est le cas actuellement avec la négociation de la trêve de Corée" et plus haut, nous pouvons lire : "D'autre part, dans la mesure où ils se lient à un réel mouvement révolutionnaire de masse, ils (les PC) subissent sa pression et peuvent, dans certaines conditions favorables aller au-delà des buts que la bureaucratie soviétique leur fixe et esquisser une orientation révolutionnaire." (Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation de la 4^e).

Si nous rapprochons ces passages, qui le contente confirme point par point (sic), du texte du SI, nous voyons la contradiction sauter aux yeux. Dans la résolution du congrès mondial, ce sont les appareils qui subissent la pression des masses; dans le texte du SI, c'est l'inverse : "Sous l'impulsion de cette politique pratique de la direction stalinienne ... et surtout forcée par la logique de l'évolution de la situation vers la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme ... la masse des militants staliens s'orientera de plus en plus vers une mobilisation et une action de classe qui atteindra au cas où (?) éclate la guerre, nécessairement, inexorablement (!) le niveau de la lutte armée, de la lutte pour le pouvoir." Par ailleurs, le texte du CM dit : "Dans certaines conditions favorables" et non pas "nécessairement, inexorablement" mais "peuvent". Ainsi le congrès mondial agissait avec prudence et circonspection et c'était parfaitement justifié, mais de plus, et c'est le plus important pour nous, il ne perdait pas le fil réel de la compréhension de la situation, le fil de classe, c'est pourquoi il disait : "D'autre part, dans la mesure où ils (les PC) se lient à un réel mouvement révolutionnaire."

Or il est visible à l'oeil nu pour un observateur quelconque qui se borne à lire le "Parisien libéré" tous les matins que cette "situation favorable", que ce "réel mouvement révolutionnaire" n'existe pas aujourd'hui en France. Pour pallier à ses insuffisances, le SI pratique une politique de bluff pur et simple en affirmant : "Le tournant réalisé par les dirigeants staliens sur la question syndicale et l'unité d'action de la classe ouvrière a créé d'emblée (?) une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier français."

"La politique stalinienne de fait, pratiquement une politique de mobilisation militante (?) des masses ouvrières contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme."

La résolution française du congrès mondial dit : "Le FU réalisé (c'est nous qui soulignons) entre les organisations syndicales, même d'une manière bureaucratique, constitue à quelque échelon que ce soit un évènement progressif car il est un élément favorisant de toutes façons le développement des luttes ouvrières". Ceci était une appréciation correcte. Le SI s'en moque. Il confond sciemment proposition de FU et FU réalisé, ce qui n'est pas une mince différence et la résolution ajoutait : "Le PCI et ses militants dans les syndicats proposent que les centrales concluent à tous les échelons des cartels d'unité d'action, incluant l'ensemble des travailleurs organisés et inorganisés pour étayer véritablement cette unité d'action, afin d'assurer le contrôle par toute la classe de la préparation, du déroulement et du triomphe des luttes". Ainsi le CM reconnaissait justement la valeur du FU réalisé même bureaucratiquement entre les centrales et disait que ce FU est "un élément favorisant". Or nous voyons avec la CGT des propositions de FU qui ne sont pas réalisées et aucun organisme de base ni sous forme de cartels syndicaux qui ne soit pas venu soutenir cette politique unitaire de la CGT.

De fait, tout ce que dit le SI à ce sujet est faux, absurde, dénué d'un quelconque soupçon de réalité :

1. Sur quoi se sont faites les propositions d'action commune de la CGT aux autres centrales ?
2. Quelles ont été les actions "militantes" que le PC a entrepris contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme ?
3. Quelles ont été, dans la classe ouvrière, les répercussions des propositions Frachon? La lecture de "l'Humanité" suffirait à elle seule pour répondre à ces trois questions et les réponses qu'on y trouverait ne seraient sûrement pas de nature à satisfaire le SI. A croire que le SI ne lit même pas la presse stalinienne pour savoir ce qui se passe dans le PCF. Mais ceci est une autre histoire dont nous nous occuperons plus loin.

La résolution française du 3^e CM dit : "Pour la France, la préparation accentuée de la guerre, tout en tendant à soulever les problèmes politiques les plus élevés dans la conscience des militants communistes", et plus loin : "Les mouvements révolutionnaires inévitables qui seront amenés par la préparation de la guerre impérialiste". Ceci était dit pour démontrer le caractère éminemment révolutionnaire de la période et était renforcé par cette phrase : "Le développement de la situation donnera une importance grandissante aux problèmes politiques avant même le déclenchement de la guerre."

Le SI dit de son côté : "Elle (la politique stalinienne) n'est critiquable que sur un échelon supérieur à l'activité syndicale proprement dite, à l'échelon des buts et des perspectives politiques de cette mobilisation de classe (souligné dans le texte)." Cette position est toute nouvelle pour nous et pourrait, en l'élargissant un tant soit peu, balayer tout un acquis de dizaines et dizaines d'années d'expérience du mouvement ouvrier international, et plus particulièrement du mouvement trotskyste. "Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution." Telle est la caractéristique essentielle que Trotsky donnait de la lutte politique à notre époque. Il n'y a pas d' "échelon supérieur" pour reprendre la

phraséologie du SI, il y a une "liaison indissoluble". Et c'est précisément en cela que réside notre optimisme révolutionnaire. La lutte des classes n'est pas une échelle dont le prolétariat pourrait franchir un certain nombre d'échelons à l'aide des staliniens puis, arrivé aux "échelons supérieurs", il trouverait les trotskystes prêts à l'accompagner dans sa marche périlleuse.

Cette réédition du programme par étape, reprenant sous une autre forme la vieille querelle entre programme minimum et programme maximum, jette par dessus bord tout l'acquis que représente le programme de transition, qui consiste précisément à "surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde". Si la politique stalinienne n'est critiquable qu'à un "échelon supérieur", où n'est-elle donc pas critiquable ?

Et le problème aujourd'hui posé est-il de savoir si telle ou telle organisation, stalinienne ou non, peut mener telle ou telle action limitée de façon correcte ou si, au contraire, l'ensemble de la politique qu'elle mène est fautive, erronée, contre-révolutionnaire ? L'histoire du mouvement ouvrier abonde précisément en exemples d'organisations traîtres qui ont su, qui savent et sauront encore mener correctement des actions partielles sur le programme, limitées dans l'espace, sporadiques dans le temps. Est-ce une découverte ? Evidemment non. Et c'est prendre la classe ouvrière pour une imbécile que de croire qu'elle pourrait accorder sa confiance à des dirigeants ou des organisations qui, sur un plan quelconque de la lutte des classes, ne mèneraient pas un combat apparemment correct. La trahison des organisations traditionnelles vient précisément de ce fait qu'elles tentent de capter la confiance des ouvriers à travers des actions partielles sans faire la liaison, en faisant tout pour que la liaison entre ces combats partiels et la lutte générale ne se réalise pas en France, mais aussi dans le monde entier ; nous avons maints exemples de grèves partielles menées justement par les staliniens et les réformistes. Est-ce que ces exemples doivent nous abuser ou, au contraire, ne devons-nous pas les voir par rapport à l'ensemble de la situation nationale et internationale et des tâches impliquées par cette situation ? Poser la question, c'est donner la réponse.

Mais pourquoi alors le SI introduit-il précisément cette affaire et quelle qualité cette marchandise a-t-elle ? Si vous voulez le savoir, reportez-vous deux pages plus loin et vous lirez : "Actuellement, le but de notre activité syndicale ne peut plus être, dans ces nouvelles conditions, d'agir comme une tendance distincte..." Quand on veut dire B, il faut d'abord dire A. Tout cela est logique, cohérent, rationnel et non marxiste. Mais ceci n'empêche pas le SI d'affirmer par ailleurs dans un texte sur "l'Unité" : "C'est pourquoi ce travail (le travail syndical) plus que tout autre doit être mené sur une base principielle ferme." Il y a des gens qui n'ont vraiment peur de rien et jouent avec des formules pour le simple plaisir de noircir du papier .

II - La liaison entre le travail syndical et le travail politique

Pour juger correctement la politique syndicale stalinienne, il faut d'abord examiner la politique stalinienne dans son ensemble et partir de cet ensemble pour donner une réponse à tel ou tel domaine partiel de l'activité stalinienne . Le SI fait carrément l'inverse. Il prend l'aspect particulier et momentané de la politique stalinienne sur le plan syndical et en fait découler une série de conclusions politiques sur un plan général. Ceci est faux d'un point de vue méthodologique et les conséquences de cette erreur fondamentale amènent les conclusions que l'on sait et qui peuvent se résumer en 4 mots : liquidons le travail syndical.

Cette erreur pour juger le travail syndical stalinien, le SI la renouvelle pour définir le travail syndical du parti. Dire "qu'objectivement une tendance distincte ne se justifie plus dans la CGT" pose inévitablement une question : dans quelle mesure et pour quelles raisons une tendance, c'est à dire un parti, politique distincte, se justifie-t-elle aujourd'hui dans la classe ouvrière française ? Le SI esquive la question en disant : "Le parti révolutionnaire, pour imposer sa suprématie sur les autres organismes (?) politiques de la classe ouvrière et acquérir la confiance de celle-ci, doit dans sa lutte toujours avoir l'avantage de l'initiative dans la compréhension de la situation , de ses tournants, de ses perspectives et dans l'action adéquate." Cette formulation générale qui pourrait être valable en tous lieux et en tout temps, est par ailleurs la négation de tout ce qui précède. De plus, qu'est-ce que "les autres organismes politiques" ? A notre connaissance, nous ne connaissons qu'une série d'organismes politiques de la classe ouvrière et qui ont tous la même nature, ce sont les comités, les soviets et l'Etat ouvrier. Le parti ne cherche pas à y "imposer" sa suprématie mais à y faire triompher ses vues, son programme politique au moyen de la démocratie ouvrière. Quant aux organisations politiques de la classe ouvrière, c'est à dire les partis autres que le nôtre, nous cherchons à les liquider de la façon la plus adéquate possible étant donné leur nature, leur programme, leur évolution. La formule générale et ambiguë du SI n'apporte donc aucune lumière nouvelle mais participe de la confusion générale dont tout ce texte est imprégné. Dire d'un côté qu'il ne faut plus de tendance distincte à l'intérieur de la CGT et continuer par ailleurs à parler du parti révolutionnaire montre que si le SI était un peu plus au fait de ce qui se passe dans la classe ouvrière de ce pays,

Il saurait que la frontière entre syndicat et parti politique est extrêmement mouvante, se déplaçant constamment au gré des événements. La raison essentielle en est que la classe ouvrière, organisée en majeure partie dans les syndicats et combattant sous leur direction, voit constamment se poser à elle, sous la pression des événements, des problèmes politiques. Chaque militant ouvrier de notre parti sait pertinemment qu'il ne peut se déguiser tantôt en syndicaliste, tantôt en "politique". Son action militante forme un tout. Vouloir dresser une cloison étanche entre ces deux domaines d'activité serait un recul impossible. Par ailleurs, s'il est possible de mener une activité de syndicaliste révolutionnaire sans s'afficher ouvertement comme trotskyste, il est impossible de mener une activité trotskyste sans s'afficher comme syndicaliste révolutionnaire. Alors que signifie "manœuvrer habilement par rapport aux dirigeants staliniens" ? Il n'y a qu'une explication possible à de telles propositions, non pas en tirant les conclusions logiques ultimes, mais immédiatement, c'est l'abandon de notre drapeau politique car il n'y a pas d' "habileté" au dessus d'un programme clairement énoncé, exprimé et défendu. Mais que de telles propositions puissent être faites par un organisme de notre parti mondial montre d'une part l'ignorance absolue du mouvement ouvrier dans nos rangs, d'autre part la méconnaissance totale du stalinisme, de son appareil, de ses méthodes. Les staliniens ont une vue bien plus "saine" du travail syndical que le SI. Pour eux, la garantie d'accéder à tel ou tel poste ne peut être autre que politique. Voyons tous les dirigeants confédéraux, fédéraux, locaux et surtout de section syndicale, tous sont membres du PCF. Car pour les bureaucrates, c'est en définitive la discipline du parti qui, seule, peut régler un conflit éventuel. Pour "apaiser la suspicion" des dirigeants staliniens à notre égard, se taire est insuffisant. Le silence n'a jamais été une garantie politique. Il faut faire plus que rien et pas seulement dans le strict domaine où nous pouvons avoir des idées communes avec les staliniens, mais dans tous les domaines. Nous dirions, à l'inverse du SI, que se taire (pas de tendance distincte), que la "manœuvre habile" ne peuvent qu' accroître à notre égard la suspicion non seulement des dirigeants, passe encore, mais des ouvriers staliniens, ce qui est cent fois pire. Une telle politique ne peut que nous livrer pieds et poings liés à l'appareil sans nous donner aucun moyen de défense politique.

III - Entrisme ou pas ?

Est-ce à dire que nos camarades doivent reculer devant la perspective d'un travail illégal, même en période de légalité bourgeoise, c'est à dire une perspective entriste dans une organisation politique autre que la nôtre ? Nous ne le pensons pas. Nous devons au contraire être conscients, qu'à un moment ou à un autre, les événements peuvent nous obliger à faire "disparaître" momentanément notre parti pour pratiquer une politique entriste dans telle ou telle organisation, y compris dans le PCF. Mais un tel tournant, s'il s'opérait, devrait se faire dans la clarté la plus absolue avec la compréhension la plus grande.

Or le texte du SI est honteux dans ce domaine. Faisant de l'entrisme sans le savoir et sans le dire, il nous condamne à la stérilité et à l'impuissance politique. Et comment ne pas faire le rapprochement entre cette position syndicale et le texte de Frank sur "le travail dans les organisations de masse" : "En premier lieu, c'est le parti en tant que tel et ses moyens d'expression qui devront tourner comme si nous avons déjà un noyau "entriste" important et comme si nous travaillions pour lui." Le tour est complet, la boucle est fermée. Partis en 24-25 comme opposition de gauche, nous avons fait un long chemin pour devenir une organisation indépendante. Avec les finesses d'un bulldozer, le SI remonte dans le temps et Frank, avec sa légèreté coutumière et ses nuances que nous apprécions, propose d'être la queue du stalinisme, avec la certitude et la confiance morales propres aux quakers que nous sommes, ainsi, à la tête du mouvement révolutionnaire des masses.

IV - Les affirmations fausses et mensongères du texte du SI

Le premier projet de résolution présenté à la commission française du congrès mondial contenait la phrase suivante : "Le 7^e congrès du PCI a affirmé que "nous avons devant nous une période politique distincte de la guerre mondiale déclarée." Cela signifierait que nous aurions devant nous deux étapes différentes dont la première - celle qui précéderait la guerre - serait politiquement peu affectée par la préparation de la guerre, notamment dans le sens (exprimé par le congrès) que la lutte dominante serait celle pour les revendications économiques de la classe ouvrière." Lorsque cette phrase fut lue à la commission française, elle souleva la réprobation générale, car elle était un mensonge pur et simple. Si nous avons éprouvé le besoin de la citer à nouveau aujourd'hui, c'est pour bien montrer que dans le domaine des faux, il y a des précédents qui comptent. Dans l'actuel texte du SI, nous pouvons lire : "Les conditions qui ont caractérisé la situation du mouvement syndical en France depuis la fin du conflit mondial et particulièrement depuis le commencement de la "guerre froide", jusqu'à la guerre de Corée, nous ont pratiquement rejetés dans une activité syndicale en dehors des organisations influencées par les staliniens, et essentiellement centrée sur un travail de base dans des milieux extracégétistes." Et, plus loin, nous pouvons lire : "Que par la force d'un tel travail, nous nous soyons, dans une certaine mesure, éloignés de notre but de toucher en définitive les ouvriers staliniens, que nous ayons négligé de tenir avec ténacité et de renforcer nos positions au sein des organisations staliniennes, ceci ne constitue en aucune façon une critique en bloc de la politique

suivie à l'époque, politique juste dans son ensemble." Ces phrases, sous un style voilé, sont en fait un réquisitoire sans appel de toute l'action passée du parti. Que notre activité antérieure soit sujette à critique, nul ne le nie ; mais cette critique, si elle doit avoir lieu, doit se faire dans la plus grande clarté et ne doit surtout pas passer sous silence ce qu'il aurait fallu faire. Or, lorsque le SI affirme : "Que nous avons été pratiquement rejetés dans une activité syndicale en dehors des organisations influencées par les staliniens", le SI ment délibérément. En 1946, notre camarade Vallière intervenait du haut de la tribune du congrès de la CGT sur la plate-forme complète de "front ouvrier", à l'époque organe de la tendance révolutionnaire à l'intérieur de la CGT exclusivement. La scission syndicale de 1947 donna un tour nouveau à notre travail syndical, en général, sans en affecter les données essentielles. Deux ans plus tard, au congrès CGT suivant, deux camarades intervenaient du haut de la tribune de ce congrès et y développaient les positions du syndicalisme révolutionnaire. Pendant tout ce temps, un travail systématique était entrepris dans toute une série de domaines de l'activité corporative (plate-forme cheminot, travail enseignant ...etc.) De tous les membres du parti, il suffit d'en prendre la liste, nommément, pour se rendre compte du peu de forces qui ont été investies dans les milieux extra-cégétistes. Dans la RP, le nombre de militants incorporés dans un travail FO se chiffre au nombre de trois. Il suffit de reprendre toute la presse syndicale que nous avons publiée depuis la Libération jusqu'à ce jour pour se rendre compte des énormités des propos tenus par le SI.

Que notre travail n'ait pas rendu ce que nous en étions en droit d'attendre, ceci est une autre chose ; que dans tel ou tel domaine de notre activité syndicale, nous ayons eu des manques à gagner ceci est peut-être vrai, ceci est sûrement vrai. Mais de là à dire que "nous avons été rejetés en dehors des organisations influencées par les staliniens", il y a une marge et cette marge est la distance qui sépare le mensonge de la vérité.

"Que par la force d'une tel travail, nous nous soyons dans une certaine mesure éloignés de notre but de toucher en définitive les ouvriers staliniens", voilà qui est tout nouveau pour nous, et qui le sera encore plus pour les camarades qui n'ont cessé de participer à toutes les luttes de la classe ouvrière qui se sont déroulées depuis bientôt 7 ans, côte à côte avec les militants du PCF. Dans la plupart des mouvements grévistes, là où nous avons des camarades, tous, ou presque tous, ont été mis à des postes responsables, durant les luttes, par les militants staliniens eux-mêmes. Presque partout, les positions que nous avons développées nous ont acquis l'estime de nos adversaires politiques. Partout et à chaque étape du mouvement, nous avons essayé de donner, compte-tenu de nos forces, une issue véritable aux combats qui se déroulaient. Il suffit de voir 1° l'origine du recrutement de nos propres militants et 2° les interventions des dirigeants staliniens sur notre propre action dans des milieux bien déterminés. Que cette action n'ait pas suscité la formation d'une aile gauche au sein du PCF, nous ne pouvons que le regretter, mais ce n'est pas le reproche qui nous est fait, du moins jusqu'à maintenant. Que cette action n'ait pas provoqué de grandes ruptures sur la gauche dans le PCF, nous ne pouvons que le déplorer, mais là encore ce n'est pas le reproche qui nous est fait, au moins jusqu'à maintenant. Mais dire que notre action militante nous a "éloignés des militants du PCF", voilà qui est une condamnation sans équivoque de toute l'action indépendante de nos militants durant toute une période, et qui ne peut pas seulement se conclure par la phrase : "Politique juste dans son ensemble". Car si une politique "juste dans son ensemble" n'a pour tout résultat que de nous éloigner des meilleurs militants de la classe, cette politique n'est pas seulement fautive dans le détail, elle est FAUSSE DANS SON ENSEMBLE. Et ce qui est alors critiquable, ce n'est pas seulement tel ou tel de ses aspects partiels mais son fond général. Peut-être une telle chose est-elle vraie ? Si cela est, on ne peut pas s'en sortir avec une simple phrase donnant quitus d'une politique erronée. Il faut alors reprendre de fond en comble toute la politique que nous avons suivie depuis la Libération et la passer au crible de la critique, y déceler les erreurs principielles et montrer clairement ce qu'il aurait fallu promouvoir à la place. C'est pourquoi nous ne pouvons que rejeter les affirmations du SI concernant notre politique passée. Non pas parce que nous tenons à ce que nous avons fait antérieurement, mais parce que nous n'admettons pas que, sous le couvert de phrases banales, s'instaurent des méthodes qui ne peuvent que jeter le trouble et le désarroi dans nos rangs. On ne peut mentir impunément et on ne peut incidemment mettre en cause 7 années de travail par le truchement d'une simple phrase.

V - Les erreurs politiques du texte du SI concernant l'appréciation de la situation française

Dans les quatre paragraphes qui précèdent, nous avons essayé de démontrer combien le SI était peu soucieux de respecter la lettre, la forme de ses propres textes, et la banale vérité historique. Il reste une dernière démonstration à faire, celle de l'erreur et même des erreurs politiques qui sont contenues dans le texte intitulé "pour la réorientation de notre travail syndical en France".

Le SI, pour faire passer sa politique syndicale, s'appuie essentiellement sur UN phénomène de la vie syndicale française : les articles que Benoît Frachon a publiés dans "l'Humanité"

et les propositions d'unité d'action aux autres centrales syndicales qui ont été faites en septembre 1951 par la CGT. Analysant les répercussions que la politique stalinienne a eues dans le mouvement ouvrier, le SI conclut : "Le tournant réalisé par les dirigeants stalinien sur la question syndicale et l'unité d'action de la classe ouvrière a créé d'emblée une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier français." (c'est souligné dans le texte). Le texte ne nous dit pas quelle est la caractéristique, ou les caractéristiques essentielles de cette nouvelle situation. Il se contente de mettre un point à la ligne. Ceci est notoirement insuffisant pour nous convaincre, et en particulier pour nous révéler ce qu'une telle "nouvelle situation" implique pour nous et les tâches fondamentales qui en découlent, non pas par rapport au mouvement stalinien, cela est dit plus loin et de façon très explicite, mais par rapport au mouvement ouvrier français dans son ensemble. Nous avons passé maintenant le cap de l'année 1952 et voilà bientôt près de six mois que la position stalinienne est venue "créer d'emblée une nouvelle situation". Ce recul dans le temps ne peut que nous permettre de mieux juger les incidences, les conséquences et surtout les causes de cette nouvelle politique. Or, que voyons-nous, et qu'avons-nous vu ?

A la suite de la prise de position stalinienne sur l'unité d'action, une grande espérance s'est levée dans la classe ouvrière. Cela est un fait indéniable. Tous les travailleurs ont accueilli la position de la CGT comme un espoir de voir enfin résolu le problème de l'unité d'action de toute la classe ouvrière. Mais cet espoir, et il faut le dire, a été déçu et ce, pour deux raisons principales. 1°/ Parce que les autres centrales syndicales n'ont pas répondu à l'appel de la CGT et 2°/ parce que les stalinien ont été incapables, pour les raisons que nous examinerons plus loin, de faire passer leur politique dans la vie, ou selon la formule de Frachon, de "convaincre ou de submerger".

A la suite des propositions cégétistes, la situation dans la classe ouvrière est retombée comme auparavant, et je dirais même un peu plus bas qu' auparavant. Car les travailleurs ont pu se rendre compte du caractère insoluble de la réalisation du front unique entre les grandes centrales syndicales, précisément parce que la voie d'une mobilisation militante de toutes les couches ouvrières ne leur était pas ouverte. En effet, et c'est l'erreur centrale de l'appréciation politique du texte du SI, les propositions de front unique faites par les stalinien ont seulement revêtu un caractère diplomatique de centrale syndicale à centrale syndicale, sans que ce dialogue, qui avait tout le caractère d'un monologue, ne déborde le cadre strictement réservé dans lequel le limitait les stalinien. Nous n'avons pas vu, n'en déplaise au SI, des organismes de base surgir, sous l'impulsion stalinienne, pour contraindre les dirigeants des autres centrales à suivre, contraints et forcés, les propositions qu'avait faites la CGT. La seule proposition que les stalinien aient tentée pour "convaincre et submerger" a été la création de sections syndicales uniques; mais dans bien des cas, ces nouveaux organismes ont été soit un bluff pur et simple, soit une opération qui allait à l'encontre du but recherché. Frachon l'a expliqué de façon très cynique au cours d'une réunion à Baillet, en septembre 51, devant les cadres métallurgistes de la CGT en disant : "Par la création de sections syndicales uniques, les travailleurs sont en train de liquider la scission syndicale de 1947." De fait, la création de sections syndicales uniques apparaissait, en dehors d'une mobilisation générale de la classe ouvrière pour réaliser ses propres objectifs, comme un chantage permanent entravant, en définitive, les propositions que la CGT pouvait faire par ailleurs aux autres centrales syndicales. Est-ce là la "nouvelle situation créée d'emblée" ? Nous ne le pensons pas et nous mettons au défit quiconque de nous citer le moindre fait d'action de classe (il ne s'agit pas là d'activité littéraire) venant corroborer l'affirmation de la création "d'emblée d'une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier français".

Mais il y a plus. Après les propositions de Frachon, il y eut des mouvements en France et en particulier il y eut le mouvement des mineurs luttant contre les atteintes que le gouvernement voulait porter à la Sécurité sociale minière. Il y a là un fait magnifique pour venir concrétiser une affirmation politique, une appréciation et une perspective. Or, qu'avons-nous vu dans le mouvement des mineurs ? Exactement l'inverse de ce qu'affirme le SI ... Nous avons vu la direction stalinienne incapable de prendre en mains l'initiative du mouvement, nous avons vu les ouvriers de base partir tous seuls dans la lutte et être rejoints, après que le mouvement eut démarré, par leur propre direction. Est-ce cela que le SI qualifie de "situation nouvelle dans le mouvement ouvrier français" ?

Ayant décrété qu'une situation nouvelle était née du fait de la politique stalinienne, le SI passe au second point de l'ordre du jour : "La politique stalinienne devient de fait, pratiquement une politique de mobilisation militante des masses ouvrières contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme." Ceci venant après l'affirmation de la situation nouvelle, on est en droit de se demander quel est le rapport entre cette situation nouvelle et la mobilisation militante. Or il n'y en a pas. Car la politique stalinienne de front unique s'est faite sur un seul point, à l'exclusion de tout autre, et c'est là en particulier un de ses aspects corrects, sur des problèmes strictement économiques. Mais sur cette question, comme nous l'avons démontré plus haut, les stalinien ont échoué. Comment alors n'ayant pas réussi à effectuer une mobilisation militante de la classe sur des revendications

économiques, les staliniens auraient-ils été capables de mobiliser la classe sur des objectifs politiques bien plus élevés ? Or, en réalité, les staliniens, là non plus, n'ont pas réussi. Et il n'y a pas d'exemple, même littéraire, d'action de classe, qui vienne prouver que la politique stalinienne "devient de fait, pratiquement, une politique de mobilisation militante ..."

Il est évident que sur la base de faits qui n'existent pas le SI peut tout à fait valablement conclure : "Elle - la politique stalinienne - constitue un tournant non pas épisodique et éphémère..." Evidemment, et cela pourra même durer très longtemps.

VI - En guise de conclusion

Nous avons essayé de le démontrer, rien dans la situation, rien dans les textes, ne vient justifier la position du SI. Bien au contraire, nous croyons que chaque texte, chaque événement, chaque mouvement de grève apporte sa contribution pour démolir ce qui s'appelle "pour la réorientation de notre travail syndical en France". En fait ce texte aurait mieux fait de s'appeler "pour la liquidation de notre travail syndical en France, la recette habile pour être à la queue du stalinisme". Ce texte est inacceptable, nous l'avons déjà dit, et c'est pour cela qu'il importe d'en déceler tout de suite la nature et l'objet.

La situation dans la section française pourrait se résumer ainsi : la majorité du parti qui s'était formée au moment du 7^e congrès du parti, a vu sa cohésion politique aller croissant ; la direction du parti a su surmonter une série de difficultés d'organisation très grandes. La direction du parti a su, de l'avis même d'un des secrétaires du SI, appliquer la ligne du 3^e CM, notamment dans "La Vérité". Par ailleurs, nous avons vu la minorité de notre parti qui s'était révélée au 7^e congrès, qui se posait et se pose encore comme l'essence française des thèses du 9^e plenum et des résolutions du 3^e CM, incapable, dans quelque domaine que ce soit, d'apporter sa contribution positive à la vie journalière du parti. Dans le domaine politique, la seule discussion au BP a vu les minoritaires se cantonner dans un mutisme prudent, sinon révélateur. Toute la situation dans la classe et dans le parti concourt à isoler les minoritaires sur leurs propres positions et à les contraindre de s'appuyer formellement sur les textes du SI pour maintenir un semblant de cohérence dans leurs propos.

La discussion syndicale qui eut lieu dans les organismes dirigeants du parti ces derniers temps est tout à fait probante.

Devant cette situation de fait dont la conclusion est qu'on ne peut pas diriger le parti français en dehors et contre sa majorité, il convient d'éliminer les plus irréductibles sous un prétexte ou un autre.

La discussion politique et la politique elle-même ont leur logique propre. Incapable de prendre en flagrant délit d'indiscipline un certain nombre de camarades français, le SI, comme nous l'avons montré plus haut, rompt délibérément la discipline du 3^e congrès mondial et sur la base de ces textes indisciplinés entend accuser d'indiscipline les camarades qui n'auront pas suivi les textes du SI postérieurs au 3^e congrès mondial. Dans cette lutte où l'on voudrait faire peser tout le poids de l'Internationale, les plus résolus, c'est à dire, ceux qui n'entendent pas baisser pavillon, seront mis hors des rangs de notre organisation ; quant aux autres ils deviendront les instruments d'une politique qui n'est pas plus la leur que celle de leur organisation internationale. Ainsi ceux qui parlent de crise dans la section française veulent résoudre le différent par le vide dans la liquidation pure et simple de tout notre acquis et de ceux qui le représentent.

Quant à l'énormité des propositions faites, il faut voir leur origine dans l'incapacité des "minoritaires" à promouvoir une politique autre, qui ne soit pas celle de la direction française. Cette incapacité s'était déjà révélée au 7^e congrès du parti français par l'abstention scandaleuse sur la résolution syndicale de la minorité et de la présentation, par cette même minorité, d'un texte syndical en 5 lignes qui n'était qu'une des phrases extraite de la résolution majoritaire. A force d'expliquer qu'il y a des divergences, la logique pousse à en trouver, aussi fantaisistes soient-elles. Les positions émises, qui sont le produit de ces divergences, doivent s'appuyer sur un raisonnement et ainsi s'échafaude tout un édifice dont la base objective (les faits) est fautive. Pour comprendre le texte du SI, il ne faut pas commencer par essayer de démonter les erreurs de faits, ce serait vain, mais voir que ces faits erronés sont le produit de tout un processus de pensée dont le point de départ en est la conclusion.

Qu'une telle situation existe aujourd'hui dans notre organisation, cela ne doit pas nous effrayer. Cette situation est, de façon réfractée et parfois fautive, l'image même de la réalité sociale et politique d'aujourd'hui, de sa complexité comme de sa contradiction. Au travers de la discussion syndicale française, telle que l'entend mener le SI, c'est tous les problèmes politiques de notre époque qui sont posés. Qu'une telle situation soit grave est évident; qu'elle soit sans issue l'est bien moins.

Le SI n'est pas un organisme infallible, ses textes ne sont pas les encycliques sur lesquelles il n'y a pas à revenir. Notre Internationale vit et lutte. Les difficultés que nous rencontrons en France, des centaines et des milliers de trotskytes les rencontrent partout ailleurs dans le monde. L'expérience accumulée depuis bientôt plus de 30 ans par notre mouvement est un capital précieux qui ne peut pas ne pas rapporter. C'est sur ce capital que nous misons pour la solution de la question française. Ni dans la liquidation, ni dans la capitulation mais pour le trotskysme .

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(section française de la IV^o Internationale)

"La Vérité", 46 rue de l'Arbre sec, PARIS

Secrétariat

Paris le 5 mars 1952

A TOUS LES MEMBRES DU PARTI

Le 10^o plenum du Comité exécutif international qui vient de se tenir a pris position sur la crise de la section française et a abouti à une solution acceptée par les deux tendances.

Le CEI a défini l'application de la ligne tracée par le 3^o congrès mondial. Le texte du rapport adopté par le CEI sera porté à la connaissance du parti aussitôt que possible.

Sur la base de la discipline politique à cette orientation, un accord organisationnel est intervenu dont voici les points les plus immédiats :

1. Désignation par le CEI d'un Bureau politique composé de 4 majoritaires, 3 minoritaires, et du camarade Albert, membre du SI, désigné par le CEI. En cas de vote égal, le camarade Albert a une voix prépondérante .

2. Un congrès du parti sera préparé pour fin mai en vue de faire appliquer par le parti la ligne définie par le congrès mondial et le CEI . Le cadre de la discussion préparatoire sera précisé par un document rédigé par le BP. Celui-ci déterminera également les modalités de la discussion.

3. Le secrétariat du parti est composé de deux majoritaires, un minoritaire, et le camarade Albert, dans les mêmes conditions que pour le BP.

4. La répartition des tâches est la suivante :

- secrétaire politique : P.Frank
- secrétaire d'organisation : P.Lambert
- responsable au journal : Bleibtreu
- responsable au travail syndical : Dumont
- responsable au travail jeune : Garrive
- responsable au travail dans les organisations de masse : un minoritaire

En conséquence de l'acceptation de cet accord, les sanctions prises par le SI sont levées.

Aussitôt que possible, le secrétariat fera parvenir à tout le parti l'ensemble des décisions organisationnelles du CEI ainsi que les documents que le BP adoptera en application de ces décisions. Ainsi commencera le plus rapidement la discussion pour le congrès du parti sur les nouvelles bases définies par le CEI. Le secrétariat appelle donc tous les membres du parti à attendre les documents indiqués ci-dessus pour reprendre la discussion, à respecter l'accord intervenu et à agir chacun dans la mesure de ses moyens pour surmonter dans les plus brefs délais la crise de notre parti.

Le secrétariat invite tous les membres du parti à régulariser leur situation au point de vue des cotisations, phalanges et prise des cartes du parti 1952.

Il leur demande d'activer au maximum la diffusion et la rentrée des fonds pour le journal.

le secrétariat du parti

Les deux tendances déposeront une déclaration sur l'accord intervenu au CEI qui sera diffusée dans l'Internationale et dans le parti .

Déclaration de la majorité du Bureau politique sur les accords intervenus au Comité exécutif international

*

Dès le CC des 19 et 20 janvier, la majorité du CC avait affirmé qu'elle était prête à mettre en application le tournant tactique défini par le bureau du SI. Ainsi se manifestait à nouveau sa volonté de discipline, discipline qui fut en toutes circonstances totale et sans faille à l'égard des décisions du congrès mondial et de la commission française du congrès mondial, en dépit des étranges accusations de "volonté d'indiscipline" formulées par le bureau du SI.

Mais le CC du 20 janvier refusa de s'incliner devant les mesures d'appareil prises par le bureau du SI en violation des statuts de l'Internationale, car ces mesures avaient pour but d'empêcher que ne s'engage une discussion sérieuse sur les problèmes posés par une tactique entriste, de s'opposer à la tenue d'un congrès extraordinaire et de ruiner toute garantie de démocratie dans le parti.

Nous condamnons sans réserve les méthodes d'appareil employées par le bureau du SI, méthodes que le CEI n'a pu approuver, mais qu'il a pu seulement comprendre, méthodes qui sont à l'opposé de ce que doit faire une direction qui aurait confiance dans la justesse de ses positions. De telles méthodes sont la rançon de la confusion politique et expriment la logique d'une tendance révisionniste au sein de la direction internationale, remettant en cause les positions programmatiques du trotskysme.

A cet égard, le document politique adopté par le CEI n'est pas exempt de confusion et de contradictions, spécialement en ce qui concerne le problème du stalinisme. En dépit des confusions et des dangers de ce texte, la majorité du CC appliquera la discipline du CEI, parce qu'elle a la conviction que cette discipline reste compatible avec la défense, la sauvegarde, et la réaffirmation des idées programmatiques de Trotsky et de son Programme de transition ; parce qu'elle a la certitude que la 4^e Internationale dans son ensemble réagira inévitablement contre les menaces du révisionnisme, comme il est normal pour une organisation représentant le seul capital programmatique et politique de la révolution prolétarienne. Dans une telle organisation, les égarements et fautes passagères n'ont pas de racine objective pour prospérer.

La résolution organisationnelle du CEI sur la question française contient en elle une confirmation partielle de cette opinion. Sur plusieurs points, elle est une condamnation implicite de l'ultimatum du bureau du SI. Elle en est le désaveu formel lorsqu'elle décide la tenue d'un congrès extraordinaire qui discutera des problèmes posés par l'entrisme, sans qu'une censure préalable ne vienne frapper les membres de la direction.

Elle ne remet pas en question la nécessité que le parti soit dirigé pratiquement par les militants dans lesquels il a politiquement confiance.

Mais sur plusieurs points, des sacrifices très graves nous ont été imposés :

Le premier et le plus grave est la renonciation au droit du Comité central issu du 7^e congrès, de désigner son Bureau politique. Un Bureau politique nous a été imposé, qui accorde à un membre du SI désigné par le CEI pour 6 mois et responsable devant le CEI, une voix prépondérante qui le met en position d'arbitre dans toutes les questions contestées.

Ceci est aussi vrai en ce qui concerne la composition du secrétariat .

De plus, la désignation de Pierre Frank comme secrétaire politique nous a été imposée contre notre volonté, et nous continuons à la considérer comme erronée pour de nombreuses raisons .

Ces mesures ont été prises parce que le CEI, qui n'a pu entendre s'exprimer que deux des seize camarades suspendus, n'a pas été suffisamment informé sur la réalité qui se cacha derrière l'accusation de "volonté d'indiscipline", et a ajouté foi à la thèse du SI qui invoquait pour se justifier des "circonstances exceptionnelles".

Notre acceptation des décisions du CEI est la démonstration du caractère tendancieux et erroné de l'accusation de "volonté d'indiscipline". Comment peut-on affirmer sérieusement qu'une direction représentant l'essentiel des forces vives du parti, sa grande majorité prolétarienne, ait menacé sérieusement la politique et la discipline de l'Internationale en janvier et accepté en février des

décisions qui ne diffèrent des exigences du bureau du SI que par les garanties de discussion dans un congrès démocratique qu'elles comportent.

On ne peut prendre au sérieux cette histoire de "menace" que si l'on pense désormais que la discussion démocratique des tournants est un danger pour la direction internationale.

La majorité du CC du PCI a démontré, à nouveau, sa volonté inébranlable de préserver l'unité du parti au sein de l'Internationale, de s'opposer au scissionnisme, même au prix de lourdes concessions.

Quant à sa discipline politique, elle n'avait pas à en faire la démonstration car aucune accusation précise n'a pu être formulée contre elle ! Elle a néanmoins affirmé que même au cas où le CEI, acceptant des mesures d'exclusions et de scission, l'aurait mise formellement hors de l'Internationale, elle aurait continué à appliquer la ligne politique du 3^e congrès mondial et des organismes élus par lui.

La crise close au 10^e CEI n'est pas une crise interne du PCI, mais un conflit surgi entre une section disciplinée de l'Internationale d'une part et le pablisme d'autre part, qui utilise les confusions et contradictions du congrès mondial - où il n'a pas pu s'imposer - pour tenter de s'affirmer après le congrès mondial. La responsabilité du conflit est entièrement à la charge de ceux qui, à l'occasion d'un tournant tactique, remirent en question les bases programmatiques de l'Internationale, se livrèrent à des attaques contre le Programme de transition et contre les affirmations fondamentales du trotskysme sur la nature et sur le rôle de la bureaucratie soviétique.

Nous restons et resterons dans l'Internationale. Nous continuerons à y combattre pour la défense du programme et des principes de fondation de notre Internationale, parti mondial de la révolution.

(Le nouveau Bureau politique imposé par le SI refusa la diffusion de cette déclaration dans le PCI)

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE SUR LE CADRE DE LA DISCUSSION PREPARATOIRE AU CONGRES

Le Xème plenum du CEI a ouvert la discussion dans le PCI en vue de son congrès de mai 1952. Cette discussion doit être, selon les statuts de l'Internationale et le sens du centralisme démocratique à l'échelle internationale qui est à la base du fonctionnement de notre parti mondial, essentiellement basée sur l'application pour la France des décisions du Congrès Mondial. Le sens général de cette application est précisé par le rapport politique adopté au Xème plenum du CEI.

Par la résolution suivante, le Bureau politique veut préciser à son tour, à tous les membres du parti quels sont les problèmes qu'il faut considérer résolus par le 3ème congrès mondial et le Xème plenum du CEI et quels problèmes se trouvent aujourd'hui posés au centre de la discussion.

Le 3ème congrès mondial et le Xème plenum du CEI ont précisé les questions suivantes, qui ne font pas l'objet de la discussion pour le congrès du parti :

1. L'Impérialisme se trouve engagé "dans la préparation accélérée, militaire et politique d'une nouvelle guerre mondiale", seul moyen de résoudre à brève échéance les contradictions internes du système, d'empêcher l'éclatement d'une crise économique de grande envergure et surtout seul moyen de s'opposer à l'extension mondiale de la montée révolutionnaire et du soulèvement des peuples coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme. Etant donné l'ampleur prise par l'économie d'armement, cette course vers la guerre est devenue irréversible ; seule une crise sociale aux Etats-Unis mêmes pourrait empêcher Wall Street de régler ses comptes avec toutes les forces anti-impérialistes du monde par la voie de la troisième guerre mondiale.
2. Etant donné la situation mondiale sociale dans laquelle cette guerre est préparée et dans laquelle elle éclatera, étant donné le rapport de forces entre la bourgeoisie et les forces anti-impérialistes aussi bien à l'échelle mondiale qu'à l'échelle des différents secteurs de la politique mondiale (Extrême-Orient, Moyen-Orient, Europe Occidentale, Afrique du Nord, sans doute même Amérique Latine), cette guerre qui, par sa propre nature est une guerre de classe (guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme contre l'URSS, les démocraties populaires, la Chine, et le mouvement ouvrier international) prendra dès le début la forme concrète d'une guerre civile internationale, aboutira dans la plupart des pays dans le cours de son déroulement au choc armé entre les forces impérialistes et les forces anti-impérialistes. C'est cet aboutissement de la montée révolutionnaire internationale qui donnera à la 3ème guerre mondiale son caractère de règlement de compte final entre la bourgeoisie et le prolétariat.
3. La bureaucratie soviétique continue à chercher "par une politique de harcèlement et de pression sur la bourgeoisie" à obliger celle-ci à un compromis. Mais la base objective pour un tel compromis global a disparu : la rupture mondiale de l'équilibre relatif entre les classes a pour conséquence que d'une part l'impérialisme est décidé d'engager la lutte à mort contre l'URSS et ne veut plus de compromis, que d'autre part la bureaucratie soviétique n'a plus la possibilité d'imposer un tel compromis aux forces anti-impérialistes mondiales décidées à leur tour de régler leurs comptes avec l'impérialisme. De ce fait, la bureaucratie soviétique se trouve placée dans une situation entièrement nouvelle. Ses possibilités de manoeuvrer entre les classes sont réduites à l'extrême et tendent de plus en plus à disparaître, d'autant plus que les partis communistes de masse subissent de plus en plus la pression de la radicalisation ouvrière dans leur pays. Devant la menace directe contre les bases matérielles sur lesquelles se développent ses privilèges -la propriété nationalisée et l'économie planifiée- la bureaucratie soviétique est obligée de défendre l'URSS à sa façon. Elle sera obligée de le faire politiquement dans des conditions entièrement différentes de celles de la 2ème guerre mondiale : sans la possibilité d'obtenir une alliance avec une quelconque bourgeoisie importante, et sous la pression croissante d'une montée révolutionnaire extraordinaire s'élargissant sans cesse. Dans ces conditions, sa politique développera nécessairement une orientation à gauche déjà dessinée maintenant, seul espoir pour elle de maintenir son contrôle sur des secteurs importants des forces anti-impérialistes mondiales. La montée révolutionnaire aboutira nécessairement à la destruction de ce contrôle. La bureaucratie cherchera bien, comme dans le passé, à réprimer par la force les foyers révolutionnaires qu'elle ne peut plus contrôler, mais la généralisation de la montée rendra en définitive vains ses efforts pour se survivre. Le sort de la bureaucratie sera réglé par le règlement de comptes qui vient : elle succombera soit sous les coups de l'impérialisme, soit sous celui des masses soviétiques encouragées par les victoires mondiales de la révolution.
4. Cette perspective se place dans le cadre de l'analyse programmatique faite par la IVème Internationale de la nature de l'époque dans laquelle nous vivons et de l'analyse du stalinisme dans ses documents programmatiques (Programme de Transition, 2ème et 3ème congrès mondial) et dans l'oeuvre de Léon Trotsky. La crise de l'humanité reste la crise de la direction révolutionnaire. La solution relativement rapide de cette crise par la fusion de l'avant-garde révolutionnaire avec de grandes parties du mouvement de masse, est rendue pour la première fois possible par l'ampleur de la montée révolutionnaire internationale actuelle. La nature de la bureaucratie soviétique est celle d'une caste bonapartiste attachée à la base

matérielle de l'Etat ouvrier dégénéré et s'efforçant de mener une politique d'équilibre entre les classes en Russie même et à l'échelle internationale. C'est pourquoi elle est foncièrement opposée à l'extension mondiale de la révolution et la subsistance du capitalisme dans une partie du monde est sa condition d'existence au même titre que la subsistance de l'Etat ouvrier. La politique de la bureaucratie soviétique et de son appareil international exprime cette contradiction.

La course de l'impérialisme vers la guerre et l'amplification de la montée révolutionnaire détruiront toute possibilité pratique d'une telle politique d'équilibre et acculent la bureaucratie à la défense de la base matérielle sur laquelle elle vit. Les partis sociaux-démocrates et staliniens restent des partis dégénérés à direction ne représentant plus les intérêts historiques du prolétariat de leur pays respectifs. Mais l'exacerbation extrême de la lutte de classe oblige ces partis partout où la majorité de la classe ouvrière les suit à subir la pression de cette situation et à exprimer de façon déformée la volonté de lutte révolutionnaire des masses. A cela s'ajoute, pour les partis staliniens, l'attachement de leur direction et de leur base à l'URSS et leur décision, en cas de guerre, de jeter inconditionnellement leur poids dans la balance pour la défense de l'URSS des démocraties populaires, de la Chine et des révolutions coloniales. Dans ces conditions, la stratégie de construction des partis révolutionnaires doit s'appuyer à fond, dans les différents secteurs du monde, sur le potentiel révolutionnaire enfermé dans les organisations qui y représentent la majorité du prolétariat et des masses opprimées. Elle doit permettre à nos organisations d'avant-garde d'obtenir dans le peu de temps qui nous sépare du règlement de comptes final le maximum d'intégration dans ces organisations de masse, afin de pouvoir, au cours des luttes grandioses dans lesquelles se jouera le sort de l'humanité, conquérir la direction politique de ces masses.

5. La bourgeoisie, entraînée dans la course aux armements dans le cadre du front unique inter-impérialiste, saignée à blanc par la guerre coloniale du Viet-Nam, devient rapidement le chaînon le plus faible de la chaîne capitaliste en Europe. "Sous l'effet combiné de l'évolution économique, des difficultés dans le domaine colonial et du renforcement de la réaction dans le nouveau parlement issu des élections de juin, la lutte de classe en France s'achemine vers un point culminant". La bourgeoisie doit s'efforcer d'instaurer l'Etat fort. Le gaullisme reste son instrument essentiel sur cette voie ; c'est par la combinaison de moyens d'action parlementaires et dictatoriaux qu'il cherchera à atteindre son but. Cet effort se heurtera à une résistance croissante de la part des masses et place les luttes les plus larges à l'ordre du jour.
6. La tâche historique de construire la nouvelle direction à la classe ouvrière française se trouve placée de ce fait dans de nouvelles conditions. Le peu de temps qui nous sépare des luttes finales ne nous permet pas en tant que pôle d'attraction indépendant, de rassembler suffisamment de forces pour pouvoir jouer un rôle décisif dans l'explosion révolutionnaire. D'autre part, l'essentiel des forces du parti révolutionnaire de demain, les militants communistes ouvriers du PCF aujourd'hui déjà plus attachés à leur parti se resserreront dans la période devant nous autour de celui-ci devant la préparation accélérée de la guerre, les grandes victoires de la révolution en Asie, la menace qui pèse sur l'URSS, les démocraties populaires, la Chine et la révolution coloniale, la menace de l'Etat fort en France et le fait que le PCF apparaît comme la seule force efficace capable de contrer cette menace. En même temps cependant que ces ouvriers se resserreront de plus en plus autour de leurs organisations traditionnelles, ils auront une attitude de plus en plus critique à l'intérieur de leurs organisations envers la politique stalinienne et surtout ses thèmes inspirés par le Kremlin (cohabitation pacifique, pacte de paix entre les cinq Grands, collecte et signatures comme activité principale, absence d'une perspective clairement révolutionnaire à l'échelle internationale et surtout à l'échelle française, absence d'une claire perspective gouvernementale, etc...). La direction stalinienne et même le Kremlin seront obligés de tenir compte de cette évolution. Ceci accentuera le cours à gauche du PCF (déterminé aujourd'hui surtout par les besoins de la politique générale de harcèlement de la bourgeoisie décidée par le Kremlin). Cette accentuation du cours à gauche des PC réagira à son tour sur l'orientation révolutionnaire des militants communistes en accentuant celle-ci et en accentuant la radicalisation générale de l'avant-garde ouvrière.
7. L'orientation du PCI doit être toute entière déterminée par la volonté de fusionner coûte que coûte avec les forces révolutionnaires explosives qui s'accumulent à l'intérieur des organisations staliniennes, dans le but de participer d'une façon organiquement liée à ces forces aux soulèvements révolutionnaires de demain qui permettront de briser l'emprise du Kremlin sur le mouvement ouvrier. C'est là le sens profond de la formule : s'orienter vers les ouvriers communistes. La forme concrète de cette orientation ne peut être qu'une combinaison du travail indépendant et du travail entriste dans l'ensemble des organisations staliniennes ou sous le contrôle des staliniens (CGT, UJRF, UFF, comités Henri Martin, Comités de défense de la paix, syndicats uniques, sections syndicales uniques, PCF, etc...). Il ne s'agit nullement de liquider le trotskysme en tant que courant indépendant dans le mouvement ouvrier politique ; au contraire, une juste compréhension de la situation peut lui permettre de jouer un rôle important dans les mois à venir. Mais il s'agit de comprendre que l'organisation indépendante doit avant tout aider le travail entriste en parlant un langage adressé essentiellement aux ouvriers communistes, et que le travail entriste s'amplifiera au fur et à mesure que nous approcherons de la guerre.

Ce cadre général de la discussion étant fixé, celle-ci s'appliquera plus particulièrement aux problèmes suivants :

1. Les étapes concrètes que traversera la décomposition de l'Empire colonial français, la crise économique chronique du capitalisme français et la crise de son régime politique au cours des mois à venir, les réactions ouvrières qui sont à prévoir sur ces événements et le sens que prendront les conflits sociaux dans ces conditions.
2. La situation dans le PC, l'ensemble de sa politique, les formes concrètes que prend l'évolution à gauche de cette politique stalinienne, nécessairement contradictoire, disparate et sinueuse. L'état concret des rapports entre PCF et masses dans le cadre des perspectives définies plus haut. Les réactions sur cette évolution de la classe ouvrière et des ouvriers communistes à l'intérieur des organisations stalinienne. Les possibilités concrètes qui s'ouvriront pour le parti d'intégrer ses militants dans telle ou telle situation particulière, dans les différentes organisations stalinienne et de préparer ainsi la réalisation de sa politique à longue échéance.
3. Les formes que prendra ce travail entriste, nécessairement préparé par une période d'intégration individuelle sans délimitation ouverte, période pendant laquelle nos camarades se montreront les meilleurs militants de l'organisation où ils entrent. Ces formes particulières pour chaque secteur de travail (syndicats, jeunes, femmes, PCF).
4. La politique et le mode d'activité de l'organisation indépendante, défendant le programme trotskyste et se délimitant ainsi ouvertement de la ligne stalinienne, mais de façon à favoriser la différenciation à l'intérieur des organisations stalinienne à aider ainsi le travail entriste.

DECLARATION DE VOTE DES MEMBRES MAJORITAIRES DU BP SUR LA RESOLUTION CADRE

Les membres soussignés du Bureau politique : Bleibtreu, Garrive, Lambert, Renard, déclarent voter pour la résolution du BP sur le cadre de la discussion préparatoire au congrès, dans le sens d'un document conforme à l'orientation définie par le Xème plenum du CEI.

Ils regrettent que cette résolution n'ait pas réaffirmé explicitement l'affirmation centrale du programme Transitoire : "Le passage définitif de l'Internationale Communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier (...) a créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial." affirmation contestée au cours des récentes discussions. Cette réaffirmation explicite n'aurait dû faire l'objet d'aucune objection puisque la résolution exprime implicitement la même idée lorsqu'elle affirme :

"La nature de la bureaucratie soviétique est celle d'une caste bonapartiste attachée à la base matérielle de l'Etat ouvrier dégénéré et s'efforçant de mener une politique d'équilibre entre les classes et en Russie même. C'est pourquoi elle est foncièrement opposée à l'extension mondiale de la révolution et la subsistance du capitalisme dans une partie du monde est sa condition d'existence au même titre que la subsistance de l'Etat ouvrier. La politique de la bureaucratie soviétique et de son appareil international exprime cette contradiction."

Paris, 16 février 1952

Cher camarade Cannon,

Je prends la liberté de t'écrire aujourd'hui car je pense que tu es l'un des camarades les plus qualifiés du mouvement trotskyste pour évaluer la situation dans notre section, ainsi que le conflit en cours opposant le parti français au Secrétariat international.

J'ai lu "Défense du marxisme" et "Le combat pour le parti prolétarien" : les efforts, les combats les expériences au travers desquels les trotskystes américains, et toi particulièrement, sont passés, te donnent tout l'arrière-plan nécessaire pour me dire ce que tu penses de ce que nous faisons ici.

Toutes les directions des sections trotskystes ont maintenant en leur possession un document du Secrétariat international daté du 21 janvier 1952 concernant la section française.

Cependant, avec ses cinq pages de texte, ce document ne donne pas un compte-rendu exact de ce qui se passe. Il n'offre pas une vision politique de la situation mais une version purement administrative du conflit. A la lecture de ce document, on pourrait conclure que les dirigeants de la section française, par lubie, sont conduits à réagir aux décisions du SI avec mauvaise humeur et entêtement.

En réalité, les faits sont totalement différents. Personne n'ignore dans l'Internationale les divergences qui ont opposé la majorité de la section française au SI jusqu'au Congrès mondial. Ces divergences ont été exprimées par des votes et des documents. La majorité française a essayé de clarifier la nature de ces divergences, particulièrement dans la période de préparation du 7^e congrès du parti français.

Mais les divergences mettant le parti français en opposition au SI furent apaisées, sinon résolues, par le 3^e congrès mondial. Cela s'exprima dans une résolution de la commission française du congrès mondial, résolution approuvée à l'unanimité par le Comité central de notre section, dans la mesure où il s'agit de la ligne d'application de la politique adoptée par le 3^e CM. Dire, comme le fait le SI, que la majorité française a "continué" en pratique à vouloir appliquer la ligne du 7^e congrès du PCI est inexact, et réfuté par toute l'attitude et la politique appliquée par la direction française depuis le congrès mondial.

Permet-moi d'insister sur le fait que Pablo, en s'opposant à tout vote au congrès mondial, sur les documents que les délégués y présentaient (en particulier les 10 thèses rédigées par le camarade Germain et adoptées par notre 7^e congrès), sous le prétexte que l'Internationale n'en aurait pas discuté, n'a pu, de ce fait même, essayer de faire condamner nos positions par le congrès.

La vérité est que, quel que soit le domaine d'activité de notre parti, rien n'a donné lieu à la moindre critique d'aucune structure dirigeante de l'Internationale à propos d'une mauvaise volonté à appliquer la ligne définie par le dernier congrès mondial.

Concernant le travail "jeune", un projet de résolution fut présenté par le Bureau politique. Il souleva un certain nombre de critiques, en particulier de la part de camarades de la minorité. Une commission paritaire des membres du BP fut élue. Cette commission soumit un nouveau document jeune révisé qui fut finalement adopté. Depuis 4 mois que cette résolution est en application, cela n'a entraîné aucune critique importante ni des rangs de la minorité, ni du SI.

Si nous prenons le travail syndical, jusques et y compris la dernière réunion de la commission de contact nationale de "l'Unité", il s'est déroulé sur la base d'un complet accord entre la majorité du parti français et le SI. Des directives écrites furent soumises à l'unanimité d'une commission dont le camarade Frank était membre. Elles furent ultérieurement remises en question à nouveau par un document totalement différent dont je parlerai plus avant.

Finalement, dernier domaine mais non le moindre : notre organe central "La Vérité", n'a jamais été mis en cause quant au fond, par qui que ce soit, à quelque moment que ce soit, pour n'avoir pas appliqué la ligne du 3^e congrès mondial. Qui plus est, le camarade Pablo a déclaré à l'assemblée de la région parisienne que "La Vérité" montrait "les progrès évidents faits par la direction française dans l'application de la ligne politique définie par le 3^e congrès mondial." Mais si, comme le dit la lettre du SI, la direction française "continue à vouloir appliquer la ligne du 7^e congrès du PCI", où cela devrait-il être plus évident que dans "La Vérité" ? Notre journal, la principale expression publique de notre parti est le mieux à même de refléter à la lumière des événements, les positions politiques de la direction qui le publie.

Ainsi, depuis le 3^e congrès mondial, la direction française s'est en effet efforcée d'appliquer la politique de notre Internationale "avec compréhension et discipline". Davantage, elle a fait un silence total dans le parti sur les exigences sans cesse renouvelées du SI à notre égard. Des insuffisances ont pu apparaître çà et là. Elles étaient inévitables. Mais en aucune manière volontaires. Si cela avait été le cas, si la direction avait réellement voulu suivre une ligne différente, cela serait apparu non pas accidentellement, de façon épisodique et fragmentaire, mais dans toute l'activité du parti, dans tous les domaines et à chaque étape. Des exemples d'une telle attitude d'indiscipline seraient si nombreux qu'il ne serait pas difficile d'en présenter un grand nombre.

Mais la lettre du SI ne formule nulle part d'accusation claire ni précise. En fait, il y a deux phases bien distinctes dans le combat entre le SI et la direction française. La première phase se déroule après le 3^e congrès mondial, période pendant laquelle le parti orientait son travail sur la base de la résolution française. Cette application, dans son déroulement, a nécessité certains ajustements. Ensuite, il y a eu une seconde phase dont la date de début peut être établie très précisément : c'est le 6 décembre 1951, lorsque le SI produit un document intitulé : **"Pour la réorientation de notre travail syndical en France"**.

Ce document, dont on ne savait s'il s'agissait d'une résolution impérative à mettre dès sa sortie en application, ou d'une contribution à la discussion de la question syndicale en France, mettait en cause d'une façon nouvelle les décisions et les documents du 3^e congrès mondial. La stupéfaction et l'indignation qu'un tel document a soulevées dans la direction du parti français étaient tout à fait fondées. Il ne s'agissait plus d'une question d'interprétation, de faire de l'exégèse sur une phrase ou l'autre : ce texte était en opposition fondamentale et formelle avec le texte de la commission française du congrès mondial.

Par exemple, dans la résolution française, on dit la chose suivante : "le nécessaire tournant de l'activité du parti français qui résulte du tournant dans la situation mondiale ne signifie en aucune manière l'abandon des activités engagées et des résultats obtenus par ces activités. Au contraire ... etc."

Le texte du SI explique : "Afin de réaliser ces objectifs qui sont **possibles** dès maintenant, il est nécessaire de ne pas tenter de nous constituer en **tendance distincte** (à l'intérieur de la CGT), ce qui n'est pas justifié objectivement à ce stade, **mais de nous intégrer en devenant rapidement les meilleurs artisans de l'unification du mouvement syndical, en prenant partout clairement et sans ambiguïté position pour les propositions unitaires de la CGT, et en manœuvrant habilement à l'égard des dirigeants stalinien afin de calmer leur suspicision à notre égard et leur permettre de nous considérer comme des instruments utiles à leur politique unitaire**" (souligné dans le texte)

De tout cela, la lettre du SI datée du 21 janvier ne dit pas un mot : De la sorte, on rend le conflit entre le parti français et le SI incompréhensible. L'opposition qui se manifeste sur les questions administratives et organisationnelles ne peuvent s'expliquer qu'à la lumière des positions politiques de chacun des opposants. Toute autre voie pour essayer de clarifier la discussion ne peut en fait que l'obscurcir.

C'est d'autant plus clair si l'on considère la lettre du SI du 14 janvier aux membres du Comité central. Là aussi, de nouveau, le CC s'est trouvé confronté à de nouvelles positions totalement contraires à la lettre et à l'esprit du 3^e congrès mondial. La question était celle de l'entrisme dans le PC, mais un type d'entrisme très spécial, "sui generis", ainsi que le SI le décrivait. Le travail indépendant était subordonné à cet entrisme. ("le travail indépendant doit être compris comme ayant comme but essentiel d'aider le travail "entrisme" et doit lui-même être dirigé d'abord vers les travailleurs stalinien"). "Le travail entrisme aura une portée de plus en plus grande au fur et à mesure que nous approcherons de la guerre". Lettre du SI aux membres du CC).

Mais le congrès mondial déclarait précisément : "Dans les pays où la majorité de la classe ouvrière continue à suivre les PC, nos organisations, nécessairement indépendantes, doivent se diriger vers un travail plus systématique en direction des militants de ces partis et les masses qu'ils influencent (**Thèses sur les perspectives et l'orientation de la IV^e Internationale**).

C'est si vrai que les camarades italiens, dont la situation politique est analogue à la nôtre par bien des aspects, ont élaboré une résolution sur le travail en direction des travailleurs du PC. La question de l'entrisme est envisagée et résolue de la manière suivante : "cette tactique "entrisme" n'exclut pas mais présuppose le travail indépendant..." "En tenant compte de ces nécessités, nous arrivons à la conclusion que le travail indépendant ne doit pas être liquidé, mais qu'au contraire, il sera nécessaire de lui donner des moyens supplémentaires". Les camarades italiens, en écrivant cela pensent qu'ils appliquent la ligne du 3^e congrès mondial. Mais dire, comme le fait le SI, que cette résolution italienne "soutient une tactique identique à celle proposée par la lettre du SI du 14 janvier au CC du parti français", c'est refuser d'admettre l'évidence.

La position du SI fait du travail indépendant un supplément à l'entrisme, les camarades italiens font exactement l'inverse. Il faut une bonne dose de myopie politique pour identifier les deux positions.

A mon avis, le SI cherche à cacher les vrais motifs de la discussion en accusant la majorité française de ne pas vouloir appliquer la ligne du 3^e congrès mondial et de vouloir lui substituer la ligne du 7^e congrès de notre parti. En vérité, la direction française n'est pas en opposition au SI, mais à ce que nous, en France, nous avons appelé "pablisme". C'est cela qui est en cause. Et aujourd'hui, sous couvert de notre direction internationale, Pablo essaye de faire passer ses propres positions. Quand la majorité française dit que la résolution syndicale, comme la lettre du SI aux membres du Comité central des 19 et 20 janvier, n'est pas l'expression honnête du congrès mondial, elle dit, sous une autre forme, que le pablisme ne l'a pas emporté au 3^e congrès mondial. Pour s'en convaincre, il suffit à quiconque de se reporter à "Où allons-nous ?" et aux Thèses du 3^e congrès mondial.

Le combat dans lequel le parti français s'est trouvé engagé et auquel je prends part, a eu comme cadre l'action punitive du SI suspendant la majorité du Comité central, mesure dirigée contre toutes les forces vives du parti, contre tout ce qui, directement ou indirectement, touche au travail ouvrier et syndical. Cette mesure punitive est injuste et injustifiable. C'est la suppression de toute direction authentique dans tous les domaines d'activité. Et comment le SI explique-t-il la mesure ? Par l'accusation de "décomposition organisationnelle et politique". Et sur quoi fonde-t-il cette accusation ? Sur des oui-dire et des ragots. Mais si la direction du parti se décompose politiquement et organisationnellement, cela devrait pouvoir être confirmé par d'autres moyens que les accusations des camarades de la minorité. La décomposition, si elle est politique, doit apparaître dans des documents et en particulier dans les documents soumis précisément au plenum du CC dans lequel la majorité a été suspendue. La décomposition politique devrait aussi apparaître dans notre organe central "La Vérité", dont dix numéros sont sortis depuis le congrès mondial. Cet aspect de la décomposition politique de notre direction est d'autant plus important qu'allusion est faite dans cette lettre à Shachtman, au POUM et aux yougoslaves. Ceux de nos camarades qui ont participé au 2^e congrès mondial ont pris position contre la proposition de considérer le WP comme "section sympathisante". Depuis cette date, nous n'avons pas écrit ni prononcé un mot qui pourrait justifier un amalgame avec Shachtman. Il n'existe aucune base de comparaison entre notre position et celle du POUM, à qui "La Vérité" a répliqué lors de ses attaques contre notre 3^e congrès mondial. Aucune de nos positions n'est identique à celle des yougoslaves contre qui nous avons mené l'offensive depuis dix-huit mois sur tous les terrains où ils se sont montrés (brigades, syndicats, jeunesse). En quoi, directement ou indirectement, l'argumentation utilisée par la direction française ressemble-t-elle aux positions prises par Shachtman, le POUM ou les yougoslaves ? En RIEN. Et il y a là un amalgame sans principe qui ne condamne que ceux qui en font usage.

Quand à la décomposition de la direction de notre parti d'un point de vue organisationnel, quels sont les symptômes qui la révèlent ? Des membres ont-ils démissionné ? Le journal n'a-t-il pas pu paraître ? Les directives ne sont-elles pas sorties pour lancer telle ou telle action, à tel ou tel moment ? Si la direction comme force motrice du parti se décompose, quel meilleur test que le dernier mouvement de grève du 12 février pour le vérifier ? Mais là encore, comme par le passé, notre direction, instruite par l'expérience et consciente de la situation créée dans le parti par le coup de force du SI, s'est montrée à la hauteur de sa tâche.

Tout cela tend à démontrer qu'une mauvaise cause demande, pour être défendue, l'utilisation de mauvaises méthodes. Et ceci, de la même manière, explique pourquoi, pour nous, le combat contre le pablisme n'est pas un combat d'une importance secondaire. La majorité française a acquis la conviction au cours des nombreux mois où elle s'est opposée au pablisme, que ce dernier signifie la destruction du trotskysme, au moins en Europe occidentale. L'acuité du combat, d'un côté comme de l'autre, ne s'explique ou ne se justifie que dans cette perspective.

Si nous revenons au travail syndical, nous trouvons dans la résolution française du congrès mondial, résolution que notre CC a adoptée, la perspective suivante exposée dans ces termes : "Les accords qui ont servi de base pour "L'Unité" (élément essentiel du travail syndical de la section française) ont lieu sous la garantie de la libre expression pour les différents courants rassemblés autour du journal. L'activité d'ensemble du parti dans "L'Unité" continue sans aucun changement." Ceci est clair et sans la moindre ambiguïté. Quatre mois après que ces lignes aient été écrites, on peut lire la phrase suivante sous la plume du SI : "Il est nécessaire de ne pas tenter de nous constituer en tendance distincte", opposée aux stalinien. Quelle signification a cette phrase, sinon de nous livrer pieds et poings liés aux bureaucrates stalinien. Pour nous, cependant,

la perspective est claire: la situation du mouvement syndical français est telle qu'elle nous impose l'exigence de n'abandonner d'aucune manière l'orientation définie par la résolution française du congrès mondial. Que les variations de la politique stalinienne nous demandent d'utiliser telle ou telle tactique est évident. Mais il s'agit d'une question tout autre dans le texte de renoncement du SI.

Si nous reprenons la question de l'entrée dans le PC, notre perspective est claire. Nous ne sommes pas hostiles à en examiner la possibilité, ce que nous avons déjà formulé bien avant la lettre du SI du 14 janvier aux membres du CC. Mais pour nous, il s'agit avant tout d'un travail de fraction qui ne peut modifier le travail du parti indépendant et par dessus tout ne peut en aucune manière modifier le caractère indépendant du programme trotskyste par rapport au stalinisme. Non seulement nous pensons que le travail de fraction dans le PC est nécessaire et indispensable, mais nous disons que cette idée d'entrer dans le PC doit être considérée par tout le parti comme l'éventualité à laquelle il nous faut nous préparer dans la perspective des grands bouleversements sociaux, et de bouleversements permanents de l'appareil stalinien. Pour Pablo, il s'agit de tout autre chose. Il s'agit d'une intégration pure et simple au stalinisme, s'en remettant à lui pour réaliser un certain nombre de tâches historiques que le trotskysme est incapable de remplir.

La politique a sa logique propre, et spécialement la politique de Pablo. N'a-t-il pas déclaré au CC des 19 et 20 janvier que le "Programme de transition" était un instrument inadéquat pour juger réellement de ce qu'est le stalinisme aujourd'hui ? Ceci pouvait passer pour une erreur momentanée de Pablo, mais depuis cette déclaration, l'idée a fait son chemin et à la dernière réunion de la région parisienne, le camaade Frank, membre du SI, a déclaré que l'idée du Programme de transition selon laquelle "la III^e Internationale est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois" était une idée incorrecte. Et le camarade Corvin, membre du Comité central, a également déclaré que parler des oscillations de la bureaucratie stalinienne revenait à remettre en cause le caractère ouvrier de l'URSS, ajoutant que nous ne verrons bientôt plus d'oscillations, mais des hésitations du stalinisme à accomplir les tâches de la révolution. La camarade Mestre, membre du Bureau politique, n'a-t-elle pas déclaré que l'entrisme sui generis est devenu nécessaire parce que "le stalinisme a changé" ? Tout ceci n'est évidemment pas le fruit du hasard. Tout ceci exprime seulement dans nos rangs la pression du stalinisme sur la petite-bourgeoisie de l'Europe occidentale, qui trouve son écho dans notre organisation.

Ceci explique pourquoi j'ai personnellement déclaré que, confronté à de telles positions, le parti devait se dresser unanimement et condamner de tels crimes. Ce qui me préoccupe n'est pas de créer une atmosphère d'hostilité dans la section française "à l'égard de l'Internationale" comme l'implique la lettre du SI. Ce qui me préoccupe, c'est de défendre les fondements programmatiques essentiels de notre mouvement, qui constituent sa richesse et le plus sûr garant de la victoire.

La position que j'ai prise dans cette bataille est le produit de l'expérience accumulée pendant des années d'appartenance au mouvement ouvrier et en particulier de mon combat pour le trotskysme à l'usine Renault. Inventer la notion que notre opposition à la ligne pabliste procède d'un anti-stalinisme infantile, c'est cacher le caractère réel du pablisme, tel qu'il se révèle lui-même chaque jour davantage, chaque jour plus clairement. Aujourd'hui Pablo est contraint de remettre en cause les idées fondamentales du Programme de transition afin de soutenir sa ligne. Qu'arrivera-t-il demain ?

La méthode utilisée par Pablo m'a amené à réfléchir beaucoup et j'ai en particulier revécu le combat mené par Trotsky contre Shachtman, Burnham et Abern en 1939-40 dans la section américaine. La méthode utilisée par le SI est absolument l'inverse. Trotsky et tous les camarades américains à ses côtés, ont combattu politiquement et tenté de convaincre les camarades du SWP par la discussion la plus large possible et la plus fondamentale. En particulier, Trotsky s'est constamment tourné vers la base ouvrière du parti, s'est adressé à elle, utilisant les meilleures formes de pédagogie à cet effet, pour qu'au moins la discussion serve à éduquer le parti. Ici, il y a dédain de la base ouvrière du parti parce qu'elle est la majorité. Nous voyons les questions fondamentales évacuées sous de faux prétextes. A toute une direction opposée à sa ligne, le SI répond : "SUSPENSION" et se justifie par des insultes.

A tout cela, le parti (et quand je dis parti, je veux dire toute l'Internationale) ne peut que perdre. Il n'est pas possible de détruire une section trotskyste sous prétexte qu'elle ne partage pas les idées de Pablo sur le rôle de la bureaucratie soviétique et sur les "siècles de transition". Détruire n'est pas le rôle d'un dirigeant de l'Internationale : son rôle n'est pas de détruire les fondements humains de toute politique, entrisme ou autre.

Ma lettre n'a d'autre but que de t'avertir de ce danger, d'expliquer la situation et de te demander ton avis. J'espère avoir accompli ma tâche.

Reçois, cher camarade, fraternellement, mes meilleurs vœux bolcheviks-léninistes.

Daniel Renard

Cher camarade Renard,

J'ai reçu votre lettre du 16 février. J'en ai remis des copies aux membres de notre Comité Central et, en rédigeant la présente réponse, j'ai eu l'avantage de discuter avec eux à ce sujet. Si j'ai attendu aussi longtemps pour répondre, c'est seulement parce que je suis toujours prudent en matière d'intervention dans les affaires d'un autre parti sans connaître tous les faits appropriés et les personnes en cause. Je dis cela pour vous assurer que je n'en ferais pas vous manquer de respect en tardant à répondre à votre lettre. Tout au contraire. Mon objet était de donner à votre communication la réponse sérieuse et réfléchie qu'elle méritait.

Entre temps, le Xème plenum du CEI s'est tenu et son document fondamental sur "l'application tactique de la ligne du IIIème congrès mondial" ainsi que sa résolution d'organisation sur la situation française ont été reçus ici. Nous avons également reçue une copie de la "déclaration de la majorité du BP, sur les accords conclus au CEI". Ces documents - les décisions du Xème plenum et la déclaration de la majorité de votre Bureau politique- me semblent avoir amené la discussion à une nouvelle étape et l'éclairer davantage.

J'ai employé le temps écoulé depuis la réception de votre lettre pour étudier attentivement tous les documents relatifs à la discussion, y compris ceux mentionnés ci-dessus. Naturellement, me trouvant aussi éloigné, je ne puis me sentir qualifié pour juger les nombreuses questions secondaires et les antagonismes personnels qui se produisent inévitablement dans une discussion aussi âpre que celle que votre parti connaît. Cependant, le tableau général du point de vue politique me semble maintenant assez clair pour me permettre de vous offrir à vous et autres camarades français une opinion franche dans les termes suivants.

Je pense que le 2ème CM a fait une analyse correcte de la nouvelle situation d'après-guerre dans le monde et des tourments imprévus que cette situation a connus. Partant de cette analyse, le congrès a tiré des conclusions correctes pour l'orientation des partis trotskystes nationaux envers le mouvement vivant des masses tel qu'il s'est développé depuis la guerre. En outre, le Xème plenum, dans son document fondamental sur l'application tactique de la ligne du 2ème CM a fidèlement interprété, amplifié et concrétisé la ligne du 2ème CM en ce qui concerne son application tactique dans des conditions différentes en différents pays.

Je note votre déclaration que la majorité n'est pas "hostile" à "l'idée de l'entrée dans le PC" comme "l'éventualité à laquelle nous devons nous préparer". Ceci semblerait placer la majorité en accord fondamental avec la ligne du CEI et déblayer la voie pour établir en commun un programme d'actions pratiques menant à une fin sur laquelle il y a accord. Les divergences semblent se réduire à des questions de moment et de rythme. Je voudrais toutefois vous rappeler que, dans une situation fluide, le moment et le rythme peuvent être décisifs quant au succès ou à l'échec d'une action. Dans une telle situation, s'il y a accord de principe quant à l'objectif, ma préférence personnelle est pour la décision et la vitesse.

Je suis endésaccord en partie avec votre formulation sur la question de l'entrée comme étant "avant tout une question de travail fractionnel qui ne peut changer le travail du parti indépendant et avant tout ne peut changer le caractère indépendant du programme trotskyste par rapport au stalinisme". Deux questions différentes, qui doivent être séparées, sont combinées dans cette formule. (*)

Bien sûr, ni l'entrée ni toute autre politique ou tactique imaginable ne peuvent "en aucune manière changer le caractère indépendant du programme trotskyste par rapport au stalinisme". Mais, "le travail du parti indépendant" en France, dans la conjoncture historique présente, peut et doit être radicalement changé, et ce sans délai inutile, car il ne reste pas beaucoup de temps pour saisir l'occasion offerte à présent. Nous devons entrer dans le mouvement des ouvriers staliniens quand il est encore temps et avec les moyens et méthodes que la situation accorde, et non avec ceux que nous pouvons préférer et sur lesquels nous voudrions insister arbitrairement.

Une politique de maintien du parti français comme un parti essentiellement indépendant, le travail fractionnel dans les organisations contrôlées par les staliniens étant complémentaire et secondaire, trait tout à l'encontre des nécessités de la situation. La situation en France exige impérativement à présent une politique d'entrée (d'un type particulier) dans le mouvement stalinien. La presse et le parti indépendants doivent servir à stimuler et à guider le mouvement entriste, non se substituer à lui ou le contredire. Il est vrai, comme chaque trotskyste le sait, que l'indépendance du parti de l'avant-garde révolutionnaire est un principe. Sa création est un objet invariable de l'avant-garde révolutionnaire, toujours et partout et dans toutes les conditions. Mais la fonction du parti n'est pas d'exister pour lui-même, elle est de diriger les ouvriers dans la révolution. Pour faire de nouveaux progrès dans la construction d'un parti révolutionnaire, capable de diriger les masses révolutionnaires, il faut faire maintenant en France un détour ample et prolongé à travers le mouvement ouvrier contrôlé par les staliniens, et même éventuellement à travers une section du parti stalinien lui-même.

Le but -c'est-à-dire faire du parti trotskyste un parti de masse- reste constant et invariable, mais la voie vers lui en France n'est nullement rectiligne. Si nos camarades français s'obstinaient et insistaient formelle-

(*) Toutes les citations sont retraduites de l'anglais.

ment sur le fonctionnement du parti indépendant comme le travail premier et essentiel dans la situation présente. Le mouvement vivant des masses avec les potentialités révolutionnaires illimitées passerait certainement à côté de lui et nous laisserait avec une forme sans substance.

La rupture de la coalition sur le plan syndical autour du journal "Unité" fut un développement progressif pour notre parti. Ces syndicalistes réformistes qui se font une spécialité de l' "antistalinisme" afin de couvrir et de justifier leur politique pro-impérialiste, sont une engance internationale et nous les connaissons bien. Ce ne sont pas des alliés convenables pour des trotskystes aux États-Unis, en France ou partout ailleurs. La logique de leur stalinophobie les pousse inexorablement vers la droite, et aucune diplomatie tactique de notre part ne peut arrêter ce processus. D'autre part, les ouvriers stalinien de France, par la logique de la marche internationale irréversible des choses, doivent être poussé de plus en plus vers un cours radical. C'est une question de vie ou de mort pour nos camarades que d'établir des liens avec eux et de former une alliance avec eux contre l'impérialisme. La rupture de la coalition de "l'Unité", provoquée par l'aile droite, doit être prise comme un tremplin heureux et très favorable vers cette arène nouvelle et plus fructueuse.

En ce qui concerne les bavards anarchistes -aux États-Unis, en France ou partout ailleurs- des parloteries pour perdre le temps et des coalitions avec eux en vue de mener la lutte de classe contre la bourgeoisie impérialiste feraient une révision de choses qui doivent être prises sérieusement. Ce ne serait pas une politique révolutionnaire mais un substitut à celle-ci.

Votre lettre, camarade Renard, ainsi que la déclaration de la majorité de votre Bureau politique sur le 8ème plenum, explique que l'essence politique de votre position dans le conflit, c'est l'opposition au "pablisme". Vous le définissez comme une tendance révisionniste, visant à une "pure et simple intégration dans le stalinisme" et ainsi à une capitulation devant lui. Cette question, comme vous le savez tout-à-fait, a une histoire dans le Socialist Workers Party et, par conséquent, nous est familière. Dès 1950, lorsque le nouveau tournant tactique fut indiqué pour la première fois, les Johnsonistes tentèrent de terrifier le parti avec l'épouvantail du "pablisme". Ils cherchèrent à monter une lutte du "cannonisme contre le pablisme" dans le mouvement trotskyste international. Comme nous avons été dès le début tout à fait en faveur du nouveau tournant tactique, nous n'avions vu aucune base pour une telle opposition de tendance, et nous l'avons dit quand la question fut soulevée pour la première fois par les Johnsonistes -et il n'y a pas de doute que notre réponse hâta leur départ de nos rangs.

Pour notre part, nous sommes des trotskystes orthodoxes depuis 1923 et par conséquent des ennemis intrançageants du stalinisme et de tout conciliationnisme envers lui, pour ne pas parler de capitulation. Je ne pense pas exagérer en disant que si une tendance pro-stalinienne quelconque apparaissait dans notre mouvement international, nous serions les premiers à le noter et à dire : "C'est une tendance étrangère avec laquelle on ne peut faire de compromis". Nous ne voyons pas une telle tendance dans la direction internationale de la IVème Internationale ni aucun signe ou symptôme d'une telle tendance.

Nous jugeons la politique de la direction internationale par la ligne qu'elle élabore dans les documents officiels -dans la récente période par les documents du 3ème CM et du Xème plenum. Nous n'y voyons aucun révisionnisme. Tout ce que nous voyons, c'est une clarification de l'évolution d'après-guerre du stalinisme et les grandes lignes d'une nouvelle tactique pour le combattre plus efficacement. Nous considérons que ces documents sont entièrement trotskystes. Ils ne diffèrent des documents antérieurs de notre mouvement ni dans les principes ni dans les méthodes, mais seulement dans la confrontation et l'analyse de la nouvelle réalité et l'ajustement tactique à celle-ci. C'est l'opinion unanime des cadres dirigeants du SWP que les auteurs de ces documents ont rendu un grand service au mouvement, service pour lequel ils méritent d'être appréciés et soutenus fraternellement et non d'être soupçonnés et dénigrés.

Je suis sûr que le mouvement international n'approuvera pas et ne soutiendra pas une lutte fractionnelle basée sur le suspicion d'intentions et positions présentes qui sont formulées dans les documents. Personne ne peut apprendre quoi que ce soit de telles luttes et le parti en sortira perdant. Si vous, camarades de la majorité, insistiez pour une lutte contre un "révisionnisme" qui n'est pas évident pour les autres, vous ne pourrez que désorienter un certain nombre de camarades ouvriers dans la base du parti, les isoler des autres cadres du mouvement international et les conduire à une impasse. Malheureusement cela a été fait assez souvent dans l'histoire passée du parti français par des dirigeants impulsifs qui n'ont pas réfléchi à leur propre cours ou pas tenu compte des opinions de camarades internationaux qui songeaient à les aider par des conseils amicaux. J'espère sérieusement que cela ne se produira pas cette fois-ci.

Il vaudrait beaucoup mieux à mon avis, mettre de côté les suspicions -ou en tout cas n'en pas faire l'axe de la discussion- et de chercher à s'entendre avec le SI sur des pas pratiques en vue d'une pénétration dans le mouvement des ouvriers stalinien, en laissant les différents points de vue relatifs aux perspectives subir l'épreuve de l'expérience. Des tendances politiques qui ne sont pas clairement révélées ne peuvent pas être fructueusement discutées. Si en fait, il y a soit une illusion quelconque sur le stalinisme d'une part, soit un fétichisme sur l'indépendance formelle de l'autre, l'épreuve de l'expérience fera murir et clarifier de telles erreurs et permettra de les traiter politiquement. Au contraire, s'il

n'y a pas de sérieuse divergence latente dans le conflit, l'expérience éliminera toute base de suspicion à tout point de vue.

Une entrée dans le mouvement ouvrier stalinien et éventuellement dans le parti stalinien lui-même, dans les conditions données, avec sa structure bureaucratique rigide, est une entreprise extrêmement difficile et dangereuse dans le meilleur des cas. Elle sera encore plus difficile s'il n'y a pas d'unité dans la direction du Parti. La situation sera rendue bien pire si le parti français devait être puni d'encore une scission inutile. On ne peut ignorer cette possibilité.

Ne vous trompez pas vous-mêmes, camarade Renard. Il y a un grand danger de scission, même si des deux côtés on a renoncé à toute intention à ce sujet. Une scission est implicite dans la situation telle qu'elle s'est développée dans la récente période. A mon avis, le meilleur moyen d'éviter une telle calamité -peut-être le seul moyen- serait de déplacer la discussion pour le moment vers un programme concret de mesures successives, élaboré en commun par la direction du Parti et le SI afin d'effectuer l'entrée impérieusement dictée dans le mouvement ouvrier stalinien et éventuellement dans une section du parti stalinien lui-même.

Sur cette voie -si notre jugement est correct- le parti français serait en état d'étendre son influence et de se préparer au grand rôle que l'histoire lui a assigné dans la guerre et la révolution qui viennent. Vous pouvez certainement compter sur la sympathie et le soutien des camarades internationaux dans cette grande tentative.

Fraternellement,

Le 29 mai 1952

RESOLUTION DU XIème PLENUM DU CEI SUR LE PCI FRANCAIS (SECTION FRANCAISE DE LA IVème INTERNATIONALE)

Le XIème plenum du CI, après avoir entendu le rapport de son représentant responsable pour la section française, rapport dont il approuve la ligne générale,

constate que les documents préparés pour le 8ème congrès du PCI par la tendance majoritaire issue du 7ème congrès se trouvent en contradiction avec la ligne d'orientation décidée pour la France par le Xème plenum du CEI, et cela malgré l'engagement pris par les dirigeants de cette tendance d'appliquer la ligne du Xème plenum et de maintenir la discussion préparatoire au 8ème congrès dans le cadre de l'application de cette ligne ;

constate que les documents pour le 8ème congrès du PCI adoptés par le Bureau politique sont dans leur ligne générale conformes aux décisions du Xème plenum ;

Décide par conséquent :

1. D'ici le 8ème congrès du PCI, aucune modification n'interviendra dans la composition des organismes dirigeants du parti. La discussion préparatoire au congrès se déroulera sans aucune limite à la possibilité d'expression de conceptions politiques de n'importe quel membre du parti.

2. Dès la fin du 8ème congrès, le PCI dans son ensemble doit, pour rester discipliné à l'Internationale, appliquer les documents proposés au congrès par le BP actuel.

3. Après la violation répétée d'engagements pris devant l'Internationale, et l'obstruction évidente dans la préparation de l'application de la ligne du Xème plenum de la part des dirigeants de la tendance majoritaire, ceux-ci ne peuvent plus être considérés soit comme enclins, soit comme aptes à diriger le parti dans le voie d'une application adéquate de cette ligne.

4. Pour cette raison, le CC et le BP issus du 8ème congrès du parti seront composés d'une majorité de camarades qui, dès avant le congrès, auront défendu la ligne du Xème plenum dans le parti.

5. Tous ceux qui, au lendemain du 8ème congrès, refuseront d'appliquer les documents adoptés par le BP actuel, ou refuseront de reconnaître la direction constituée conformément au point 4 de la présente résolution, se placeront automatiquement en dehors de l'Internationale et de sa section française.

Le XIème plenum du CEI réaffirme qu'il ne demande à aucun membre du PCI l'abandon de ses opinions politiques ou la suppression de son droit de participer ou d'organiser des tendances. Il demande seulement que soient finalement données les garanties nécessaires pour l'application dans l'action disciplinée d'une ligne politique que l'écrasante majorité de l'Internationale considère comme la seule qui redressera l'organisation française, assurera sa croissance et jettera les bases pour la construction de la future direction révolutionnaire du prolétariat français.

C'est pourquoi, il adresse à tous les militants, cadres et dirigeants de la tendance majoritaire pour qu'ils s'associent, dès avant le 8ème congrès, à l'élaboration de mesures pratiques d'application de la ligne du Xème plenum. Le maximum de camarades prêts à une telle association devront être intégrés dans les organismes de direction issus du 8ème congrès, dans les limites du point 4 de la présente résolution.

Le CEI charge le SI d'adresser une lettre au PCI expliquant et motivant l'adoption de la présente résolution et le rejet des propositions de partage du PCI en deux organisations distinctes l'une de l'autre, chacune avec sa direction propre.

Juin 1952

RESOLUTION ADOPEE PAR LA CONFERENCE DE LA MAJORITE DU PCI

Réunie le 3 juin 1952, la conférence nationale des cadres de la tendance majoritaire a examiné la situation du parti et ses rapports avec le Secrétariat international.

Avant entendu le rapport du camarade Albert, caractérisé par le rapporteur lui-même comme un ultimatum et qui comporte l'interdiction de toute expression politique de la majorité du parti dans la discussion pour le 8ème congrès et dans le congrès, la conférence doit tirer la conclusion de cette violation des accords réalisés au 8ème plenum.

Ces accords étaient basés sur les deux points suivants :

1. La majorité acceptait la constitution d'un bureau politique contrôlé par la minorité grâce à la voix prépondérante du membre du SI désigné par le CEI pour une période couvrant la préparation du congrès et les trois mois qui suivront celui-ci.

2. Le CEI décidait la tenue d'un congrès démocratique où serait garantie l'expression démocratique des tendances. Les documents soumis au vote du congrès devant traiter de problèmes définis par un texte cadre, la liberté totale d'expression sur toutes les questions étant par ailleurs reconnue à tous les membres du parti, y compris les membres du Bureau politique.

La majorité acceptait, afin de rester dans l'Internationale, une direction minoritaire à la seule condition que le 8ème congrès soit préparé démocratiquement.

Prétendre que l'usage de ce droit reconnu par le CEI est une indiscipline, sous prétexte que la minorité exprime "la ligne du CEI" et que la majorité a des désaccords avec elle, et menacer de sanctions la majorité pour ne s'être pas ralliée purement et simplement aux résolutions de la minorité, c'est violer directement les accords et démasquer une ruse grossière tendue au CEI et à la section française.

Ainsi s'expliquent les raisons pour lesquelles il fut mis obstacle, par la ruse pendant plusieurs mois, par le veto ensuite, à la publication de la déclaration de la majorité sur le sens de son acceptation de l'accord du 8ème plenum.

Dans la lettre du 23 mai, et plus nettement dans son intervention de ce jour, le camarade Albert élimine toute possibilité d'expression de la tendance dans la discussion du congrès ; selon lui, la présentation d'un document politique quelconque de la majorité, est frappé d'interdit. La seule issue qu'il offre à la majorité, c'est d'écrire en commun avec la minorité un document technique d'application et de retirer, sous peine de sanctions, tous ses documents politiques et sa déclaration sur les accords du 8ème plenum.

La duplicité d'une telle proposition apparaît nettement dans le refus du camarade Albert et de la minorité d'accepter la mise au point et le vote en commun du document sur les problèmes pratiques de l'entrisme, document acceptable dans la mesure où il se situe totalement sur le terrain d'un entrisme clandestin. Sur une telle base, la proportion numérique entre le secteur entriste et le secteur indépendant apparaît comme un problème secondaire sur lequel un accord était possible.

Le rejet de cette possibilité par le camarade Albert et la minorité démontre clairement que leur but n'est pas la réalisation par tout le parti d'une stratégie quelconque, mais le hara-kiri politique de la majorité et sa destruction.

Cette attitude organisationnelle confirme les pires préventions que pourrait justifier la résolution politique de la minorité qui, sous forme d'une exégèse hypocrite des documents du 8ème plenum qui affirmait : "Le secteur indépendant maintient toutes les activités essentielles actuelles, dans les usines, les syndicats, les jeunes, et continue à recruter, y compris parmi les meilleurs éléments dépistés au sein du mouvement stalinien par nos militants qui font du travail entriste", prend le contre-pied de cette affirmation et déchire morceau par morceau toutes les activités nécessaires à l'existence d'une organisation indépendante.

Elle confirme l'inquiétude provoquée chez tous les membres du parti par la publication dans "Quatrième Internationale" du rapport du 8ème plenum, acte dont la signification a été justement définie par la résolution présentée par les membres majoritaires du Bureau politique.

Elle éclaire le sens de l'opposition des dirigeants minoritaires à toute critique de la politique du PC, manifestée entre autre lors de la publication d'un article de la "Vérité" sur le rapport Billoux, article auquel fut reproché de ne s'être pas contenté de souligner les seuls aspects positifs du tournant, alors que le rapport du 8ème plenum déclarait : "Nos organes ont le devoir de développer amplement toute notre politique, tous ses thèmes, faire la critique claire, sans équivoque, concrète, de la politique stalinienne, etc... sans autre limitation que celle du langage et de la forme qui doivent être étudiées de façon à trouver un écho grandissant parmi les ouvriers et militants staliniens."

Il apparaît aujourd'hui évident que les oppositions politiques n'ont fait que s'approfondir, aboutissant à l'incompatibilité et la paralysie réciproque des tendances.

Une telle situation ne peut en aucune façon se perpétuer sans préjudice grave pour l'existence du parti et de toute réalisation de sa part tant dans le secteur entriste que dans le secteur indépendant.

Dans les derniers mois, la lutte des tendances n'a fait que s'accroître, entraînant une paralysie croissante du parti. Il ne pouvait en être autrement du fait que la minorité, dès le lendemain du Xème plenum et bien qu'elle ait obtenu le contrôle du Bureau politique, s'est organisée en fraction avec une réunion hebdomadaire de tous ses membres dans une permanence fixe. Cette activité fractionnelle injustifiable n'a eu que des expressions négatives, telle que l'abstention organisée de participation à la campagne de diffusion et de défense de la "Vérité".

Dans tous les domaines, la minorité a adopté fractionnellement une attitude de sape du secteur indépendant.

Il s'est instauré dans le parti la plus mauvaise situation. Sur le plan de l'organisation, de l'activité comme sur le plan politique, sur le problème même de l'existence du parti, une incompatibilité telle s'est manifestée entre les tendances qu'elle neutralise et annule la capacité d'action de la section française.

De ce fait, vouloir maintenir le statu quo serait courir au désastre. Il faut en sortir, créer les conditions d'une coopération véritable préservant l'acquis du trotskysme en France.

Ceci ne peut en aucun cas être réalisé par voie d'ultimatum, de menaces, de sanctions, de suspensions ou d'exclusions.

La seule voie qui s'offre, conséquente avec la nécessité de combiner les deux formes de travail : entriste et indépendant, c'est l'adoption d'un statut comparable à celui qui existe en Autriche : la reconnaissance par le CEI de deux organisations de la IVème Internationale en France.

De cette manière seulement, l'acquis organisationnel et humain du trotskysme peut être sauvegardé en France. De cette manière seulement peut se vérifier dans l'expérience la justesse de telle ou telle orientation. S'il a confiance dans son orientation le SI doit se faire le défenseur d'une telle solution, car l'expérience, en confirmant ses vues, peut faire tomber les préventions.

La reconnaissance de l'organisation indépendante donne les garanties d'une discipline dans l'expression et l'action politiques de l'organisation indépendante, qui, personne ne peut le nier, se situe entièrement sur les bases programmatiques du trotskysme.

0 0
0

La conférence nationale de la majorité, unanime, rejette l'ultimatum du camarade Albert et s'adresse au CEI pour lui demander d'adopter une position qui permettra de régler positivement une impasse qui ne peut plus durer.

Elle fait confiance au CEI pour rejeter toute position ultimativiste et destructive.

Elle avertit sans équivoque que toute mesure de suspension, de sanction, même voilée ou différée contre les représentants de la tendance à la direction, que tout veto à une discussion démocratique pour le congrès, sera considéré comme une mesure de scission, d'exclusion et de destruction du PCI.

Une telle mesure sera automatiquement une mesure de rupture dont la direction internationale porterait toute la responsabilité.

La majorité prolétarienne du parti est certaine que le CEI agira avec discernement, avec la volonté de préserver l'unité de l'internationale et tous ses acquis, et adoptera la reconnaissance de deux organisations en France.

Adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE (3.6.52)

Adoptée par 4 voix (Franck, Privas, Albert, M. Mestre)
contre 3 (Bleibtreu, Garnier, Lambert)

Le Bureau politique, en rejetant le document soumis comme projet de résolution politique par les camarades Bleibtreu, Lambert, Renard et Garnier, est obligé de déclarer devant tout le parti ce qui suit :

Ce document est dans sa forme comme dans son fond une violation flagrante de l'accord conclu au Xème plenum par les représentants de la majorité du parti, et du texte-cadre adopté par eux au Bureau politique lors de l'ouverture de la discussion préparatoire au 8ème congrès du parti.

La ligne du Xème plenum, c'est celle de l'entrisme sui generis, le parti indépendant adaptant son évolution et ses tâches aux besoins primordiaux du secteur entriste, qui doit progressivement s'étendre. Le projet de résolution politique, rejeté, définit comme ligne le refus de l'entrisme, et y substitue un "travail de fraction" étriqué pour les seuls camarades du parti non-enracinés dans la classe ouvrière.

Loin de s'efforcer d'appliquer en France la ligne du Xème plenum, que les camarades de la majorité du parti se sont pourtant à plusieurs reprises et de façon solennelle, engagés à appliquer, leur document combat au fond de cette ligne. Il le fait de plus de façon voilée et sournoise, sans oser y opposer clairement une orientation différente, feignant d'ignorer les décisions précises du Xème plenum et semant ainsi la pire confusion dans le parti. Le caractère manoeuvrier des propositions de la majorité du parti apparaît le plus nettement dans leur offre d'adopter -avec amendements- le texte sur l'entrisme présenté par le camarade Privas, alors que leur projet de résolution politique rejette implicitement et explicitement l'orientation mise en avant par le document de Privas. C'est pourquoi, la majorité du bureau politique décide d'incorporer ce document dans sa résolution politique adoptée au bureau politique du 20 mars, et de présenter ces deux textes qui ne forment qu'un tout ensemble devant le congrès du parti.

Le parti est placé devant la nécessité d'un tournant important et difficile dans tous les domaines de son activité. Ce tournant, rendu nécessaire par les changements dans la situation objective a été de toute façon décidé par les organismes responsables de l'Internationale. Le projet de résolution politique présenté par la majorité du 7ème congrès du parti constitue à la fois un refus d'opérer ce tournant, une tentative de mettre tout en oeuvre pour empêcher que ce tournant ne soit effectué rapidement, librement et avec enthousiasme par le parti, et une incapacité d'opposer une voie alternative à la voie de construction du parti décidée par la direction internationale. Le Bureau politique ne peut caractériser un tel document autrement que comme une entreprise de démoralisation, de division et de désagrégation du parti.

Le document présenté par les camarades Bleibtreu, Lambert, Renard et Garrive a été élaboré en dehors du Bureau politique, en bloquant pendant quatre semaines toute activité du bureau politique, en dehors de toute discussion politique à la direction du parti, en dehors de toute discussion avec le camarade Albert, responsable pour la section française devant le CEI et dont les camarades précités ont déclaré ne pas mettre en doute la capacité d'interpréter correctement la ligne du Xème plenum. Ce document est le fruit de leur refus d'une telle discussion préalable, refus répété face aux efforts incessants du camarade Albert de l'obtenir. Dans ces conditions, la façon même dont ce texte a été rédigé ne peut pas être caractérisée autrement par le Bureau politique que comme un acte prémédité d'hostilité envers la ligne de l'Internationale, incompatible avec les engagements pris au Xème plenum. Ce document n'a d'autre but que de perpétuer la crise et la paralysie du parti.

Il confirme en même temps l'intention des dirigeants de la tendance majoritaire de continuer une lutte de tendance ininterrompue et violente pendant toute la période d'application de la ligne décidée par l'Internationale, période pendant laquelle selon les statuts de l'Internationale une telle lutte devrait complètement passer à l'arrière-plan. Ceci représente de la part des dirigeants responsables de la tendance majoritaire dans le parti une véritable rupture avec les principes élémentaires d'organisation du bolchévisme.

Le bureau politique sera par conséquent obligé de s'adresser au prochain CEI et de la lui demander que pour une longue période, les camarades responsables de tels actes, préjudiciables au parti soient considérés en tant

que tendance, comme disqualifiés pour l'exercice de tout poste de direction dans le parti.

La majorité du Bureau politique, désignée par le Xème plenum, s'est soigneusement abstenue de se manifester comme telle par quelque mesure que ce soit, avant que des actes ouverts et répétés d'hostilité envers l'Internationale n'aient été posés par les représentants au BP de la majorité du parti (campagne contre la publication du rapport du Xème plenum dans "Quatrième Internationale" ; projet de résolution politique présenté actuellement, maintien d'une déclaration sur l'accord du Xème plenum qui défigure le sens de cet accord, etc...). Dès que ces actes se sont accumulés, elle est maintenant fermement décidée d'agir collectivement pour exécuter le mandat qu'elle a reçu du Xème plenum : défendre dans la section française l'Internationale et son orientation politique.

Le projet de résolution politique rejeté par le bureau politique risque de faire dévier la discussion avant le 8ème congrès et à ce congrès même, dans les méandres d'une politique académique, vaine et sans intérêt pratique aucun pour le parti. Dès le lendemain du congrès, c'est l'ensemble du parti qui devra appliquer, et appliquer immédiatement, la ligne du Xème plenum, pour rester discipliné à l'Internationale, utiliser les possibilités plus que jamais offertes actuellement en France. Le Bureau politique appelle tout le parti à ignorer la polémique stérile entamée par les représentants de la majorité et à se poser un seul but dans la discussion avant le congrès : comment armer au maximum le parti pour l'application la plus efficace, la plus fructueuse possible, de la ligne d'ores et déjà décidée. Seule cette ligne permet l'intégration du trotskysme dans les luttes révolutionnaires qui se préparent. Seule cette ligne permet la construction d'une véritable direction révolutionnaire : pour toutes les régions et toutes les cellules du parti, il n'y a qu'un seul mot d'ordre d'ici le congrès : l'étude et au travail pour appliquer la ligne du Xème plenum !

Le Bureau politique décide que la présente déclaration, ensemble avec la lettre du camarade Albert à la tendance majoritaire du 22 avril dernier, sera immédiatement portée à la connaissance de tout le parti. Il demande au SI de les porter également à la connaissance de tous les membres du CEI.

AUX CAMARADES DE LA CONFERENCE MAJORITAIRE DU 22 JUIN

Chers camarades,

Il y a 5 mois, le 20 janvier dernier, le comité central du parti rejetait l'ultimatum par lequel le SI exigeait:

- la non-expression politique de notre tendance
- la remise de la direction au SI et à la minorité
- l'application d'un tournant entriste qui génère dont on entendait parler pour la première fois.

A la suite de cette décision du comité central, tous les militants actifs du parti se groupèrent autour de leur direction. Sans ralentir un instant leurs activités extérieures, ils se jetèrent avec décision dans la préparation d'un congrès extraordinaire qui devait sauver l'organisation. Au même moment, les mesures ouvertes de scission prises par le SI et sa découverte toute fraîche de l'entrisme qui génère faisaient hésiter bon nombre de camarades minoritaires. Le parti semblait capable de résister à tous les assauts, et de dénoncer en même temps devant toute l'Internationale, le SI pris en flagrant délit de destruction d'une section.

Cinq mois plus tard, que voyons-nous ? Un nouvel ultimatum du SI qui ne fait en réalité que reprendre les termes du premier, préalablement accepté sous une forme hypocrite par la décision de tendance au X^e CEI et ensuite renié - sous une forme non moins hypocrite - dans la résolution Bleibtreu, votée par la conférence majoritaire du 3 juin. Face à cette situation, la direction de tendance s'interroge: les uns, après avoir abandonné leur base de principes au X^e CEI, puis demandé au XI^e la permission de faire la scission, s'appêtent à la faire sans permission ainsi que sans base de principes. Les autres, plus logiques, se demandent pourquoi les décisions du XI^e CEI seraient moins respectables que celles du X^e, dont le camarade Bleibtreu leur a fait l'apologie pendant des mois. Le parti, lui, se demande où veulent en venir ces savants tacticiens et comprend seulement qu'après avoir eu contre lui le SI, il a maintenant aussi contre lui son propre bureau politique. Comment en sommes-nous venus là ?

Une prétendue déclaration de la majorité du BP sur les accords intervenus au X^e CEI fut rédigée par le camarade Bleibtreu au mois de mars, cachant au parti la gravité de la situation inaugurée par le X^e plenum. L'appréciation essentielle était celle d'une "crise close au X^e CEI". Tous les autres jugements portés sur les accords du X^e plenum se sont révélés aussi dignes de foi.

Sur le plan politique, cette déclaration reste conforme au vote d'abstention émis par le camarade Bleibtreu sur les thèses du X^e CEI. Ce document (qui a reçu depuis la publicité que l'on sait) est qualifié de "pas exempt de confusion et de contradictions". On s'empresse d'ailleurs d'ajouter que la discipline par rapport à cette ligne "reste compatible avec la défense, la sauvegarde et la réaffirmation des idées programmatiques de Trotsky et du Programme de transition".

Dans les réunions de la majorité du BP, le principal thème du camarade Bleibtreu était: "La ligne du X^e CEI n'est pas le pablisme". Ceci ne pouvait être évidemment qu'un jeu de mots. Il est clair que le pablisme ne se ramène pas fondamentalement à tel ou tel tournant tactique, mais une révision de l'appréciation trotskyste du stalinisme. Toutefois, le pablisme a moins besoin de théorie que de pratique, et sa pratique est la destruction du trotskysme organisé. Dans ce sens, l'entrisme qui génère est le véhicule du pablisme par excellence. C'est ce que le camarade Bleibtreu voulait nous faire oublier, en parlant de la "base commune d'un tournant tactique du parti". Comme s'il s'agissait d'un tournant tactique !

Au camouflage de la base politique de l'accord correspondait une dissimulation de ses conséquences organisationnelles. La même déclaration affirmait sans broncher que le X^e CEI avait prononcé "une condamnation implicite" du SI, alors que chaque militant de bon sens comprenait que les conditions acceptées au X^e CEI étaient simplement les conditions refusées le 20 janvier, le pabliste Albert, prostitué de la plume, se substituant simplement au pabliste Pablo. Mais si grande était la confiance dans le camarade Albert, dans sa voix prépondérante et son sifflet "d'arbitre", qu'il était impossible, dans les réunions de tendance du mois de mars, d'affirmer que nous étions désormais minorité du BP sans provoquer l'ironie du camarade Bleibtreu.

La même "déclaration", sans reculer devant une innovation terminologique, affirmait que le parti continuait d'être "dirigé pratiquement" (sic) par des camarades majoritaires. Cette affirmation, basée sans doute sur la pensée que "les bureaux font la loi", ne pouvait être qu'une illusion ou une tromperie. Le travail ultérieur du BP et de sa voix prépondérante d'une part, la paralysie générale du parti du fait de sa nouvelle direction d'autre part, ont depuis apporté un démenti cinglant à tous les rêves fondés soit sur Albert soit sur la "direction pratique".

Ce mythe de la "direction pratique" avait besoin d'être étayé. Pour éviter que "l'arbitre" joue contre nous, il fallait jouer avec lui. C'est ainsi que le parti fut gratifié d'une résolution-cadre, emprisonnant étroitement la discussion du VIII^e Congrès. Mais cette résolution était en même temps un texte politique commun sur le stalinisme voté à l'unanimité du bureau politique ! Ainsi l'appréciation du stalinisme, après le "tournant tactique", devenait un bien commun au SI et à notre tendance. Cette unanimité était sanctionnée par une déclaration de vote, profondément ridicule, dans laquelle la majorité du BP regrettait simplement... l'absence d'une référence au Programme transitoire.

L'idylle n'a pas duré. Pourquoi ? Parce que la logique des idées fut plus forte que toutes les volontés de compromis. Une tension politique croissante finit par faire sauter les plombs des accords du X^e plenum. Et le camarade Bleibtreu lui-même, après avoir mené campagne dans la tendance contre "ceux qui allaient au congrès dans la perspective d'une opposition mécanique", se rallia à cette "opposition mécanique" de nos idées aux idées du pablisme. Mais qui donc a pris l'initiative (et donc la responsabilité) de court-circuiter les accords du X^e plenum ? La tendance qui y avait tout reçu, ou celle qui y avait tout abandonné ? Cette question mérite une réponse claire et non démagogique, car (à tort ou à raison), elle est décisive pour tout militant de l'Internationale qui cherche à voir clair dans la question française. Les camarades de l'Internationale, inquiets pour notre sort (et il y en avait) se sont reposés sur leurs deux oreilles en apprenant le baiser de paix du X^e plenum. Ils se poseront désormais une seule question: qui donc a violé de si bons accords ?

Dans la déclaration de la conférence majoritaire du 3 juin, le camarade Bleibtreu se donne beaucoup de mal pour rejeter sur l'adversaire la responsabilité de la rupture du statu quo. Cette démonstration est basée sur deux arguments:

- vous "éliminez toute possibilité d'expression de la tendance dans la discussion du congrès", ce qui revient à "violier directement les accords".
- la minorité a paralysé le parti en se constituant en fraction "dès le lendemain du X^e plenum".

Liquidons tout de suite le second argument. la volonté de prouver que quelque chose a changé depuis le X^e CEI amène ici à réécrire l'histoire. Ce n'est pas "dès le lendemain du X^e CEI" que la minorité s'est constituée en fraction, mais six semaines auparavant, lorsqu'elle a commencé à payer ses cotisations à Pierre Frank. Que devient l'argument ?

Reste l'atteinte à la liberté d'expression de la tendance dans la discussion du congrès. Hélas, le XI^e plenum, très libéral, a accordé la liberté la plus complète de discussion. Ce libéralisme ne l'engage d'ailleurs à rien, puisqu'aussi bien la majorité éventuelle du VIII^e Congrès n'aura le pouvoir de choisir ni son orientation ni sa direction. Admirable exemple de liberté sans démocratie ! Mais de quoi ont l'air les auteurs du texte du 3 juin, défenseurs à tout crin de la liberté mais qui n'ont pas un mot pour revendiquer un congrès démocratique souverain ?

D'ailleurs, le SI aurait-il voulu limiter la liberté de discussion qu'il aurait pu le faire en s'appuyant sur le texte-cadre voté par notre tendance au bureau politique. Pas un mot de ce texte dans le document de la conférence du 3 juin. Peut-on oublier ainsi les résolutions que l'on a votées ? Il faut bien le dire: nous avons violé la loi-cadre, nous avons violé le X^e CEI, ses accords et sa ligne politique, nous avons violé aussi son interprète infallible Albert, parce que le respect signifiait la mort de notre parti.

Ces vérités sont sans doute désagréables. Toutefois, il suffit de lire la lettre du CEI pour comprendre qui donne des armes au SI contre notre parti. Pas ceux qui disent à la tendance des vérités désagréables, mais ceux qui camouflent leurs zig-zag désordonnés derrière des accusations démagogiques. Le camarade qui, convaincu par deux ou trois sophismes, n'aurait à reprocher au SI qu'une "violation des accords du X^e plenum" n'irait pas loin. La clarté et non le mensonge éduqueront un parti.

Dans ce cas comme dans bien d'autres, le mensonge n'a d'ailleurs pas payé longtemps. Non seulement les arguments de la résolution du 3 juin, nouvelle charte de la majorité, sont tombés un par un, mais

sa conclusion, la revendication grotesque et provocatrice des deux groupes indépendants reconnus, produit maintenant tous ses effets désastreux.

1.- Elle consacre aux yeux de l'Internationale notre violation du X^e plenum et ceci sans un mot d'auto-critique ou d'explication honnête.

2.- Elle a le sens d'une déclaration d'incompatibilité d'humeur avec la minorité. Or, ce n'est en aucune façon la minorité qui détermine la crise du parti français. Comme le disait très justement la déclaration Bleibtreu de mars, cette crise n'est pas une "crise interne du PCI", mais le conflit surgi entre une section et une direction interantionale pabliste. En quoi la séparation de corps pourrait-elle changer quoi que ce soit à la crise des rapports entre notre parti et le SI ? Le CEI répond très à propos qu'il a besoin de contrôler aussi bien le travail indépendant que le travail entriste et que s'il lui faut un entrisme sui generis, il lui faut aussi un travail indépendant sui generis, celui de la capitulation officielle devant le stalinisme.

3.- Cette revendication aboutit à faire porter par la majorité du parti la responsabilité d'une attitude scissionniste qui tout au long de la lutte de tendances avait été celle de la minorité et du SI.

4.- (Et ce qui est sans doute le plus grave), elle dénature complètement les divergences qui nous séparent du SI et de la minorité. L'essentiel de ces divergences (faut-il le rappeler au camarade Bleibtreu, propagandiste du "tournant tactique du SI"), n'est pas le refus par nous d'un tournant tactique, mais la différence radicales d'appréciation du stalinisme, en URSS et internationalement. Réclamer l'application du système anglais ou autrichien des deux groupes, c'est faire passer la ligne de démarcation entre les entristes et les non-entristes, entre les réalistes et les sectaires. Après le texte commun sur le stalinisme (résolution cadre), cette définition "originale" des divergences permet maintenant au SI de dire que nous avons perdu toute base de principe et que nous avons abandonné en silence nos divergences sur le stalinisme.

Le parti a été démobilisé dans l'attente de son "tournant tactique". la tendance a été démobilisée dans l'attente d'une réconciliation sur une hypothétique "ligne Albert". C'est ainsi qu'en quelques mois, l'avantage dans la lutte de tendances a pu complètement changer de camp. C'est ainsi que nous sommes en train de recevoir des coups, non plus du SI mais de notre bureau politique. Les armes politiques et disciplinaires que nous avons forgées nous retombent lourdement sur le dos. Et du même coup, l'idéologie adverse acquiert plus de force pour pénétrer dans nos rangs. Cette amère expérience peut toutefois nous enseigner à tous quelque chose:

- au camarade Bleibtreu: que l'alternance de plat-ventre et de fureur provocatrice ne tient pas lieu de fermeté politique
- à moi-même: qu'il est toujours erroné de tolérer la diplomatie secrète menée par une partie des camarades dirigeants de tendance et qu'il faut poser devant le parti lui-même toute divergence sur la conduite du parti plutôt que de voter une "résolution-cadre" par discipline de tendance.
- à tous les camarades: que leur sort est entre leurs mains et qu'ils n'ont à compter que sur eux-mêmes.

La grosse difficulté est maintenant la suivante: le XI^e CEI comme on pouvait s'y attendre, confirme et rend définitive la situation créée par le X^e, c'est-à-dire la remise du parti à la minorité pour appliquer la ligne d'entrisme sui generis. Cette voie est celle de la liquidation du trotskysme en France. Comment s'y opposer ? En revendiquant les droits souverains d'un congrès du parti. Mais ces droits ont été à l'avance abandonnés par la direction de tendance. C'est la direction de tendance qui a non seulement accepté la ligne du X^e plenum mais juré obéissance à Albert, considéré dans l'accord conclu comme l'interprète infailible de cette ligne. C'est la direction de tendance qui a renoncé aux droits de direction qu'elle tenait du VII^e Congrès. Le VII^e Congrès ne l'avait pas mandatée pour cela. Ceux qui veulent déchoir le parti de ses droits ne peuvent que déchoir à sa place.

Seule la tendance dans son ensemble, réunie aujourd'hui, peut mesurer exactement ses forces et peser les chances d'une rupture (de toute façon tardive) avec le cours catastrophique du SI. Pour ma part, dans une résolution de la commission jeune et avec tous les camarades majoritaires de celle-ci, je me suis déjà engagé dans la voie que le pseudo-BP qualifie d'indiscipline et qui aboutit inexorablement - quelle que soit la décision de la tendance dans son ensemble - à notre exclusion lors du VIII^e Congrès. Les positions dans la jeunesse seront défendues ! Quant aux positions abandonnées sans

combat au X^e plenum (la direction du parti), elles ne peuvent être reconquises sans un véritable coup de force, acte de rupture délibérée de nos propres engagements, qui ne pourra que rendre plus difficile notre réintégration future dans l'Internationale.

Les camarades de la tendance apprécieront la possibilité ou non de ce coup de force. Je les appelle, en tous cas à défendre jusqu'au bout leur oeuvre de militants dans les entreprises, les syndicats ou tout autre secteur de travail du parti. Mais je les appelle aussi à ne couvrir aucune erreur passée de la direction de tendance dont je faisais partie, à revendiquer tous les droits du parti et de son congrès sans égards pour les renonciations faites en leur nom, à préparer enfin la venue d'une nouvelle direction trotskyste en France, caractérisée par plus d'opiniâtreté dans la défense de ses idées et de son parti. A ces conditions, le trotskysme vivra et triomphera.

GARRIVE

le 21 juin 1952

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE A TOUS LES MILITANTS ET DIRIGEANTS DE LA IV^e INTERNATIONALE

Camarades,

Le 27 juin, le local du parti a été pillé. Toutes les machines à écrire et toutes les ronéos ont disparu. L'équipe qui procéda à cette opération militaire s'était assurée dans les jours précédents qu'aucune mesure de sécurité particulière n'avait été prise qui eût pu compliquer sa tâche. Elle pénétra à l'heure de la fermeture du local du parti, au moyen de fausses clefs qui avaient été fabriquées un mois auparavant, au plus tard dans la dernière semaine de mai.

Ont participé directement ou indirectement à l'opération: Frank, M. Mestre, Privas, Ernesto. La direction en a été assurée par Pablo.

La fraction minoritaire du BP et le SI n'ont pu cacher leur responsabilité dans cette affaire, mais ont tenté, dans un communiqué provocateur, de la justifier par la "mise en sécurité" du matériel du parti. Ainsi, une fraction minoritaire appuyée par le SI mais convaincue de ne pouvoir gagner à sa politique erronée les militants ouvriers trotskystes du PCI, a pris l'initiative criminelle de scissionner le parti 15 jours avant son congrès national.

Dans son communiqué de scission, elle annonçait que le congrès serait réservé aux membres du parti qui accepteraient individuellement et a priori sa direction. En clair, cela signifie que la minorité désertait la discussion, désertait le congrès du parti, désertait le parti.

L'acte accompli et les déclarations à la fois hypocrites et provocatrices qui l'accompagnent, l'initiative cynique d'une scission à la veille du congrès témoignent du caractère social petit-bourgeois de la fraction pabliste et de son degré de dégénérescence..

La fraction pabliste a fait voter par le XI^e comité exécutif que le congrès se préparerait démocratiquement et sans modifications organisationnelles: à ce moment, elle avait déjà mis au point matériellement le coup de force qui devait priver le parti de tout moyen d'expression aussi bien dans les masses que dans la préparation intérieure du congrès et avait déjà décidé de la scission du parti avant le congrès.

Son orientation, c'était la scission de la section française, l'expulsion de l'Internationale de la majorité prolétarienne du PCI, en pratique de l'ensemble de ses forces vives liées à des secteurs de la classe ouvrière.

Cette orientation ne date pas d'hier: il a fallu au pablisme un an et demi pour la réaliser sans susciter de réaction des sections de l'Internationale.

En décembre 1950, peu de temps après le IX^e plenum, Germain qui défendait encore les bases programmatiques de la IV^e Internationale et rédigeait à cette fin les "Dix thèses" qu'il a reniées depuis, conseillait à la section française de ne pas participer à la discussion internationale préparatoire au III^e Congrès mondial, en déclarant: "Pablo cherche la première occasion pour détruire la section française." Au CC du 30 juin 1952, quelques jours après la scission perpétrée par la minorité, il confirmait ses paroles de décembre 1950, en ajoutant... que ses prévisions s'étaient réalisées.

Au cours du congrès mondial, Pablo fit appliquer une série de mesures discriminatoires contre la section française: préparation fractionnelle du congrès, non-diffusion et non-traduction des documents adoptés par le congrès du PCI en vue du congrès mondial, refus de mettre au vote les résolutions présentées par la délégation majoritaire française et, en particulier, les "Dix thèses", refus de participation de délégués majoritaires français à des commissions de travail du congrès, constitution d'une "commission française", destinée à prendre des mesures organisationnelles contre une section qui avait eu le tort d'expliquer le caractère confus et contradictoire des documents présentés au congrès mondial et la nature révisionniste des positions personnelles de Pablo.

Le 16 janvier 1952, Pablo et son "Bureau du SI" remettaient en question les décisions politiques de la commission française du congrès mondial, découvraient la nouvelle ligne d'entrisme sui generis et enjoignaient au comité central qui allait se tenir quatre jours plus tard de passer à l'application sans congrès, donc sans discussion, du tournant exprimé dans une lettre du bureau du SI.

Le CC annula son ordre du jour précédent, accepta de n'examiner que la lettre du bureau du SI, accepta d'appliquer immédiatement le tournant préconisé, mais maintint sa volonté qu'un congrès préparé et tenu démocratiquement vienne clarifier l'ensemble des problèmes ainsi posés: nature et perspective de l'entrisme, nature et perspective de l'organisation stalinienne.

La réponse de pablo à cette exigence élémentaire fut la dissolution du comité central du parti sous l'inculpation de "volonté d'indiscipline" !!

Au X° plenum, l'offensive fut amplifiée contre le PCI sous la forme d'injures et de calomnies. Mais le X° plenum n'était pas encore prêt à suivre Pablo dans ses vues sur la section française. Il fallait marquer un temps d'arrêt, après l'échec du coup de force manqué du 20 janvier.

Ce furent les accords du X° plenum où le PCI obtint que se tienne un congrès démocratique et souverain, avec une liberté complète d'expression et de discussion.

Trois mois après ce congrès, le CEI serait appelé à se prononcer sur rapport de son responsable désigné pour cette période. En revanche, la majorité donnait à la fraction pablite la direction du parti en lui accordant la majorité dans le bureau politique.

L'histoire de cette direction pablite, c'est celle du sabotage du parti et de la préparation cynique de la scission du parti.

La "majorité" pablite imposée au bureau politique tenta d'interdire à la majorité prolétarienne du parti d'exprimer ses positions politiques propres dans la discussion pour le congrès. Ne pas approuver les textes de Frank était taxé d'indiscipline. Ainsi prenait tout son sens l'engagement des pablistes de tenir un congrès démocratique.

Sous le seul prétexte que la majorité prolétarienne exprimait ses positions politiques dans les discussions pour le congrès, les pablistes, contrairement au délai prévu pour le X° plenum, reposa au XI° plenum, trois mois plus tard, la question de la souveraineté du congrès.

Après un an et demi de manoeuvres, la fraction pablite voulait en finir avec la section française. Elle fit adopter au CEI:

- le rejet d'un statut du type existant en Autriche et qui eût permis de sauver tout l'acquis du trotskysme en France en réalisant les conditions de l'expérience et de la résorption des désaccords.
- le rejet de la souveraineté du congrès, la minorité devant automatiquement prendre la direction par une prépondérance dans le CC et le BP.

En réalité, le pablisme ne pouvait s'arrêter là; sa faillite politique, ses erreurs grossières, ses mensonges pro-staliniens ne pouvaient pas subir les éclairages d'un congrès, même non souverain. Il fallait scissionner avant. Et ce fut le coup du 27 juin.

La scission perpétrée par la minorité est dans la logique du pablisme. Rejeter hors des rangs de l'Internationale la quasi totalité des militants ouvriers qui font du trotskysme une réalité vivante dans la classe ouvrière française est l'un des impératifs du liquidationnisme pro-stalinien.

Mais la forme provocatrice adoptée par la scission montre que le pablisme ne pouvait se limiter à chasser les défenseurs des bases programmatiques du trotskysme. Il fallait donner à la rupture un caractère scandaleux et public, porter un coup matériel grave au parti trotskyste, tenter de le paralyser dans son action dans les masses. Tel est le sens du coup du 27 juin.

Il donne sa pleine signification à la publication dans la revue "IV° Internationale" de la résolution sur l'entrisme sui generis. Cette publication, contraire aux mesures spéciales de sécurité décidées par le X° plenum concernant la circulation intérieure de ce texte, avait pour but de porter un coup à l'activité extérieure du PCI et aussi de donner des garanties publiques aux bureaucrates staliniens: Quelle garantie supplémentaire les pablistes pouvaient-ils donner aux bureaucrates, sinon l'exclusion scandaleuse de la majorité fidèle au trotskysme. Le coup du 27 juin est une nouvelle manifestation de la servilité du pablisme à l'égard de la bureaucratie stalinienne.

Camarades,

Depuis le IX^e plenum, nous avons combattu contre le révisionnisme qui s'instaurait à la direction de l'Internationale. Ce révisionnisme pro-stalinien a débuté avec la dégénérescence de la révolution yougoslave qui a désarçonné et poussé vers le stalinisme quelques dirigeants.

L'expression claire de ce révisionnisme fut donnée par Pablo dans "Où allons-nous ?", qui substituait l'idée de blocs à la conception marxiste de la société, qui substituait les appareils aux classes comme moteurs de l'histoire, qui substituait les siècles de transition à la perspective marxiste-leniniste-trotskyiste de la dictature du prolétariat et de la marche au socialisme, qui identifiait la révolution chinoise avec Staline, qui révisait dans un sens stalinien la conception trotskyiste de la défense de l'URSS.

Camouflé au congrès mondial dans des documents confus et contradictoires, le pablisme s'exprimera pratiquement de manière de plus en plus agressive contre la section française. Pour les besoins de sa lutte en France, le pablisme désavoue ses représentants en Angleterre, en Amérique, à Ceylan. C'est pourquoi la confusion continue à régner dans l'Internationale sur la nature du pablisme: comment le révisionnisme aurait-il pu s'introduire à la direction de l'Internationale sans que tout le monde le détecte par ses conséquences pratiques ? Telle est la réponse que nous opposeront régulièrement des camarades de l'Internationale pour nous engager à la patience et à la soumission.

A ces camarades nous disons: après le coup porté contre la section française de la IV^e Internationale, d'autres coups suivront. Nous souhaitons ardemment que, comme les Curiaces de l'Histoire, les sections ne se laissent pas frapper les unes après les autres, en accusant d'impatience et d'impulsivité la victime du moment, qu'elles n'attendent pas d'éprouver chacune les preuves directes du révisionnisme installé à la direction de l'Internationale.

Nous leur disons: attendre d'être détruit pour reconnaître et pour combattre le révisionnisme, c'est une mauvaise politique. Les ruines ne convainquent personne. Elles ne renforcent pas la ligne révolutionnaire; elles renforcent le révisionnisme et lui-seul.

Camarades,

Face aux scissionnistes pro-staliniens, le comité central a décidé de maintenir le PCI. Le congrès, qui se tiendra les 13 et 14 juillet, confirmera sa décision.

Maintenir le PCI signifie maintenir le trotskysme en France, non pas comme "trotskysme dans un seul pays" mais en tant qu'arme du trotskysme international, du parti mondial de la révolution.

La lutte du PCI sur les bases du programme trotskyiste, est un atout non négligeable dans le rejet par l'Internationale du révisionnisme pabliste.

Accepter la destruction du PCI, ce serait au contraire renforcer le révisionnisme qui gangrène l'Internationale par son sommet.

Le PCI, amputé par la criminelle scission de la fraction pabliste, maintiendra fermement le programme du trotskysme et combattra sans relâche pour être reconnu comme section française de la IV^e Internationale.

Ce combat sera long, car nous n'ignorons pas que notre situation de parti exclu par la direction internationale nous aliénera momentanément le désir de compréhension de nos sections soeurs.

Mais nous avons une confiance inébranlable dans l'issue de ce combat. Notre confiance est basée sur des fondements indestructibles; elle se base sur notre certitude que le programme du trotskysme résistera victorieusement contre la révision car le trotskysme représente et condense l'expérience la plus élevée de tout le mouvement révolutionnaire et trouve chaque jour de nouvelles confirmations de sa justesse.

Elle se base sur l'existence de sections trotskyistes dans le monde, qui sont fermement attachées au programme et qui réagiront inévitablement contre la révision.

Elle se base sur notre conviction qu'il n'existe pas, dans notre Internationale, de bases objectives où la révision puisse longuement prospérer et introduire la dégénérescence.

Après avoir scissionné notre parti, le pabliste, aboutissant à ses fins longuement préméditées, nous excluera de l'Internationale. Mais le succès du pabliste sera éphémère; l'Internationale, inéluctablement redressera sa direction, brisera le révisionnisme pro-stalinien. A cette étape, la vie et la lutte du PCI agira positivement dans le sens du redressement, alors que sa ruine, si nous l'acceptons, agirait négativement.

Le pabliste nous excluera, mais nous ne cesserons de combattre pour être reconnus comme partie intégrante, comme section française de la IV^e Internationale.

Le pabliste triomphe momentanément, il nous frappe pour notre fidélité au programme de fondation de notre Internationale. Cette fidélité garantit l'avenir du PCI et son retour inéluctable dans notre Internationale débarrassée de la révision.

LE COMITE CENTRAL DU PCI

COMPLEMENT A LA RESOLUTION POLITIQUE DU 3° CONGRES

La résolution politique du 3^e congrès se borne à l'examen des problèmes soumis à la discussion par le texte cadre rédigé au lendemain de la 1^{re} session du CEI. De ce fait, il laisse délibérément de côté une série de problèmes décrétés réglés par le congrès mondial ou par le CEI.

La discussion pour le congrès s'est déroulée dans ce cadre restrictif. Il n'est pas question que le congrès aborde et tranche dans l'improvisation les problèmes discutés. L'objectif du 3^e congrès est double :

- la défense du trotskysme et du PCI contre les liquidateurs révisionnistes pro-staliniens.
- la définition de la ligne politique d'action et des méthodes de construction du parti dans la situation concrète.

I - PABLISME ET TROTSKYSME A L'EPREUVE

Les faits ont confirmé

La résolution présentée par la majorité trotskyste du parti en avril s'est trouvée dans l'essentiel confirmée par le développement de toute la situation depuis le 28 mai et le 4 juin .

- aggravation de la crise objective du régime
- dépression et paralysie du mouvement ouvrier permettant à la bourgeoisie d'intensifier son offensive
- la crise du mouvement ouvrier trouve son expression dans une crise du PCF caractérisée par :
 - . la baisse de la confiance de la base dans la direction
 - . un désarroi politique extrême accru par les retournements incessants des "lignes"
 - . l'affaiblissement du militantisme, le relâchement organisationnel, l'affaiblissement notable de la presse.
- maintien de l'influence large, faute d'autre pôle substantiel, mais rôle dirigeant émoussé sur les masses (il ne suffit plus à la direction de décider un mouvement pour qu'il entraîne les militants et les masses) ; baisses des voix légère aux élections de délégués (mines, métallurgie).
- d'autre part, l'offensive accrue de la bourgeoisie fait apparaître le PC comme le pôle de l'opposition radicale à la bourgeoisie (dans ce sens, nous pouvons parler de "resserrement"). Néanmoins, un acte aussi ouvertement arbitraire et provocateur que le fut l'arrestation et l'emprisonnement pendant un mois du secrétaire général du PCF n'a provoqué que des réactions dramatiquement faibles des masses et des militants staliniens .

Le PCF est aux prises avec la logique implacable d'une situation où la bourgeoisie doit briser l'opposition organisée à la guerre impérialiste dès son déclenchement. Dans cette voie, la bourgeoisie a avancé prudemment mais avec des succès depuis huit mois. Dans cette épreuve, le stalinisme s'est avéré incapable d'apporter la réponse politique juste susceptible de renverser la situation actuelle dominée par l'offensive de la bourgeoisie.

Les Comités centraux de janvier et février du PCI ont souligné la nécessité d'un "gauchissement" de la politique stalinienne, ayant pour but de durcir le PCF, de lui rendre le tranchant qu'il avait perdu pendant la période de collaboration gouvernementale, en réplique à la préparation accélérée de la bourgeoisie à la guerre. Mais ce "gauchissement" était défini dans le cadre du stalinisme, tel que l'a analysé Trotsky, c'est à dire comme l'une des variations tactiques du bonapartisme conservateur de la bureaucratie stalinienne "passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois" en ce sens que son existence est liée à la survivance du capitalisme dans le monde. Ce "gauchissement" c'est le gauchissement d'une bureaucratie contre-révolutionnaire qui tentera vainement de sauvegarder son équilibre et son existence, par des oscillations, des zig-zags de plus en plus incohérents et coûteux pour la classe ouvrière, aussi longtemps qu'elle gardera son contrôle bureaucratique sur les PC et qu'elle existera en tant que caste en URSS .

Les illusions pablistes

Le pablisme, expression de la petite-bourgeoisie progressiste stalinisante dans les rangs de la IV^e Internationale s'est traduit en France :

- par une estimation stalinienne de la situation : "renforcement et radicalisation de la classe ouvrière autour du PC" ;
- par l'affirmation répétée que le stalinisme a acquis une fonction différente de celle que définissait le Programme de transition :
 - . la bureaucratie stalinienne prépare l'affrontement décisif entre les classes (ce qui ne peut signifier présentement que lutte pour la révolution mondiale) .
- la "bureaucratie a cessé d'osciller", ses tendances opportunistes droitières ne peuvent plus se manifester (ce qui pour un marxiste signifie que ces "tendances" n'existent plus).

Pour la France, la fraction pabliste a traduit cette idée par l'affirmation que pour la première fois dans l'histoire le gauchissement du PCF est un processus parallèle à la radicalisation des masses. Cette affirmation révisionniste s'appuie sur une falsification de la réalité du mouvement ouvrier et sur une idéalisation mensongère de la politique stalinienne .

★

De la fonction révolutionnaire accordée à la bureaucratie stalinienne, de l'affirmation du resserrement politique et organisationnel du PCF, de la falsification ouverte des rapports des classes en France, le pablisme fait découler :

- l'impossibilité d'une politique révolutionnaire s'opposant au stalinisme ;
- l'impossibilité d'une tendance syndicale distincte de la tendance stalinienne ;
- l'inopportunité d'un parti indépendant du stalinisme (le parti indépendant n'est qu'une salle d'attente et un réservoir provisoire de l' "entrisme") ;
- le refus d'un travail fractionnel, celui de trotskystes combattant clandestinement dans une organisation ennemie pour y détruire le stalinisme et y faire triompher le trotskysme.

La base objective du pablisme est la soumission de la petite-bourgeoisie européenne de gauche à la puissance de la bureaucratie du Kremlin. De cette soumission découle la conception que ce ne sont plus les classes mais les appareils qui font l'histoire. A un stade de plus ces théoriciens se consolent - de leur reniement du marxisme ! - par une profession de foi érigeant la dégénérescence spécifique de la révolution d'octobre en schéma des révolutions à venir (les siècles de transition).

La justification théorique du révisionnisme stalinisant petit-bourgeois est que les conditions objectives ne permettent plus aux "aspects" réactionnaires du stalinisme de se manifester : le stalinisme a , pour ces théoriciens, deux faces : une face noire et une face blanche, mais de même que la lune, il présente à ces nouveaux astronomes toujours la même face et cette face est toujours blanche, car la "situation objective" lui interdit de montrer de montrer sa face noire ; ses "tendances opportunistes droitières" appartiennent définitivement au passé. La conséquence logique de cette appréciation c'est que le trotskysme, appelé par dérision "vieux trotskysme" est pour le pablisme une espèce de "maladie infantile du stalinisme". Avant Pablo, le stalinien Martinet et Pierre Naville (ancien secrétaire de l'Internationale) étaient arrivés aux mêmes appréciations .

Le pablisme, dont la base est la soumission à la bureaucratie du Kremlin, alimente et encourage un autre courant de pensée qui lui sert de camouflage : l'opportunisme. Le programme n'est rien, le mouvement est tout, répètent les opportunistes après Bernstein. La "situation objective" justifie la remise à jour des théories sur la prise du pouvoir par la majorité parlementaire ; elle justifie l'affirmation que n'importe quelle organisation ayant la confiance des masses, quel que soit son programme, peut entreprendre les tâches de la révolution prolétarienne (Attlee, Paz Estensoro, le Pope Gapone). L'intérêt de ce type d'opportunisme pour le pablisme, est de camoufler son pro-stalinisme derrière une tactique apparemment plus générale .

II - LE POINT DE LA SITUATION

1. Le frein essentiel aux luttes ouvrières a été encore une fois la politique contre-révolutionnaire du stalinisme. Le tournant " gauchiste " pris à la suite du CC de janvier, a isolé l'avant-garde ouvrière de l'ensemble de la classe. Se développant sur une ligne sectaire, se refusant à formuler les seuls objectifs que pouvait permettre la mobilisation des masses, à savoir le gouvernement ouvrier et paysan sous sa forme du gouvernement de front unique, le "gauchisme" stalinien a, en désorientant les masses encore plus, permis à la bourgeoisie de frapper de nouveaux coups à la classe ouvrière.
2. Les mouvements du 28 mai, bien que se développant dans une atmosphère de sympathie, n'ont rassemblé qu'une fraction limitée de l'avant-garde stalinienne. Au plus 10.000 militants du PCF ont participé aux manifestations contre Ridgway. De plus, une partie importante des cadres anciens d'entreprise n'ont pas participé à cette manifestation.
3. La raison essentielle en est que l'isolement des cadres ouvriers dans la classe (ce qui ne signifie pas l'hostilité de celle-ci) s'est trouvé accru par le sectarisme gauchiste des dirigeants du PCF. Ces cadres ouvriers d'usine, infiniment plus durement que les cadres locaux, ressentent l'isolement dans lequel les plonge la politique stalinienne .
4. Les grèves du 4 juin se sont soldées par un échec évident. Au travers de ces grèves, et de l' "auto-critique" consécutive du CC, apparaît clairement le désarroi qui a régné dans les sommets du PCF. Rappelons brièvement qu'après l'arrestation de Duclos
 - le 31 MAI 1952 l'UD CGT de la RP lance l'ordre de grève générale .
 - le 1^o juin, le CCN de la CGT donne l'ordre de grève sur le tas, et charge le Bureau confédéral de coordonner l'action jusqu'à un mouvement de grève générale ;

- le 2 juin, l'UD CGT de la RP s'aligne et lance l'ordre de grève sur le tas à partir du 4 juin ;
- le 3 juin, la Fédération des cheminots lance l'ordre de grève générale à partir du 4 juin .

L'ordre de grève générale des cheminots isolés, alors que les cheminots ne pouvaient débrayer massivement qu'à un très haut niveau de la lutte des masses, traduit clairement le désarroi de la direction stalinienne. La "ligne Billoux" dictée du Kremlin s'est avérée être une orientation particulièrement néfaste dans les secteurs où le PC ne réussit pas même à débrayer ses cadres (cheminots, mineurs, métro ... etc.)

L'ensemble de l'action, bien qu'elle ne se heurtait à aucune hostilité des masses qui sont contre la répression gouvernementale, aboutit à un échec. Cet échec, qui est un échec pour toute la classe ouvrière, mais qui met en jeu l'existence légale du PCF, a précipité la direction dans une autocritique hâtive et un nouveau tournant.

5. Le virage droitier esquissé par le rapport Fajon fait succéder au gauchisme verbal de Billoux une orientation vers un nouveau Front national de collaboration des classes pour l'indépendance. Comme le soulignent les résolutions de janvier et de février de notre CC, le stalinisme est incapable de définir une politique conséquente de Front unique de classe pour le pouvoir et oscille de l'ultimatum sectaire (le parti communiste seul) à l'union nationale de collaboration de classes.

Néanmoins cette orientation, précisée par l'appel de Duclos, pourrait permettre certaines réalisations de front unique et ouvrir la voie à des actions unies des masses, retrouvant et renforçant leur combattivité et poussant les direction à s'engager plus avant dans le front unique.

En réalité les exigences de Moscou laissent peu de chance au développement d'un tel cours et il faut prévoir un nouveau virage gauchiste et sectaire qui sera suivi de zig-zags de plus en plus brutaux et incohérents, expression des contradictions internes de la bureaucratie soviétique dont l'équilibre bonapartiste approche de l'échéance finale.

6. La situation créée par l'échec du 4 juin doit être examinée de près. L'objectif de la bourgeoisie française, soumise aux injonctions du Pentagone, est la destruction du PC et de toute opposition organisée à la politique impérialiste orientée vers la guerre.

Depuis huit mois, la bourgeoisie, en dépit de son extrême faiblesse et de la décomposition avancée de son régime, a marqué toute une série de points dans son offensive. Les réactions de la classe ouvrière, paralysée par la division, ont été faibles, sporadiques et se sont en général terminées par des échecs.

A la suite du 4 juin, le recul du mouvement ouvrier français s'est accentué. La possibilité de défaites ouvrières, aboutissant à la mise hors-la-loi du PCF et à l'instauration d'une dictature bonapartiste policière ouverte se dessine de manière plus menaçante. L'incapacité de la classe ouvrière à ressouder son unité de front et d'action consécutivement à la politique présente et passée de ses directions traîtres, est le principal atout de la bourgeoisie et la base même du danger. La situation pré-révolutionnaire (crise du régime) peut évoluer soit en situation contre-révolutionnaire, soit en situation révolutionnaire. Tout dépend de l'activité de la classe ouvrière et, en dernier ressort, de son unité d'action .

En effet, la classe ouvrière française n'a pas, à ce jour, subi de défaites décisives. Elle garde des réserves de combattivité qui, mobilisées par une politique conséquente de front unique, sont susceptibles de retourner la situation dans le sens d'une offensive ouvrière pour le pouvoir.

Le facteur décisif pour la période est la définition et la réalisation du front unique pour le gouvernement communiste socialiste. Un deuxième facteur peut retourner le cours actuel : c'est l'explosion révolutionnaire de l'Afrique du Nord, qui mettrait le feu aux poudres en France .

*

Il convient surtout de replacer la situation française dans la situation internationale dominée par la dynamique de la révolution chinoise, des luttes révolutionnaires des pays coloniaux et semi-coloniaux.

L'éventualité d'une défaite grave du mouvement ouvrier français se situerait dans une situation mondiale révolutionnaire. En ce sens, il est possible d'exclure une défaite décisive, un écrasement de la classe ouvrière ouvrant une période de stabilisation réelle de la bourgeoisie. La bourgeoisie ne dispose ni du temps, ni des moyens d'une telle stabilisation.

Même une éventuelle défaite de la classe ouvrière française et européenne ne saurait éluder l'échéance de la guerre civile à l'échelle internationale. Dans l'étape immédiate, des combats ouvriers se produiront . Ces combats seront difficiles et provoqueront des interventions de plus en plus violentes de l'appareil d'Etat ; en l'absence de

front unique, ils ont peu de chance de se terminer à l'avantage du prolétariat.

En revanche, ils offriront aux trotskystes, même à un trotskyste isolé dans une entreprise des possibilités sans précédent de s'affirmer en tant que représentants du programme de classe dont le besoin se fait sentir de plus en plus impérieusement, face à la trahison de la social-démocratie et aux contorsions affolées du stalinisme .

III - LES TACHES

La nature de la période immédiate, le développement inévitable de la crise du PC, les possibilités nouvelles d'intervention politique du trotskysme dans la classe ouvrière, l'analyse et la structure interne du PC telle que l'a donnée la résolution présentée à ce congrès, imposent le développement de l'activité du parti sur un double plan : les trotskystes doivent combiner construction du parti indépendant et un travail fractionnel dans les organisations stalinienne et le PCF.

Dans la période immédiate, le travail indépendant est la principale voie de développement. Cela tient d'une part à l'écho que doit trouver une politique révolutionnaire conséquente dans l'avant-garde ouvrière et spécialement chez les militants communistes ; d'autre part, à la nature et au régime intérieur du PCF, parti stalinien type, actuellement encore solidement contrôlé par la bureaucratie, dans lequel les possibilités de propulser une tendance, un courant, sont pratiquement nulles pour une période encore .

Le travail fractionnel doit cependant être une tâche de premier plan à l'issue du congrès. Il représente l'investissement nécessaire de forces qui, prudemment, clandestinement, sur une perspective de longue haleine, poseront des jalons pour une autre étape : celle du développement des luttes dans le sens de la guerre civile, développement qui passera inévitablement au début, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire, par l'organisation traditionnelle bénéficiant de la confiance des masses. L'expression de la lutte révolutionnaire des masses à l'intérieur du PC provoquera inéluctablement une différenciation de tout ou partie de cette organisation avec la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin. Les trotskystes doivent intervenir activement au début de cette différenciation par une tactique que nous avons le devoir de préparer par l'édification patiente d'un travail de fraction et que le parti indépendant préparera de son côté en exprimant dans la propagande et dans l'action les aspirations communistes des militants et des masses, en opposition aux appareils .

Les scissionnistes pablistes, utilisant la nécessité d'un travail de fraction dans le PCF (travail qu'ils ont combattu avant le 7° congrès et jusqu'à janvier 52 sous prétexte qu'il n'y a plus possibilité de crise du PCF) ont défini sous le nom "d'entrisme sui generis" une politique de liquidation du trotskysme.

Ceci s'exprime par le rejet d'une conception fractionnelle et clandestine de l'entrée, par la publicité scandaleuse faite autour de l'entrée, par la réalisation de la scission du PCI qui est une garantie de loyauté donnée par le pablisme aux bureaucrates staliniens .

La résolution Frank réduit le "travail indépendant" à une simple ruse pour tromper le parti, car elle nie à ce secteur toute politique indépendante du stalinisme et toute activité réelle. Elle est la prolongation du sabotage systématique du parti par la minorité disposant de la direction entre le X° CEI et le coup de force du 27 juin .

La scission perpétrée par le pablisme est un rude coup pour le trotskysme. Elle affaiblit les possibilités du parti. Il est nécessaire de réajuster les tâches aux forces réelles, de centraliser plus fortement l'activité, d'intensifier la vie politique de l'organisation, de renforcer son niveau théorique, de donner une place importante à l'éducation.

Restant ferme sur le programme du trotskysme, le PCI surmontera les inévitables difficultés présentes. Par son sérieux organisationnel, par sa capacité politique, il sera un facteur de poids dans la réaction de la IV° Internationale contre le révisionnisme pro-stalinien qui gangrène sa direction.

oooooooo

(majorité du PCI)

Les mesures bureaucratiques dont le Secrétariat international a frappé la section française marquent l'entrée de la IV^e Internationale dans une phase nouvelle de son histoire, la plus périlleuse qu'elle ait encore traversée. En même temps, elles bouleversent les conditions de travail politique du PCI et lui imposent des tâches d'un genre nouveau .

1. La crise qui a abouti aux mesures prises contre le parti français est avant tout la crise de la direction internationale de notre mouvement. Au terme d'une évolution politique amorcée il y a seulement deux ans, le Secrétariat international, désormais dirigé contre le programme et les organisations du trotskysme, est devenu le Centre révisionniste et le centre liquidateur par excellence de la IV^e Internationale .

Si les cadres trotskystes internationaux ne reconquièrent pas la direction du mouvement qui est le leur, l'Internationale sera dans la guerre livrée pieds et poings liés à ses ennemis. La tâche la plus haute du PCI est par conséquent d'oeuvrer au redressement de l'Internationale ; oeuvre de longue haleine, ce redressement passe par une lutte politique implacable contre les dirigeants internationaux faillis, lutte qui ne pourra s'achever que par leur disparition politique ou leur complète auto-critique.

2. Comme par le passé, et sans que l'existence de la fraction pabliste puisse rien y changer, notre perspective pour la construction mondiale de la révolution socialiste passe par la IV^e Internationale telle qu'elle est, avec son programme et ses statuts, son ordre organisationnel, et ses sections. Ceci exclut de notre parti toute tentative de "regroupement" international et poursuivant les mêmes buts de réintégration et de redressement de l'Internationale, se plaçant sur un terrain de rivalité avec la IV^e Internationale telle qu'elle est, et pour toute coordination avec des groupes extérieurs, susceptibles de créer une entrave dans la mobilisation ultérieure de l'ensemble des sections et directions nationales contre le révisionnisme du SI. Toutefois, la direction pabliste sera de plus en plus amenée à mettre ou à laisser hors de l'Internationale d'authentiques groupes trotskystes . Une collaboration peut être engagée avec de tels groupes, mais seulement sur la base d'un accord politique :

- a) sur le programme de transition et la défense de l'URSS en particulier.
- b) sur l'analyse de la période
- c) sur la fidélité à l'Internationale.

A condition d'être fondée sur cette base de principe, une telle collaboration pourra, non pas nous détourner, mais nous rapprocher de notre objectif central : la réintégration dans l'Internationale.

3. La réintégration dans l'Internationale devra être le mot d'ordre central des interventions internationales du parti et faire l'objet d'une campagne permanente en direction des sections et de leurs militants . Notre tâche actuelle est de les saisir d'un appel sur le thème : "Halte à l'exclusion", en leur demandant d'exiger la traduction, la communication et la discussion des principaux documents de la crise française .

Nous ne devons pas nous cacher que le CEI mis une fois de plus par le SI devant le fait accompli, ne pourra qu'enregistrer notre exclusion . Nous respecterons alors la légalité de notre Internationale, et abandonnerons extérieurement le titre de section. Mais nous continuerons vis-à-vis de l'Internationale à remplir les obligations d'une section . Le parti transmettra périodiquement au CEI et à toute l'Internationale un rapport détaillé de son activité. Par la suite, le Comité central devra saisir le CEI et les sections de propositions concrètes pour notre réintégration dans le mouvement international. Toute proposition ou contre-proposition émanant du SI, du CEI, ou d'une de leurs membres, ou d'une section, sera mise en discussion au BP après convocation du CC en session extraordinaire. Le congrès du parti aura seul pouvoir de les accepter . Nous lions cette lutte pour la réintégration dans le mouvement international, ainsi qu'un plan de réunification en France, à la campagne pour la préparation du IV^e congrès mondial démocratiquement et en conformité avec les statuts .

Dans la campagne de réintégration nous ne poserons aucune condition quant à l'orientation de l'Internationale, nous exigerons le respect des droits d'une direction élue de section, dans le cadre du centralisme démocratique international. Il n'en reste pas moins que notre campagne de réintégration est une activité hautement politique. Le "Livre rouge sur la lutte du SI contre le parti français" doit fournir dans les plus brefs délais à l'Internationale en même temps qu'une riche documentation sur la méthode pabliste de liquidation des partis, un large exposé sur les questions de programme mises en jeu.

4. Notre perspective de réintégration découle de notre profonde communauté d'idées avec les cadres révolutionnaires groupés dans les sections de l'Internationale. Leur faire parvenir nos documents et nos idées sera plus facile sous le régime de l'exclusion que sous le régime intérieur (imposé) par le centre pabliste dans la dernière période. Mais le dialogue et l'échange d'expériences avec eux sera considérablement entravé.

Les autres sections de l'Internationale traversent ou vont traverser, du fait de l'orientation du SI, une crise analogue à celle de la section française. Elles disposeront seulement de circonstances moins favorables à la clarification politique. Aussi le regroupement des forces est-il en général loin d'être achevé. L'équivoque quant à la nature des "tournants tactiques" du SI ou de ses perspectives sur le stalinisme, règne encore dans la plupart des partis et des directions, et permet de pratiquer le bluff de la "majorité pabliste écrasante". Le SI a seulement réussi à recruter, dans quelques rares sections et parmi des éléments de direction découragés, une mince phalange de pablistes authentiques. D'un autre côté, plusieurs signes avant-coureurs attestent de la vigilance et de la vitalité politique des cadres trotskystes, qui les pousse indépendamment de toute intervention de notre part, à réagir contre le pabliste.

Ces réactions, inévitables et qui iront en s'amplifiant, sont encore insuffisantes pour provoquer l'ouverture d'une discussion internationale sur la crise française (en vue de notre réintégration) et sur la question du stalinisme (pour le redressement de l'Internationale). Or, à défaut d'une telle discussion, les noyaux de résistance se feront rejeter un par un, sans profit, et risqueront de fléchir d'un côté ou de l'autre dans la défense du programme trotskyste. Il nous appartient précisément de créer les conditions de la discussion internationale.

5. Chaque section devra faire son expérience propre du pabliste, en aborder la critique à sa manière. Mais sous peine de faillite, l'expérience et l'apport politique de chaque section doivent pouvoir être portés à la connaissance des autres. Ce qui ne trouve pas de place dans le Bulletin intérieur du SI ou dans "IV° Internationale", publications de plus en plus pauvres de contenu, doit en trouver une dans une revue théorique qu'éditera le parti selon des modalités financières que le BP précisera après étude dans les plus brefs délais. La difficile mission de cette revue consistera à susciter les discussions internationales, disparues de la vie du mouvement depuis des années. Dans ce but, son comité de rédaction, avec l'aide de tout le parti, devra fournir à la revue :

- a) Un matériel politique sur les problèmes internationaux actuels, ceux en particulier qui ont été laissés sans conclusion valable par l'Internationale (Chine) ou qu'elle a déclarés tabous (situation internationale, crise du stalinisme) ;
- b) des analyses critiques de l'activité de l'Internationale durant les dernières années dans son travail politique (discussion sur le glacis, affaire yougoslave, question chinoise, préparation et déroulement du 3° congrès mondial) ;
- c) des informations abondantes sur la vie de l'Internationale et des traductions d'articles de discussion parus à l'étranger.

Un "Bulletin international" du parti éditera tous les documents qui ne pourront paraître dans la revue. Les plus grands efforts devront être faits par le parti pour la diffusion internationale et nationale de la revue, ainsi que pour l'utilisation rationnelle par les cellules des matériaux de la revue et du bulletin. En fonction du programme de publication, le Bureau politique étudiera un plan destiné à développer l'étude des problèmes internationaux et la connaissance des sections soeurs dans les rangs du parti. "La Vérité" de son côté devra faire plus encore pour populariser la lutte des partis de l'Internationale.

6. Une commission internationale du Comité central aura dans ses attributions :

- le travail de documentation sur la vie de l'Internationale
- l'édition de la revue et du bulletin international
- la correspondance internationale
- l'application des directives du CC sur la campagne de réintégration.

ooo

o

RESOLUTION SUR LA SITUATION DANS LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

Adoptée à l'unanimité par le
Comité central d'octobre 1952
(minorité du PCI)

Le 3^e congrès mondial a souligné l'importance de comprendre que le Kremlin, les directions et les masses travailleuses dirigées et influencées par les partis staliniens ne forment pas un tout indifférencié. Pour analyser correctement la politique et la crise du PCF, nous devons saisir le mouvement propre de chacun de ces trois éléments et l'action qu'ils ont les uns sur les autres. De plus, nous ne pourrions comprendre chaque événement conjoncturel qui apparaît dans ce parti que si nous le replaçons toujours dans la perspective internationale définie par le 3^e congrès mondial, comme celle de la préparation à la guerre et à la révolution mondiale.

Perdre de vue ces deux aspects essentiels : l'analyse interne du mouvement stalinien et la perspective internationale pour aborder ce mouvement condamne à une politique impressionniste qui subirait la pression de chaque fluctuation et nous empêcherait de nous accrocher d'une façon suivie et méthodique à la réalisation de notre orientation et de nos tâches.

1) - La politique du Kremlin qui s'exprima dans le congrès du PC de l'URSS montre la contradiction interne qu'elle contient. D'une part, il cherche à éviter la guerre et la révolution en offrant la coexistence pacifique aux bourgeoisies; mais la préparation ininterrompue de celles-ci à la guerre empêche cette offre d'aboutir à une ligne cohérente. Les PC voudraient trouver un accord avec la bourgeoisie de leur pays sur la base d'un retrait hors de l'influence de la politique américaine, mais le refus de celle-ci les place dans l'obligation de lui opposer les masses sous une forme ou sous une autre. Cette utilisation du mouvement ouvrier en fonction de l'attitude de chaque bourgeoisie face aux USA et à ses fluctuations amène les PC à avoir une politique sans ligne suivie. On ne peut plus parler d'une politique internationale du stalinisme exprimée uniformément par tous les PC comme ce fut le cas lors du Front populaire ou du pacte germano-soviétique. Les thèses du Kominform ne sont qu'une directive générale pour chaque PC qui doit agir et réagir selon la bourgeoisie de chaque pays et selon les fluctuations de chacune d'elle.

2) - De là découle la nécessité pour la direction du PCF de trouver la ligne correspondant aux besoins du Kremlin plus ou moins par elle-même. Cette situation a révélé la faiblesse politique de cette direction aggravée par l'absence de Thorez, son caractère foncièrement opportuniste et impressionniste, son incapacité à définir une ligne concrète et à s'y tenir. Les tournants, fluctuations, critiques et autocritiques de l'année en cours ont mis en lumière la faiblesse de cette direction, même pour les militants du PCF. Cette direction se trouve sans arrêt prise entre les besoins réels des masses qu'elle contrôle et la recherche d'appliquer la politique illusoire du Kremlin. Bien qu'entièrement soumise au Kremlin, elle subit le fait d'être à la tête des masses et est amenée à faire sans arrêt des tournants et des autocritiques car ces deux faits ne se concilient pas.

3) - L'article de Billoux-Thorez était un essai de reprendre contact avec les masses et de ressouder le parti aspirant à une politique plus efficace d'une part et de s'engager dans une lutte plus active contre la bourgeoisie préparant la guerre d'autre part.

La bourgeoisie était caractérisée comme "ayant trahi les intérêts nationaux" en tant que classe. C'est à dire que la direction du PCF abandonnait l'espoir de l'arracher au Pacte atlantique. Il en découlait un quasi abandon des campagnes de signatures pour la paix et la mise en avant des contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat et entre la métropole et les colonies. La lutte pour la paix devenait la lutte pour le socialisme contre l'ensemble de la bourgeoisie.

C'était un exemple de ce que la situation de préparation impérialiste à la guerre peut amener les PC à faire même lorsque cette lutte de classe de fait reste couverte de mots d'ordre patriotiques et de positions absolument fausses sur un problème crucial comme celui du front unique ou très confuses sur celui du gouvernement. Ces positions gauches ont eu un gros écho dans le parti, notamment dans sa base ouvrière qui ne peut être totalement supprimé.

4) - Les manifestations du 28 mai et du 4 juin présentent plusieurs caractères. En soi, elles n'étaient pas fausses. Un parti ouvrier de masse peut et doit organiser de tels combats qui, d'ailleurs correspondaient au désir d'action des militants. Mais lancées comme elles le furent, elles ne pouvaient aboutir à de grandes manifestations de masse. Elles n'étaient pas préparées politiquement ni par tout le cours antérieur de passivité, de campagnes platoniques pour la paix, ni par les efforts d'éducation

faits depuis l'adoption de la ligne Billoux-Thorez. Il était impossible de surmonter la méfiance des travailleurs, de les ressouder aux militants du PCF, uniquement par quelques discours au CC, malgré la sympathie des travailleurs pour l'action du PCF et, dans ce sens, ces manifestations étaient aventuristes et révélaient le caractère bureaucratique de cette direction qui pense pouvoir diriger les masses par ordres et appels sans préparation politique suffisante .

5) - Mais il faut remarquer que cette façon de préparer ces manifestations n'était pas le produit logique et inévitable des directives de Thorez, des articles de Billoux et des décisions du CC . Au contraire, Thorez (comme les "Cahiers de Duclos" le révélèrent) insistait sur la nécessité de reprendre contact avec les masses patiemment, en tenant compte des différences locales et corporatives, en faisant pénétrer la nouvelle ligne dans les masses peu à peu , à travers des actions raisonnablement proportionnées .

6) - Ces manifestations, bien que n'étant pas des défaites, n'ont évidemment pas abouti à ce qui était leur objectif : ressouder dans la lutte les larges masses au parti, combler l'écart entre l'avant-garde et les masses, et ont même accentué le décalage entre les masses et le PCF.

Alors, on vit cette direction dans le plus grand désarroi . Au lieu de dire que la ligne politique gauche était meilleure mais avait été appliquée d'une façon aventuriste, la direction, à la faveur de la critique des manifestations, rejeta des aspects importants de cette ligne . Elle rejeta l'enfant avec l'eau sale de la baignoire . Ce fut la longue suite de critiques et d'autocritiques . La critique du caractère aventuriste de la préparation de ces actions est acceptable. Mais elle est fautive en oubliant un élément essentiel : ce qu'il faut critiquer n'est pas seulement le manque de préparation durant les quelques semaines qui précédèrent, mais toute la politique antérieure qui allait dans un tout autre sens, et qui a créé une profonde méfiance dans les masses à l'égard de la direction du PCF . Même une politique entièrement correcte ne pourrait, du jour au lendemain, recréer la confiance dans les masses et réparer les méfaits du passé. A cela s'ajoute le fait que des raisons objectives comme la crainte du chômage pèsent dans le même sens que cette méfiance et rendait encore plus difficile une brusque mobilisation .

Au lieu de voir tout cela la direction n'eut qu'un réflexe : elle pensa que c'était parce qu'elle était trop à gauche qu'il y avait eu cet échec et elle vira sur la droite. Par là, cette direction montre son incapacité à impulser, à guider, à préparer et à aider le développement révolutionnaire des masses. Ceci ne peut se faire, même avec une politique juste, que par une longue période de constance dans l'orientation et l'éducation des masses. Même si cette direction se trouve dans l'avenir à la tête du mouvement révolutionnaire, ce ne sera que poussée et contrainte par lui. D'autres facteurs poussèrent certainement dans le même sens que sa propre tendance droitiste opportuniste effrayée par le résultat des actions de mai-juin qui lui révélait sa coupure avec les masses : la peur de voir se développer une politisation et un gauchissement de la base ouvrière en dehors de son contrôle que révélait l'activité de Marty et de Tillon .

- La pression de l'aile petite-bourgeoise du parti et de ses alliés, dont Pierre Cot exprimait publiquement les idées sur la "coexistence pacifique extérieure et intérieure".

- L'attitude d'opposition à l'orientation pro-américaine d'une partie de la bourgeoisie moyenne, qui expriment les embarras du gouvernement sur les questions allemande, tunisienne, marocaine .

- L'éditorial de "Paix et démocratie", organe du Kominform, préconisant énergiquement le Front national uni pour la France .

7) - Ce glissement droitier a conservé un certain nombre d'éléments introduits par le tournant gauche Billoux-Thorez. Il n'abandonne pas l'idée de la nécessité de lutter pour le socialisme, ni la nécessité de continuer l'organisation des luttes revendicatives. Mais il replace l'activité essentielle du PCF sur la ligne de l'exploitation des contradictions entre les impérialismes et entre les différentes couches de la bourgeoisie . En même temps pour l'activité pratique, il remet l'accent sur les campagnes platoniques pour la paix sous la forme de la préparation du congrès de Vienne.

8) - Aujourd'hui la ligne du PCF est sans assurance . Le PCF mène une triple campagne pour le congrès de la paix, pour la révision des salaires et pour le front national uni . Mais la liaison entre les trois est artificielle et la place de chacune est mal assurée . En fait, la direction semble attendre la fin du congrès du PC de l'URSS et le retour de Thorez pour surmonter ses difficultés dont la crise Marty-Tillon n'est pas la moindre .

Une certaine différence se manifeste entre la politique générale et la politique ouvrière. Celle-ci, bien que gênée

par la politique fautive sur le front unique de parti à parti et le manque de perspective sur la question du gouvernement se mène néanmoins sur une ligne plus correcte : recherche des mots d'ordre correspondant à chaque corporation, propositions qui bien que confuses sont sur la ligne du front unique entre les centrales syndicales, introduction d'une certaine démocratie dans les syndicats. Par ces côtés, cette politique syndicale reste assez constante et, de toutes façons, constitue un élément progressif permettant à la pensée politique de la base ouvrière de s'exercer.

9) - Le mot d'ordre du Front national uni est le démarcage pur et simple de la directive du Kominform. Les rapports de Duclos au CC et les articles sur ce sujet ne font que reprendre mot à mot l'éditorial de "Paix et démocratie". Ceci pour marquer la discipline de la direction, mais surtout parce qu'elle ne peut rien dire de concret sur ce mot d'ordre dans la situation française actuelle. La recherche des alliés pour constituer un tel front national uni n'a, jusqu'à maintenant, donné aucun résultat, et ne peut que difficilement en donner d'importants .

Nous ne critiquons pas ce mot d'ordre avant tout pour sa forme patriotique . Bien sûr, celle-ci ne constitue pas un élément favorable, mais elle est secondaire par rapport au fond. Celui-ci n'est plus l'organisation de la lutte des peuples colonisés et des travailleurs, mais la recherche d'alliés bourgeois ou petits-bourgeois, dans l'espoir d'exploiter et d'accentuer le mécontentement des couches de la bourgeoisie au sujet de la politique atlantique et d'amener au pouvoir un gouvernement favorable à la diplomatie soviétique . Le caractère utopique d'une telle perspective ne peut qu'amener dans un avenir pas trop éloigné la base à redoubler de doutes et de questions, quant à la justesse et à l'efficacité de la ligne .

10) - Sur la question cruciale du front unique entre les partis ouvriers, la ligne de la direction est plus sectaire que jamais, et ceci malgré les pas en avant qui avaient été réalisés durant la période précédente (articles de Fajon). Le Front national uni a ainsi le caractère essentiel de s'opposer au front unique de classe et ceci constitue sa véritable nocivité. En outre, le front unique entre le PCF et le PS permettrait d'associer au front de la classe ouvrière les couches les plus pauvres de la petite-bourgeoisie qui constitue une partie importante de la clientèle du PS, couches que la classe ouvrière doit à juste titre entraîner dans sa lutte contre le capital . Le front unique de parti est le seul moyen de le faire, à la différence de la politique de la direction du PCF qui exploite ce sentiment juste des ouvriers pour faire accepter la politique du Front national uni.

Nous devons combattre, expliquer, argumenter sans arrêt sur cette question qui touche le militant communiste dans son activité journalière. La direction lui a donné la directive de faire l'unité d'action avec l'ouvrier socialiste, et les couches petites-bourgeoises pauvres influencées par le PS et il veut l'appliquer car il en voit la nécessité . Mais la politique sectaire l'en empêche . Nous devons partir de là pour l'aider à comprendre la nécessité d'une véritable politique de front unique, non seulement à la base, mais aussi au sommet . De même, nous devons partir de l'idée que se font les militants du "gouvernement véritablement français" qu'instaurerait le Front national uni pour en montrer la fausseté. Pour les militants, c'est un gouvernement qui résoudra les problèmes du pain, de la paix et de la liberté, ou tout au moins qui sera un grand pas dans cette voie. Lecoq, dans son discours au CC le confirme dans cette idée en disant que le Front national uni est un "objectif limité et immédiat", mais qui reste sur le chemin du socialisme. Nous devons montrer que le programme de ce gouvernement, en ne s'attaquant pas à la structure capitaliste, ne peut ni enthousiasmer les masses, ni être un pas vers le socialisme .

11) - La campagne pour le congrès de la paix est certainement une source de critiques dans l'avenir car chaque militant voit son peu de résultats . Il voit que, même les couches ouvrières et petites-bourgeoises qui avaient été touchées dans le passé, s'en désintéressent maintenant . De plus, son esprit critique a été éveillé sur cette question par l'argumentation qui avait été développée au CC pour exposer la ligne Billoux-Thorez.

En général, on peut constater que la politique actuelle du PCF manque totalement de tâches et de perspectives concrètes . Peut-être pour la première fois, cette direction est dans l'incapacité de définir concrètement une politique correspondant à la manière stalinienne de défendre la politique de la bureaucratie soviétique .

LA CRISE MARTY-TILLON

12) - Cette crise, en dehors de l'exploitation politique que nous devons en faire, révèle et éclaire le processus interne du mouvement de masse qu'influence et dirige le PCF . De ce point de vue, l'aspect le plus remarquable qui est éclairé est la recherche inévitable par cette masse d'une politique plus juste, plus révolutionnaire, malgré l'appareil bureaucratique et malgré les tournants

et les retournements de la direction. La politique de celle-ci n'est pas sans influence sur le mouvement de la base, elle peut le freiner, l'accélérer, le faire dévier ou réussir à le rendre quasi imperceptible du dehors, mais, quelle qu'elle soit, elle ne peut empêcher la situation objective d'avoir des effets sur cette masse ouvrière. Les lois du mouvement des masses ouvrières sont plus puissantes que toutes les directions petites-bourgeoises bureaucratiques, même au sein des organisations qu'elle contrôlent.

13) - Les sanctions contre les deux leaders et les explications qui les ont accompagnées révèlent l'existence au sein du PCF d'un courant de gauche inorganisé et sans moyen d'expression, mais assez puissant pour qu'il se reflète dans le comportement de deux dirigeants. La place et la réputation de ceux-ci, les liens qu'ils ont avec les éléments les plus décidés (anciens FTP) expliquent d'une part pourquoi ce sont eux qui ont subi cette pression de la base et d'autre part la nature de cette pression.

Cette place et la personnalité des deux sanctionnés caractérise déjà le courant qu'ils expriment comme un courant de gauche aspirant à une ligne plus active et, même si c'est plus confusément, plus révolutionnaire.

14) - Les divergences politiques révélées révèlent et confirment cette appréciation. Toutes les positions attribuées par la direction à Marty-Tillon vont dans un tel sens : politique en 1944, inefficacité des campagnes de paix, caractère de la liaison avec l'URSS, politique de front unique avec les dirigeants socialistes, inéluctabilité de la guerre. Mais si toutes ces positions n'étaient pas celles de Marty-Tillon, le fait que la direction éprouve le besoin de les combattre ouvertement est de la première importance, car ceci révèle qu'elles existent dans le PCF et avec suffisamment de force pour qu'il faille les dénoncer avec autant d'éclat.

Ceci doit nous faire comprendre que la vraie source de la crise est dans la politique et dans l'évolution à gauche, non pas de deux dirigeants, ou de quelques éléments, mais de larges couches du PCF et de sa zone d'influence. D'ailleurs, le fait de choisir un moment d'inactivité des masses et d'inquiétude dans le parti sur l'opportunité d'actions directes après le 28 mai, pour ouvrir la crise, est révélateur de la liaison qui existe entre la base politique de celle-ci et l'activité révolutionnaire des masses. C'est parce qu'il s'agit de frapper le courant de gauche que la direction frappe à un moment de moindre activité des masses.

Nous pouvons dire que pour la première fois dans l'histoire du PCF existe un large courant à gauche et même une crise sur la gauche ou sous une forme fragmentaire et confuse est posé le programme d'un nouveau parti. L'absence d'un tel état de chose a été un frein au développement du trotskysme dans le passé. Aujourd'hui, nous nous trouvons en face d'une nouvelle situation, qui confirme notre orientation et qu'exprime la crise présente.

15) - L'objectif de la direction, en ouvrant publiquement une telle crise, est triple. D'abord, elle veut briser immédiatement la constitution de "deux directions". Ensuite, elle sait qu'elle devra, dans l'avenir, avoir recours à nouveau à une politique gauche pour combattre les préparatifs de guerre et la bourgeoisie en guerre. Elle doit à l'avance briser tout ce qui pourrait dérober une telle activité à son contrôle. Pour la bureaucratie, garder étroitement en main les masses, surtout lorsqu'elle les oriente vers une lutte active, est le point capital de toutes ses préoccupations. Enfin, et dans le même but, elle doit terroriser la base en voie de politisation et lui interdire de penser par elle-même, tant sur la politique passée, que présente, ou à venir. Le fait que la direction ne se contente pas des calomnies habituelles montre bien que ce sont des idées qu'elle veut faire disparaître afin de garder tout son contrôle. En même temps, ceci révèle la force de ces idées.

16) - Les conséquences immédiates en ce qui concerne Marty-Tillon sont difficilement prévisibles : vont-ils faire ou non leur autocritique, vont-ils être exclus, vont-ils tenter de construire un nouveau parti ? Tout cela dépend de facteurs que nous ne connaissons pas. Mais les conséquences générales sont très nettement perceptibles.

D'abord il est certain que cette rupture au sein de la direction, surtout après une période d'autocritique qui révèle sa grande incapacité, a diminué le prestige et donc le pouvoir de la direction. Le prestige de Thorez, qui se trouvait en dehors des événements, est certainement resté intact, mais il pourrait aussi en souffrir, dans la mesure où son retour ne correspondra pas à une réaffirmation d'une ligne plus claire, plus efficace.

Une autre conséquence qui est, elle, de la plus grande importance est que cette crise, en éclairant "les problèmes de la politique du parti" qui se posent, va accélérer et approfondir la politisation et l'esprit critique de la base ouvrière. C'est à dire le renforcement d'un courant gauche, même s'il reste longtemps encore inorganisé et sans expression publique. En fait, on peut dire que sous une

forme stalinienne, bureaucratique, prenant la forme d'un monologue ayant la sanction et l'obligation de l'autocritique comme argument, une discussion est ouverte dans ce parti. Et ceci, malgré le vote unanime des résolutions condamnant Marty et Tillon. Bien entendu, la direction réussira à clore les bouches et à terroriser les mécontents. Mais cette compression de l'esprit critique ne fera que lui donner plus de force aux étapes suivantes .

17) - Ceci constitue la perspective de cette crise : le renforcement des conditions pour le développement d'un courant de gauche dans la base de masse au sein du PCF et des organisations qu'il contrôle .

Même si Marty-Tillon rompaient avec le PCF, ils ne pourraient à l'étape présente constituer un parti capable de modifier considérablement le rapport de force interne à la classe ouvrière d'ici la guerre. Malgré leur prestige, ils ne pourraient entraîner avec eux une couche importante de l'avant-garde organisée dans le PCF, même parmi les membres de ce parti qui partagent leurs critiques. La forme donnée à la discussion politique ne pousse d'ailleurs pas à rompre, même lorsqu'il y a accord avec les idées de Marty-Tillon telles que la direction les expose . En effet, l'essentiel des divergences est placé sur des problèmes du passé, et bien qu'il existe un lien profond avec les problèmes d'aujourd'hui, il est peu probable qu'il soit nettement vu par les militants .

18) - Les leçons que nous devons tirer de cette crise sont les suivantes :

Avant tout, elle constitue une confirmation véritablement éclatante de l'analyse du 3° congrès mondial, dont une des conclusions capitales, et peut-être la plus contreversée, était précisément l'inévitabilité de la naissance d'un courant de gauche dans les organisations de masses sous l'influence des conditions de préparation à la guerre, y compris dans les partis staliniens, où plus particulièrement se trouveraient soulevés les problèmes politiques les plus élevés, tout en ne provoquant pas de rupture . C'est sur cette analyse que nous avons explicitement une confirmation par les faits.

Nous devons en tirer la certitude renforcée que ces conclusions du 3° congrès mondial peuvent et doivent être notre guide pour toute une période à travers toutes les fluctuations de la politique stalinienne (tournants, glissements ... etc.) qui, par rapport à notre ligne, ne sont que conjoncturels . Notre ligne se base sur ce qu'il y a de fondamental dans la situation et non sur l'épido-dique et le superficiel.

Une autre leçon plus pratique est la nécessité et la vérification de l'entrisme sui generis. Sans un centre politique et organisationnel hors du mouvement des masses , il est très difficile, sinon impossible, d'agir avec fruit dans celui-ci. Cette crise montre également le caractère stupide des arguments s'appuyant sur l'existence du gépéou ... etc. contre notre orientation. En fait, après une première période où le terrorisme bureaucratique montrera une certaine efficacité, la possibilité d'une vie politique s'élargira. A première vue, l'appareil s'est renforcé ; en fait, il a subi un ébranlement considérable .

19) - Nos tâches découlent de cette analyse d'ensemble . Cette crise doit nous amener à réaliser avec encore plus d'activité et de persévérance notre intégration. D' une part par la vérification qu'elle donne de nos analyses. D'autre part, de façon à ce qu'un prochain événement de ce genre - sous cette forme ou sous une autre - ne nous trouve pas à l'extérieur, mais en mesure de trouver la liaison avec quelques éléments qui se révèlent en ces circonstances. Par elle, notre travail se trouve favorisé, par l'ébranlement et la discussion sont elle est à l'origine .

a) Le 2° secteur de notre travail ne doit pas changer de rythme à cause de cette crise : nous continuerons à nous intégrer pleinement .

b) Notre argumentation indépendante doit être axée sur la ligne suivante : ne pas pousser à une bataille ouverte pouvant conduire à la scission, nous considérons qu'aujourd'hui celle-ci servirait plus le désir d'épuration des dirigeants que la politisation des militants - nous argumenterons en général sur la nécessité d'ouvrir librement et largement la discussion afin de déterminer la politique la plus conforme aux intérêts ouvriers.

Nous tiendrons compte, pour notre orientation pratique du fait que vraisemblablement les discussions et l'expression des divergences se manifesteront plus facilement à la première étape dans les organisations de masse et surtout la CGT plutôt que dans le PCF même, où le contrôle bureaucratique est naturellement plus constant et plus efficace.

Notre propagande doit plus que jamais expliquer et argumenter nos positions de façon à montrer aux militants ébranlés que nous avons politiquement raison . Même si nous ne pouvons aujourd'hui créer des liens organisationnels avec eux, nous créerons ainsi un lien idéologique dont nous bénéficierons à l'avenir .

LETTRE A PIERRE FRANK, 10 rue de Lancry, Paris 10°

Paris le 21 octobre 1952

Camarade,

Chaque militant trotskyste a ressenti comme un coup très dur la division de notre parti. C'est pourquoi nous pensons que les raisons qui ont abouti à la rupture de l'unité des trotskystes en France ne seront jamais assez réexaminées, et elles doivent l'être chaque fois que des éléments nouveaux sont susceptibles d'éclairer nos divergences et de permettre de les discuter.

Il nous semble que l'actualité nous apporte de ces éléments nouveaux. La crise actuelle dans le PCF, qui s'exprime par l'affaire Marty-Tillon, est l'expression de l'éclatement d'une série de contradictions auxquelles se heurtent les militants et la direction du PCF. La nature de cette crise et le moment de son éclatement ne sont pas sans rapports avec l'orientation de la bureaucratie stalinienne qui vient dans les faits et dans ses proclamations publiques d'inaugurer un nouveau cours droitier centré sur la recherche de plus en plus active de compromis avec la bourgeoisie.

Ces faits peuvent grandement alimenter et faire progresser la discussion que nous avons eue avant le 8° congrès du parti. Ils ont à nos yeux l'avantage d'apporter dès maintenant une confirmation ou un démenti à des idées opposées jusqu'alors surtout de façon théorique.

Toutes les occasions doivent être saisies pour chercher à surmonter notre division. L'affaiblissement qui en résulte est trop évident pour ne pas le comprendre. Nous pensons qu'une telle discussion est une première occasion à ne pas laisser échapper.

Il y aura toujours intérêt pour notre lutte que des militants analysent et discutent d'un point de vue trotskyste les importants événements que nous avons cités. De plus, une telle discussion pourrait être un premier pas sur le chemin de la réunification des trotskystes français.

Dans cet esprit, nous vous proposons d'engager une telle discussion au moyen d'articles de bulletins intérieurs, spécialement publiés à cet effet.

Dans l'attente de vous lire à ce sujet, recevez, camarade, notre salut communiste internationaliste.

pour le bureau politique

Pierre Lambert

LETTRE DE PIERRE FRANK A PIERRE LAMBERT

Camarade,

J'ai reçu votre lettre du 21 octobre dans laquelle vous exprimez le désir de se servir de "toutes les occasions" pour mener une discussion "qui pourrait être un premier pas sur le chemin de la réunification". Vous voulez "réexaminer" les raisons qui ont abouti à la rupture .

J'ai hésité à répondre à votre lettre parce que les sentiments que vous y exprimez ne concordent pas avec la forme de votre lettre qui ne s'adresse pas à l'organisation avec laquelle vous affirmez désirer vous réunifier mais consiste littéralement en une invitation personnelle à publier des bulletins intérieurs (!) de discussion avec vous . Les sentiments de votre lettre ne concordent également pas avec les attaques injurieuses, les accusations de capitulation devant le stalinisme lancées publiquement par votre groupe, sans parler d'actes d'agression auxquels se sont livrés certains de vos militants responsables .

J'ai aussi hésité parce qu'en ce qui vous concerne personnellement, je ne puis oublier que, pendant les 18 mois de lutte intense au sein du PCI, vous n'avez jamais participé aux discussions des grands problèmes politiques, tout en vous trouvant à la pointe de la lutte sur le plan organisationnel. Au CC qui précéda le 7° congrès du PCI, vous vous êtes abstenu sur les thèses du 9° plenum. Vous n'avez jamais discuté les documents du 3° congrès mondial, ni avant, ni après ce congrès. Vous nous avez laissés accuser de capitulation devant le stalinisme. Vous vous prononciez en fonction des conséquences sur ce que vous considérez comme votre domaine, le travail syndical. L'importance des questions politiques essentielles vous apparaît, il me semble, bien tardivement, après la scission seulement .

Mais vous signez cette lettre au nom de votre groupe. Je ne puis tenir rigueur à celui-ci de votre propre attitude ou de celle de quelques-uns de ses membres. C'est avec l'espoir que la plupart des membres de votre groupe voudraient trouver une solution qui leur paraît intolérable que je me suis décidé à vous répondre. Et il m'est apparu que le mieux serait de faire connaître ma réponse à votre lettre à tous les camarades qui ont participé à la lutte de tendance qui a commencé dans les premiers mois de 1951, qu'ils soient restés fidèles à la IV° Internationale, qu'ils soient dans votre groupe ou qu'ils se trouvent à présent politiquement inorganisés.

Je voudrais tout d'abord souligner un premier point . Votre fraction s'était présentée au Comité exécutif international à son 11° plenum, en juin 1952, avec une déclaration demandant la reconnaissance de deux groupes trotskystes en France. Vous y disiez : "Les oppositions politiques n'ont fait que s'approfondir, aboutissant à l'incompatibilité et la paralysie réciproques des tendances". La discussion ne pouvait plus apporter de solution, il fallait permettre à chaque groupe d'agir conformément à sa politique. "De cette manière seulement, écriviez-vous, peut se vérifier dans l'expérience la justesse de telle ou telle orientation". Le 11° plenum a rejeté votre proposition. Vous avez passé outre à sa décision et opéré la scission. Et maintenant, aux premières difficultés qui étaient aisément prévisibles, vous nous dites : discutons pour nous engager sur le chemin de la réunification. Il me semble qu'en trois mois la direction de votre groupe montre quelques faiblesses en ce qui concerne les capacités de prévision, de constance , de persévérance, surtout dans une période aussi mouvementée que celle où nous vivons .

Mais je me trompe peut-être. Vous pensez que le 19° congrès du PC de l' URSS et l'affaire Marty-Tillon vous donnent raison et qu'une discussion aboutirait à l'effondrement de l'analyse, des perspectives et de l'orientation fixées par l'Internationale . Quelle erreur vous faites !

La lecture de votre journal montre que vous êtes obnubilés par le désir de la bureaucratie du Kremlin de parvenir à un compromis. Une comparaison entre l'article de Staline dans le "Bolchevik" d'une part, et les rapports et le discours de clôture de Staline lui-même d'autre part, montrent que le congrès ne s'est pas exactement aligné sur la partie de l'article du "Bolchevik" relative aux possibilités de guerre interimpérialiste que vous soulignez. Le congrès a plutôt manifesté les contradictions du Kremlin, coincé entre son désir d'un compromis et la situation objective impliquant la nécessité de se défendre contre la guerre impérialiste en préparation et la nécessité de s'adresser aux PC pour engager les masses dans la lutte .

Une discussion de l'affaire Marty-Tillon me permettrait de vous rappeler non seulement ce que nous avons dit, mais aussi vos propres paroles. Nous vous disions, dès le 7° congrès du PCI, que c'est au sein du PCF que se poseraient les plus importants problèmes politiques. La bataille de la direction contre Marty c'est - dans les formes spécifiques du stalinisme, c'est à dire en

baillonnant l'autre partie - la discussion des problèmes les plus essentiels de la période. Personne ne pouvait songer, dans l'état actuel du PCF, à une discussion normale avec thèses, contre-thèses, bulletins intérieurs ... Mais c'est la discussion entre deux lignes comme il n'y en avait pas eu depuis 25 ans. Le document du BP du 3 octobre qui a occupé deux pages de "l'Humanité" me rappelait, dans la forme et dans bien des termes, ceux qui étaient dirigés contre nous, dans la dernière période où nous nous trouvions dans l'IC. La discussion a les mêmes formes à 25 ans d'intervalle. Mais les temps ont changé. Finis le recul du mouvement ouvrier et la montée du fascisme. Nous sommes dans une période de radicalisation des masses à l'échelle internationale, comme jamais l'histoire n'en a connue.

Vous faisiez reposer votre orientation sur les ruptures et les perspectives de rupture du PCF (Lourches, etc.). Marty sera peut-être exclu. Le courant qu'il exprime aujourd'hui ne se manifeste pas ouvertement, il le suivra encore moins hors du PCF. La gauche du PCF ne fait que commencer à prendre conscience d'elle-même. Il serait criminel de lancer ses éléments les plus développés dans une lutte ouverte contre l'appareil, à l'étape actuelle, qui aboutirait à leur exclusion. Si pendant les mois où vous avez combattu la politique de l'Internationale, nous avons engagé une partie importante de nos militants dans le travail impliqué par cette politique, nous serions parvenus, à la faveur de la crise actuelle, à détecter nombre de ces gauches, à nous lier à eux, et ainsi à mieux être prêts à combattre le stalinisme dans le développement de sa crise. C'est un aspect de la construction du parti, du renforcement du trotskysme en France auquel vous paraissez ne pas songer.

Votre méthode d'analyse, partant essentiellement des intentions et des désirs de compromis de la bureaucratie et non des conditions objectives dans lesquelles le monde évolue, vous a amenés dans cette affaire Marty-Tillon à donner la même explication superficielle que celle qui a été fournie de "Franc-tireur" à "Paix et liberté" : Marty et Tillon sont sacrifiés pour la politique de front national uni. Les uns mettent en garde bourgeois et socialistes contre la manœuvre, vous la dénoncez aux ouvriers révolutionnaires. Mais qu'en direz-vous demain quand Thorez and Co redonneront de la barre à gauche sans ramener Marty et Tillon au BP ? Vous êtes dominés par les variations et fluctuations conjoncturelles des staliniens et omettez dans vos analyses et dans votre orientation ce qu'il faut placer à leur base, à savoir les conditions objectives et les tendances fondamentales de la situation.

Vous commettez la même erreur de méthode qui opposa certains militants du PCI (vous entre autres) à l'Internationale tout au début de l'affaire yougoslave. Vous aperceviez à l'époque des divergences entre Moscou et Belgrade sur la collectivisation ou les modalités du commerce extérieur. Vous expliquiez alors la rupture avec le Kominform par des divergences conjoncturelles de politique et n'aviez pas vu qu'il s'agissait d'une crise du stalinisme. Cette erreur, vous la commettez également dans l'affaire Marty et pas seulement dans cette affaire, comme nous le verrons plus loin.

Personnellement, j'aimerais aussi discuter la question syndicale. J'aurais quelque chose à dire à propos de ces journées de Montpellier si mystérieusement évanouies. Il me paraît difficile d'expliquer cet évanouissement par le "pablisme". J'y vois une preuve de plus de l'inviabilité de votre politique de "3° tendance" qui, dans les conditions présentes, n'est pas autre chose que l'application au domaine syndical d'une conception de "3° front". En outre, vous vous êtes certainement aperçu que les militants ouvriers que vous avez cherché à dresser contre l'Internationale, les métallos notamment, s'orientent dans leur activité syndicale vers un travail commun avec les militants de la CGT sans songer à constituer une "3° tendance" s'opposant à la direction de la CGT. C'est ce que proposait la lettre que le SI adressa l'an dernier au PCI, comme la partie syndicale de l'orientation d'entrisme sui generis. C'est cette proposition qui, à l'époque, fut le signal de la levée de boucliers, le départ de la croisade "anti-pabliste" qui vous a menés à la scission.

Je serais fort volontiers disposé à mener une discussion sur toutes les questions essentielles pour y développer ce que je me suis borné à affirmer en quelques phrases dans cette lettre. Mais il y a quelque chose que vous n'avez pas compris et qu'il m'est nécessaire de clarifier préalablement. Dans le premier paragraphe de votre lettre, vous dites : "Les raisons qui ont abouti à la rupture ... ne seront jamais assez réexaminées, et elles doivent l'être chaque fois que des éléments nouveaux sont susceptibles d'éclairer nos divergences et de permettre de les discuter".

Ces divergences que vous voulez réexaminer ne sont pas les raisons de la rupture et leur discussion ne peut conduire à la réunification.

Nous avons des divergences que nous avons largement discuté ; nous aurions pu, restant chacun sur nos positions, les discuter à nouveau à la faveur de nouveaux développements, sans qu'il y ait jamais eu de rupture entre nous si vous aviez accepté la règle de la IV° Internationale, c'est à dire si vous

vous étiez soumis à la discipline dans le parti mondial. Nous ne vous avons jamais demandé de dire que le 3° congrès mondial avait raison dans l'analyse et les perspectives qu'il a tracées, que le 10° plenum avait raison dans l'orientation qu'il a fixée, que le 11° plenum a pris une décision correcte en ce qui concerne la section française. Nous ne vous avons jamais demandé une telle "autocritique" publique ou privée. Vous aviez le droit d'avoir, dans les rangs de la IV° Internationale, toutes vos divergences sur toutes les questions possibles et imaginables. La seule chose que l'Internationale a exigée de vous, c'est la discipline dans l'action. C'était également son droit de penser que l'opposition violente et l'incompréhension que vous manifestiez envers sa politique vous rendaient incapables de diriger son application en France et de prendre des décisions en conséquence .

La scission, vous l'avez pratiquement faite le jour où, au 11° plenum, vous avez déclaré que la discussion ne pouvant plus faire progresser l'organisation, vous appliquerez coûte que coûte votre propre orientation pour que l'expérience serve d'arbitre entre l'Internationale et vous.

Votre violation de la discipline internationale dans l'action, alors que vous n'aviez jamais été brimés dans vos opinions, c'est la raison de la scission et non les divergences qui existaient entre vous et nous. Votre lettre témoigne d'une conception d'organisation qui, si elle était mise en application, aurait les conséquences les plus néfastes sur l'unité de l'organisation et n'en laisserait pratiquement rien subsister . On ne saurait plus quand on resterait uni, quand on se diviserait, quand on se réunirait en fonction de divergences qu'on réexaminerait périodiquement. L'aboutissant d'une telle conception serait la transformation de l'organisation en un conglomérat de fractions tantôt formellement unies; tantôt formellement divisées, en perpétuelle discussion de leurs divergences .

Voilà à quoi aboutirait votre conception d'organisation . mais d'où provient-elle ? Je dois constater que vous expliquez de la même manière les autres ruptures mentionnées plus haut (entre le PCY et le Kominform ; entre Marty et la direction du PCF) . Dans chaque cas, vous expliquez la rupture par les divergences de politique conjoncturelle. c'est une explication qui peut valoir pour une scission dans un groupe de députés "indépendants et paysans" au Parlement français, mais pas pour de véritables organisations ouvrières. Les luttes de fraction, les ruptures, se produisent certainement à un moment donné à propos de questions déterminées. La lutte de fraction dans le Labour Party a commencé, si je me souviens bien, par des divergences dans le gouvernement travailliste sur le remboursement des fausses dents par la Sécurité sociale. Mais les prétextes, les accidents et même les divergences qui se développent au cours des luttes qui aboutissent à des scissions ne sont pas les raisons profondes de celles-ci. Ces raisons, il faut aller les chercher dans les **forces sociales** qui s'exercent et parviennent dans des conditions objectives données à déchirer même des organisations ou des équipes qui ont montré une longue stabilité.

Si vous comprenez cela, vous comprendrez aussi que votre rupture avec la IV° Internationale, en vous exposant davantage à la pression des forces qui ont provoqué cette rupture, ne peut être que fatale pour vous .

Votre lettre ignore l'existence même de l'Internationale. Je tiens à vous rappeler certaines choses à son sujet. Au 11° plenum, vous n'avez pas obtenu la permission de mener une autre politique que celle fixée par le 3° congrès mondial et le 10° plenum. Le 11° plenum a également spécifié que les membres du PCI qui refuseraient d'être disciplinés se mettraient d'eux-mêmes hors la IV° Internationale. Chargé d'appliquer les décisions du CEI, le SI enregistra votre indiscipline et vous a suspendus de l'Internationale .

Le prochain plenum sera appelé à prononcer la décision finale de l'Internationale. Après toutes vos manifestations publiques d'hostilité à la politique de l'Internationale, vos attaques injurieuses et calomnieuses envers ses dirigeants, vous ne comptez pas sur l'indulgence du Comité exécutif international. Néanmoins, la porte n'est pas complètement fermée pour vous . La suspension sera transformée en exclusion à moins que, d'ici le plenum, vous manifestiez par des actes que vous êtes prêts à accepter la discipline de la IV° Internationale. Je suis certain que, bien que votre activité depuis trois mois a particulièrement révolté les trotskystes du monde entier, un changement d'attitude de votre part et la fin d'un comportement irresponsable seraient pris en considération par les militants qui assurent la direction de notre mouvement international.

Je suis aussi persuadé que les sentiments exprimés dans votre lettre en faveur d'une réunification sont ceux de la plupart des camarades entraînés par la lutte fractionnelle, à la scission. Je vous dis que vous avez encore le temps - **mais très peu de temps** - pour traduire ces sentiments en actes envers l'Internationale qui vous permettraient d'y retrouver votre place . Si vous le faites, je n'ai aucun doute que nous trouverons la voie de la réunification et des formes de discussion .

Mais, afin d'éviter tout malentendu ou toute équivoque, je tiens aussi à vous prévenir qu' au cas où vous persisterez à faire un groupe en opposition à la section française de la IV^e Internationale, nous ne discuterons pas avec vous . Et ce, pour de fort simples raisons. Nous ne sommes pas des professionnels de la discussion. La discussion est pour nous un moyen. Un moyen d'élaborer notre politique et nous savons prendre le temps nécessaire à cet effet. Un moyen aussi pour gagner des militants, éventuellement des groupes de militants à nos conceptions politiques et organisationnelles, Mais nous ne voyons aucun intérêt, aucune utilité à une discussion avec un groupe qui, malgré tous nos efforts, aurait rompu avec la IV^e Internationale, refuserait sa discipline et voudrait ensuite prolonger le débat sous des prétextes quelconques, au fond pour la simple raison que ce serait pour lui le moyen de prolonger quelque peu son existence. Si, au lieu de chercher la voie du retour et du maintien dans la IV^e Internationale, vous persistez dans la voie d'un deuxième groupe, c'est nous qui prendrons à notre compte ce que vous êtes venus dire au 11^e plenum lorsque vous avez assumé la responsabilité de la rupture : la discussion ne peut rien régler, l'expérience de chacun tranchera.

A vous de choisir.

le 26 octobre 1952

Pierre Frank

AUX MEMBRES DU COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL

le 6 novembre 1952

Camarades,

Le 12^e plenum du Comité exécutif international aura à se prononcer sur les sanctions demandées par le SI contre la majorité prolétarienne de la section française. Nous reprendrons en temps et en lieu toutes les accusations formelles portées contre nous, et nous montrerons comment les conceptions révisionnistes du SI l'ont amené à l'emploi de méthodes sans précédent dans l'histoire de notre mouvement.

Mais, pour un trotskyste, l'aspect politique des divergences prime leur aspect formel. "La divergence essentielle", affirmions-nous au début de la lutte de tendances (avril 1951) "porte sur l'appréciation révisionniste de la nature de la bureaucratie de l'URSS donnée dans "Où allons-nous ?", par le camarade Pablo sur l'appréciation des rapports de la bureaucratie du Kremlin avec les partis communistes, sur l'appréciation des rapports entre les partis communistes et les masses, sur l'appréciation du rôle de cette bureaucratie dans la guerre et dans la révolution et sur ce que Pablo appelle le "devenir" de la bureaucratie."

Des faits d'une importance exceptionnelle, survenus au cours de ces derniers mois, ont mis à l'épreuve les positions défendues par les deux tendances : le cours gauchiste suivi par le stalinisme international depuis 1947 a pris fin, et un nouveau cours droitier lui a succédé. Aux "Thèses Jdanov" qui serviraient de base au cours "gauchiste" s'opposent aujourd'hui les "Thèses Staline" développées par ce dernier dans son article du "Bolchevik"; le tournant droitier s'est notamment manifesté en France dans toute son ampleur, le Parti communiste français mettant au centre de toute son activité le "front national uni".

Dans le même temps, une phase aigüe de la crise internationale du stalinisme a débuté en France; le Parti communiste français est entré dans la crise la plus grave de son histoire; nous n'assistons encore qu'aux premiers symptômes. André Marty incarne, à tort ou à raison, pour les meilleurs militants communistes français, depuis deux décades, l'espoir de voir leur parti rompre avec sa pratique opportuniste et s'engager enfin dans une voie révolutionnaire. A travers l'affaire Marty-Tillon, c'est l'avant-garde des militants communistes - cette avant-garde de quelques dizaines de milliers de militants qui fut à la pointe du combat le 12 février, le 28 mai et le 4 juin de cette année, et dont le sort est décisif pour l'avenir de la classe ouvrière française que la bureaucratie du Kremlin va s'efforcer de briser au cours des prochains mois ; de la capacité des trotskystes de conquérir politiquement une partie au moins de ces cadres, dépend dans une large mesure l'avenir de notre mouvement en France .

Dans une lettre que nous adressons à tous les membres de la IV^e Internationale, nous avons soumis à une analyse minutieuse les prévisions politiques du SI et de la minorité française d'une part, de la majorité du PCI de l'autre. Nous les avons confrontées avec les développements réels dont le mouvement stalinien a été le théâtre, particulièrement en France, au cours de ces derniers mois. Nous avons rendu notre démonstration irréfutable en l'étayant sur de longs extraits de documents publiés par les deux tendances depuis le début de la discussion . Nous vous renvoyons à cette lettre pour les preuves documentaires de ce que nous affirmons ici .

Le SI a développé la perspective d'un gauchissement fondamental persistant, irréversible, de la politique stalinienne, gauchissement qui, d'après lui, est inscrit dans les caractéristiques objectives de la situation internationale actuelle (1). Il a affirmé tantôt que ce gauchissement se produisait principalement sous la pression des masses, tantôt sous l'impulsion de la bureaucratie du Kremlin qui "gauchissait" sa politique plus vite que les masses ne se radicalisaient (2) . Le SI est revenu à maintes reprises sur le caractère irréversible de ce "gauchissement du stalinisme"(3). La majorité du PCI a répété sans se lasser que ni la nature, ni la fonction de la bureaucratie du Kremlin n'étaient changées et que de sa nature, conformément à l'analyse trotskyste traditionnelle, découlaient des oscillations perpétuelles entre un cours "gauchiste" aventuriste et un cours opportuniste droitier. Ces oscillations témoignent du caractère de bascule fondamental de la politique de la bureaucratie, cherchant vainement à se maintenir sur un équilibre périmé entre les classes fonda-

mentales de la société. Le zig-zag aventuriste extrême du Parti communiste français de février à juin 1952 a permis au SI et à la minorité française de donner un développement extraordinaire à leurs illusions sur le changement de nature ou de fonction du stalinisme (5), le tournant à droite, débutant en juin, devait les laisser complètement désarmés.

Le deuxième pronostic du SI portait sur le "resserrement" - formulé tantôt comme resserrement des masses travailleuses autour des partis communistes, tantôt de la base des PC, ou tantôt seulement des militants communistes d'avant-garde autour de leur direction (6). La crise du stalinisme, de centrifuge, était, d'après le SI, devenue "centripète" (7). En fait, le Parti communiste français se trouve dans un isolement extrême, qui se manifeste de façon éclatante à l'heure où la répression bourgeoise le frappe : la masse des militants manifeste une passivité extrême; l'avant-garde reçoit de l'appareil stalinien les coups les plus violents ; des milliers de cadres communistes - l'avant-garde toute entière - est menacée d'épuration par la voie froide.

En frappant l'avant-garde communiste organisée, Staline se propose d'abord, comme la majorité du PCI l'a expliqué (8), de donner à la bourgeoisie des gages de sa nouvelle politique droitière de front national uni. Il poursuit également un objectif plus lointain : éliminer ces cadres communistes qui incarnent objectivement la menace d'un débordement de la bureaucratie du Kremlin par la base du PCF, dans l'éventualité d'une situation de guerre civile. Il se manifeste clairement que la 3^e guerre mondiale, bien loin d'estomper la fonction contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, lui donnera au contraire un champ d'application sans précédent.

Devant une réfutation aussi totale et aussi rapide de leurs perspectives par les faits, le SI et la minorité ont fait preuve d'un désarroi extrême. Affirmant tantôt que la révolution française avait commencé (9), tantôt que les luttes ouvrières subissaient un certain "creux" (10) ; s'efforçant désespérément de nier l'existence ou l'importance du tournant à droite du stalinisme (11), ignorant systématiquement la portée des "Thèses Staline" (12) ; expliquant l'affaire Marty-Tillon par n'importe quoi, sauf par le tournant à droite (13); proclamant tantôt que toutes les positions successives du PCF correspondaient aux strictes directives de Moscou (14), tantôt que le lien entre les partis communistes et Moscou était très relâché (15); développant dans leur désarroi des conceptions tout à fait indignes du trotskysme, comme celle d'une démocratisation du parti communiste de l'URSS, lors du 19^e congrès (16), ils en sont venus, dans leurs tentatives pour camoufler leur faillite politique - ce à quoi les injures et les calomnies contre la majorité prolétarienne du PCI ne saurait suffire - aux incroyables gesticulations impressionnistes dont témoigne le dernier numéro de la revue "Quatrième Internationale" (17). Cependant, la presse de l'Internationale manifestait une extrême confusion. Certaines sections, informées par le SI, reproduisaient son analyse inconsistante (18), tandis que "The militant" du 13 octobre exposait presque mot à mot la même analyse que celle développée au même moment par la majorité du PCI dans "La Vérité" (19).

Camarades ! Une analyse trotskyste correcte des développements récents de la crise du stalinisme est indispensable pour la définition correcte de nos tâches dans la prochaine période historique. Il faut réexaminer les positions défendues depuis deux ans par le SI d'une part, par la majorité du PCI, de l'autre, à la lumière de l'expérience. Il faut rouvrir - ou plutôt ouvrir - la discussion dans l'Internationale sur toutes les questions principielles, théoriques et tactiques posées. La majorité du PCI doit pouvoir participer pleinement à la discussion, qui doit se dérouler exempte de toutes menaces disciplinaires de la part du SI. Une clarification complète des problèmes posés est indispensable .

Un an et demi après le 3^e congrès mondial, les faiblesses, les contradictions, les obscurités et la confusion de ce congrès apparaissent clairement. Le SI en est réduit à modifier en contrebande les différentes pièces de la mosaïque que constituent les décisions du congrès. Cette modification se fait empiriquement, sans examen critique, sous les coups assésés par les faits. Une seule constante subsiste : la confusion révisionniste sur la nature et la fonction de la bureaucratie du Kremlin. L'Internationale paie chèrement l'absence de discussion et de clarification sur ce problème au III^e congrès mondial.

Conformément aux statuts, le 4^e congrès mondial doit être réuni en 1953. Jamais congrès ne fut plus nécessaire et plus urgent. Sa préparation politique doit commencer dès maintenant, et doit commencer par une critique honnête et sérieuse des fautes commises.

Pour le redressement et le réarmement de notre Internationale !
Vive le 4^e congrès mondial !

Vive la Quatrième Internationale !

Le bureau politique du PCI (section française de la IV^e Internationale)

-
- (1) Lettre à tous les membres de la Quatrième Internationale, p. 4,5 et 13, 14, 15
 - (2) Idem p. 14 et 21
 - (3) Idem, notamment p. 14 et 15
 - (4) Idem, p.10 et 16 et 17
 - (5) Idem, p. 13, 14 et 15
 - (6) Idem, p. 4 et 5
 - (7) Idem, p. 15
 - (8) Idem, p.26
 - (9) Idem, p.28
 - (10) notamment l'article de Pablo dans "Quatrième Internationale" d'octobre 1952
 - (11) Lettre ... , p. 25
 - (12) Idem, p.41 et 44
 - (13) Idem, p.36
 - (14) Idem, p. 36
 - (15) Idem, p.44
 - (16) Idem, p.32
 - (17) Idem, p.41 et 45
 - (18) Idem, p.38 et 39
 - (19) Idem, p.39 et 40
-



